DISSERTATION

SUR

L'ÉTABLISSEMENT

DE L'ABBAYE

DE S. CLAUDE,

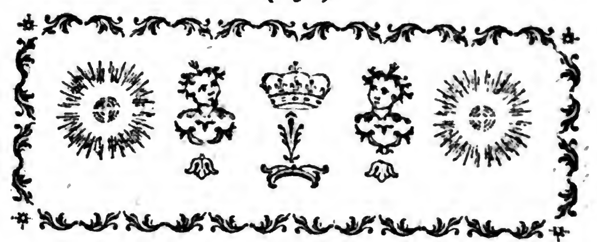
SES CHRONIQUES, SES LEGENDES, SES CHARTES, SES USURPATIONS, ET SUR LES DROITS DES HABITANS DE CETTE TERRE.

Quod genus hoc hominum? Quare hunc tam barbara morem
Permittit Patria? Æneid. L. I.





M. DCC. LXXII.



DISSERTATION

SUR l'établissement de l'abbaye de S. CLAUDE, ses Chroniques, ses Légendes, ses Chartes, ses Usurpations, & sur les droits des habitans de cette terre.

CHAPITRE I.

Le pays de S. CLAUDE était habité plusieurs siecles avant l'établissement des moines.

AUX environs de la ville de S. Claude, dans des lieux appellés le lac d'Antre, le Pont-des-arches, le grand Villars & Jeures, on découvrit, sur la fin du siecle dernier, des médailles, des marbres, des statues, des

inſcriptions, des portiques des chapitaux, des aqueducs, les ruines d'un théatre, d'un édifice deſtiné aux bains publics, d'un palais & d'une multitude de bâtimens particuliers. On y remarqua une platte-forme pavée de grands carreaux de marbre blanc incruſtés de granite, de porphyre & de ſerpentin. On y trouva dans les décombres d'un temple, une ſtatue du dieu Pan.

Ces découvertes ſe firent ſous les yeux de M. de Vaubourg, alors intendant de la province, & l'hiſtoire en fut publiée en 1709, par le jéſuite Dunod.

Nous ne dirons pas avec le jéſuite que c'était-là l'ancienne ville d'Avenche, que Tacite, l'itinéraire d'Antonin, & la table Théodoſienne placent chez les Helvétiens, auprès du lac de Morat, ni avec l'hiſtoire des Séquanais, que la ville qui paraît avoir exiſté dans ce lieu, portait le nom de *Maurienne.*

Notre deſſein n'eſt pas de ſubſtituer des conjectures aux fables que nous nous propoſons de détruire. Les monumens trouvés au lac d'Antre, au Pont-des-arches & au village de Jeures, prouvent aux yeux qu'il y avait dans ces cantons une colonie conſidérable, ſous les empereurs Romains. Le nom de cette colonie eſt un objet de pure curioſité, qu'il nous importe peu de ſavoir. L'eſſentiel eſt

d'avoir des preuves que cette contrée était habitée avant l'établiſſement du chriſtianiſme dans les Gaules, & conſéquemment avant celui des moines.

Une choſe ſur-tout qui mérite une attention particuliere, c'eſt le temple élevé au dieu des pâturages, dans un pays qui ne renferme que des montagnes. Les plus élevées de ces montagnes, celles où la neige ſéjourne plus long-tems, & qui paraiſſent les plus impraticables, ſont préciſément celles qui fourniſſent les meilleurs pâturages. Celles qui ſont moins hautes ſont plus agréables à habiter pendant l'hyver, mais auſſi les pâturages y ſont moins bons.

C'eſt dans ces dernieres chaines de montagnes qu'eſt ſitué le lac d'Antre. On y avait élevé le temple, parce que ce lieu était le plus acceſſible dans toutes les ſaiſons de l'année.

L'auteur de l'hiſtoire des Séquanais a prétendu, ſur la foi d'une fauſſe légende, qu'il n'y avait alors que ce canton qui fut habité. Mais les Séquanais étaient tout au moins auſſi induſtrieux & auſſi intelligens ſous les empereurs Romains qu'ils l'ont été depuis, ſous l'empire uſurpé des moines de S. Claude; & puiſque ſous ces moines ils ont mis en valeur les hautes montagnes du Jura, qui produiſent, comme on l'a dit, les meilleurs

pâturages, il eſt ſuffiſamment prouvé qu'ils ne les avaient pas laiſſées en friche ſous leurs premiers maîtres.

Si dans le treizieme & le quatorzieme ſiecles, quelques cantons dépeuplés s'étaient recouverts de forêts, comme des chartes de 1266 & de 1390 ſemblent le prouver, la tyrannie des moines rend cette dépopulation très-probable, mais il ne faut pas en conclure que le pays était auſſi déſert douze ſiecles auparavant, ſous la domination des Romains.

Mais on nous oppoſe que Grégoire de Tours a écrit, dans la vie du moine Romain, que cette contrée était une forêt inculte dans le cinquieme ſiecle.

Nous répondons que cet évêque ne parle point du tout de la contrée qui porte aujourd'hui le nom de S. Claude. Le canton dont il parle eſt celui où eſt ſitué Romainmotier dans le Pays de Vaud. Voici ſes termes: " Accedentes ſimul (Romanus & Lupicinus) " inter illa Jurenſis deſerti ſecreta, quæ inter " Burgundiam Alamaniamque ſita, Aventicæ " adjacent civitati, tabernacula figunt, proſ- " tratique ſolo Dominum diebus ſingulis " cum pſallenti modulamine deprecantur, vic- " tum de radicibus quærentes herbarum. "(a)

(a) *De vita patrum*, cap. I. p. 1146 de l'édition de Ruinart.

L'évèque de Tours parle donc d'un désert situé entre la Bourgogne & l'Allemagne. Mais comment placer ce désert dans le pays de S. Claude qui a toujours été enclavé dans la Bourgogne, & compris dans le diocese de Lyon ?

La cité d'Avenche, auprès de laquelle Grégoire place ce désert, prouve encore que ce n'est point dans le pays de S. Claude qu'il faut le chercher. L'historien d'ailleurs aurait désigné ce pays par les villes qui en sont les plus proches, comme Nyon, Lausanne, Geneve, &c.

Enfin le monastere de Romainmotier, dans le Pays de Vaud, est indubitablement celui dont il parle. Le nom même de ce monastere, sa situation dans le mont Jura, non loin des confins qui séparaient anciennement la Bourgogne de l'Allemagne, sa proximité de la ville d'Avenche, le prouvent clairement; aussi les historiens Suisses vous disent, " que la ville de Romainmotier doit son origine à une ancienne & très-
" célebre abbaye, qui portait le nom de
" S. Romain hermite, que ce pays était autre-
" fois couvert de bois; que les deux freres
" Romain, Loup ou Lupicin, dont Grégoire
" de Tours a écrit la vie, se retirerent dans
" ce pays vers le milieu du sixieme siecle,
" & qu'ils y vécurent comme hermites du-

„ rant quelques années. Ensuite, S. Loup
„ laissant son frere dans son hermitage, en
„ alla fonder un autre à une lieue de celui-
„ là auprès de La Sarra. „ (*a*)

Nos moines ne se rendent point encore, ils se prévalent de ce que l'Evêque de Tours appelle Condat, ou Condatiscone, le lieu du Jura où Romain fonda son monastere, & ils disent que le pays de S. Claude portait autrefois ce nom.

Mais 1°. on ne trouve ce nom que dans de fausses légendes & dans de fausses chartes. Avitus, Archevêque de Vienne, écrivant au commencement du sixieme siecle à Viventiol, Evêque de Lyon, au sujet d'une école qui était établie dans ce pays, ne la nomme pas l'école de Condat, mais l'école d'Oyan, ancien nom de la ville de S. Claude. (*b*)

En second lieu, le mot Gaulois ou Celtique *condat*, est un terme générique qui désigne la situation d'un lieu, dans l'angle de terre formé par l'union de deux rivieres. (*c*) Et si l'on a pu donner ce nom à la ville de S. Claude, parce qu'elle est située au confluant de deux petites rivieres, on a pu le donner

(*a*) Etat de la Suisse. Tom. 2. p. 287 & 288.

(*b*) Epis. Aviti. dans la collection du pere Sirmond. Tom. 2. p. 52. Let. 17.

(*c*) Notice des Gaules par Mr. d'Anville. p. 236.

de même à Romainmotier qui est aussi placé au confluant de deux autres rivieres.

Le même Grégoire de Tours raconte que
„ Lupicin étant déja vieux se rendit à Geneve,
„ où était le roi Chilpéric: qu'à peine ce
„ moine entrait dans la ville, que le roi
„ qui était à diner sentit un tremblement
„ de terre, dont ses officiers ne s'apperçurent
„ point, que le roi épouvanté, & craignant
„ que l'armée ennemie ne le vint détrôner,
„ envoia sur le champ ses gardes visiter
„ les dehors de la ville, & la mettre en état
„ de deffense, que ses gardes trouverent à
„ la porte de cette ville un vieillard couvert
„ d'une tunique de peau, & l'amenerent de-
„ vant le prince. Lupicin se présenta devant
„ le roi, comme autrefois Jacob devant
„ Pharaon. Chilpéric lui demanda ce qu'il
„ était, ce qu'il fesait, d'où il venait &
„ ce qu'il voulait. L'hermite répondit : Je
„ suis le pere des brebis du Seigneur; mais
„ Dieu qui leur donne avec abondance les
„ alimens spirituels, ne leur en donne point
„ de matériels, & je viens supplier votre
„ puissance de nous accorder quelque chose
„ pour subvenir à notre nourriture & pour
„ acheter des vêtemens. „

" A cette harangue, le roi répartit : Re-
„ cevez des vignes & des champs dont le
„ produit remplira abondamment tous vos
„ besoins. „

« Le moine repliqua : nous ne pouvons
„ accepter ni champs ni vignes, parce que
„ nous avons renoncé à la vanité d'être pro-
„ priétaires. Le royaume des cieux est tout
„ notre partage. Qu'il plaise à votre puis-
„ sance de nous donner seulement quelques
„ fruits ou quelques légumes. Le roi accé-
„ dant à cette priere promit au moine de
„ lui faire délivrer annuellement trois cent
„ septiers de bled, autant de vin & cent
„ sous d'or. „

Nous ne savons point précisément pourquoi la terre trembla à Geneve, parce qu'un vieux moine venait y demander l'aumone, ni pourquoi il n'y eut que le roi qui sentit ce tremblement, mais si l'on peut ajouter foi au reste de la narration, elle fournit une preuve bien forte que ni Lupicin ni ses moines ne s'occupaient de l'agriculture, & que le monastere de Lupicin n'était point situé dans le pays de S. Claude, où jamais il n'y eut de vignes.

CHAPITRE II.

Fausses Chroniques.

L'HISTORIEN du comté de Bourgogne (*a*) rapporte une ancienne chronique de l'abbaye de S. Claude, qui énonce que l'empereur

(*a*) Tom. 1. aux preuves.

Gratien étant à Geneve donna à Lupicin toute la contrée qui est entre la riviere d'Orbe, celle d'Ain & le Rhône.

Cette prétendue donation contredit un peu la narration de Grégoire de Tours; mais vous observerez que Lupicin est mort en 480. & que Romain son frere ainé n'est venu au monde qu'en 390. (*a*)

Mais l'empereur Gratien avait été tué le 23. auguste trois cent quatre-vingt trois, dans la bataille qu'il avait donnée auprès de Lyon, contre le tyran Maxime [*b*]. Il est donc impossible qu'il ait pu faire une donation à Lupicin, qui n'était pas encor né.

CHAPITRE III.

Légendes de Romain, Lupicin & Oyan.

Ces trois légendes, dont les originaux sont dans les archives du chapitre de S. Claude, ont été insérées dans le requeil de Bollandus [*c*]. C'est là que l'on lit qu'un nommé Agrippinus, comte militaire dans les Gaules, accusé de trahison par Ægidius, maître de la milice, fut tiré de sa prison par les prieres de Lupicin, comme autrefois S. Pierre fut dé-

(*a*) V. Baillet & les Légendes, dont nous parlerons au chapitre suivant.

(*b*) V. L'art de vérifier les dates p. 352.

(*c*) Sous les 1er janvier, 28. février & 21. mars.

livré des liens où le roi Hérode l'avait fait mettre, & que L'Empereur Romain convaincu par ce miracle de l'innocence de l'accusé le renvoya absous [a].

Mais consultez la chronique d'Idace, Evêque de Chaves, historien contemporain, & vous jugerez si cet Agrippinus avait été faussement accusé. Idace dit formellement, que cet officier avait trahi son prince, & livré aux Visigots la ville de Narbonne qu'il commandait. *Agrippinus Gallus & comes & civis, Ægidio comiti viro insigni inimicus, ut Gothorum mereretur auxilia, Narbonam tradidit Theuderico* [b].

Ainsi c'est en faveur d'un criminel de leze-majesté, c'est pour tromper ses juges, que l'on fait faire des miracles à un moine du mont Jura.

Le stile de ces légendes annonce bien d'ailleurs qu'elles ont été forgées long-tems après le sixieme siecle. Les termes de *religion*, de *religieux*, de *pere Romain*, de *pere Lupicin*, de *sacerdos*, qui y sont employés pour nommer l'état monastique, un moine, & ce que nous appellons aujourd'hui un simple prètre, n'ont été en usage que long-tems

(a) Le crédule Grégoire de Tours ne fait pas mention de ce conte, ce qui prouve qu'il n'a été inventé qu'après.

(b) Chron. d'Idace, dans la collection du pere Sirmond, Tom. 2. p. 311. sous l'Olympiade CCCXI:

après ce ſiecle, comme on peut le voir dans la ſavante diſſertation inſérée à la ſuite des œuvres de S. Léon, de l'édition de 1700. ch. 2. p. 231. On y trouvera encore d'autres preuves de la fauſſeté de ces vies.

Nous remarquerons ſeulement que celle de Lupicin rapporte, que cet hermite ayant imploré Chilpéric en faveur de gens de condition libre, qu'un Seigneur puiſſant voulait réduire à l'état d'eſclavage, ce prince l'obligea à ſe déſiſter de cette prétention. Si c'eſt dans le douzieme ou le treizieme ſiecle que ces légendes ont été faites, comme le ſtile, l'écriture & le parchemin ſemblent le perſuader; il en réſulte que les moines de S. Oyan n'avaient pas encore penſé alors à réduire en ſervitude les habitans de ce canton, autrement il eſt à croire qu'ils n'auraient pas inſéré dans la légende une déciſion qu'on aurait pu leur oppoſer.

CHAPITRE IV.

Légendes de Saint Claude.

Nous déclarons aux ennemis de la vérité, que nous reſpectons, comme nous le devons, S. Romain, S. Lupicin, S. Oyan & S. Claude. Nous n'attaquons ni leur ſainteté, ni leurs vrais miracles; nous ne combat-

tons que des fables ridicules publiées sous leurs noms, pour tromper & dépouiller des pauvres citoyens. Deux légendes de S. Claude, recueillies par Bollandus [*a*], nous disent que ce saint était prince, ou sire de Salins, qu'il avait été chanoine de Besançon à l'âge de vingt ans, évêque de cette ville douze ans après; que la septieme année de son épiscopat, il renonça à sa dignité pour prendre l'habit de moine dans le monastere de S. Oyan, où il vécut pendant cinq ans en simple religieux; qu'il fut élu abbé de ce couvent en 626, sous le pontificat du pape S. Jean; que dans le tems qu'il régissait ce même couvent, il vint à Paris prier Clovis de confirmer les privileges de ses moines. L'auteur de la légende assure que Clovis accorda cette confirmation, il rapporte les premiers termes de la charte, & il prend Dieu à témoin qu'il les a copiés sur l'original même. Enfin, la légende dit que S. Claude, après avoir été abbé pendant cinquante-cinq ans mourut dans la quatrieme année du regne de Childebert roi de France.

Rien ne prouve plus que cette narration, l'ignorance du moine qui en est l'auteur.

1°. Dans la septieme siecle il n'y avait point encore de sires ou de princes de Salins.

(*a*) Sous le 6. Juin.

Le territoire qui porte ce nom étant alors possédé par l'abbaye d'Agaune qui l'avait reçu du roi Sigismond, ce ne fut que depuis la vente que cette abbaye en fit en 941 (*a*), à Albéric, comte de Mâcon & de Bourgogne, que cette terre fut érigée en principauté. Albéric fut le premier sire de Salins, il est la tige des princes de ce nom, d'où sont issues les maisons de Châlons & d'Orange.

2°. En 626. c'était Honorius qui occupait le siege de Rome (*b*). A cette datte il y avait un siecle que le pape St. Jean était mort dans la prison de Ravenne, où il avait été enfermé à son retour de Constantinople, par les ordres du roi Théodoric qu'il avait trahi dans une négociation dont ce prince l'avait chargé auprès de l'empereur Justin. (*c*)

3°. Les anciens catalogues de l'église de Besançon (*d*), contiennent les noms de tous les évêques de cette ville, jusqu'au onzieme siecle, & ils ne nomment qu'un seul évêque du nom de Claude; or ce Claude vivait incontestablement au commencement du siecle précédent, puisqu'il a signé comme

(*a*) Rapportée dans l'hist. des Sires de Salins, aux preuves p. 5.

(*b*) V. L'art de vérifier les dattes.

(c) Ibid. 253.

(*d*) Rapportés dans le 1. *T.* de l'hist. du comté de Bourgogne, aux preuves.

évèque de Besançon, les actes du concile d'Epaone tenu en 517, & si célebre par son vingtieme canon qui défend aux ecclésiastiques de voir les femmes l'après diner & le soir. *Episcopo, presbytero, & diacono vel cæteris clericis, horis præteritis, id est meridianis vel vespertinis, ad fœminas prohibemus accessum* (e).

Mais si S. Claude était archevèque de Besançon en 517, comment aurait-il pu être abbé de S. Oyan en 626? Direz-vous qu'il y a deux archevèques de Besançon du nom de Claude, l'un au sixieme & l'autre au septieme siecle; mais ce n'est pas par des fictions que l'on justifie des faussetés, & pourquoi croirais-je sur votre parole, qu'il y ait eu deux prélats du mème nom de Claude dans l'église de Besançon, tandis que les anciens catalogues de cette église n'en nomment qu'un seul?

Direz-vous encore qu'un chiffre a été altéré dans la légende, & qu'il faut lire 526. au lieu de 626; mais voyons si dans cette supposition, la légende en sera plus véridique.

Le roi Clovis I est mort en 511, & Clovis second n'est monté sur le trône qu'en 636; mais si Claude n'a été abbé d'Oyan qu'en 526, comment sera-t-il possible qu'il ait ob-

(e) Acta Concil. Edit. du pere Labbe Tom. 4. p. 1578.

tenu

tenû un diplôme de l'un ou l'autre de ces princes, en faveur de son monastere.

Cette supposition ne conciliant pas davantage les anacronismes de la légende, il est donc inutile d'y présumer des altérations.

Si S. Claude a été abbé en 626, & qu'il ait possédé cet office pendant cinquante-cinq ans, il est mort en 681, à l'âge de 99 ans; mais à cette date Childebert ne régnait point en France, comme le dit la légende; ce royaume était alors divisé entre Martin & Pepin rois d'Austrasie, & Thierry III, roi de Bourgogne & de Neustrie; les deux premiers Childebert étaient morts, l'un dès l'année 558, l'autre dès l'année 596, & Childebert III ne régna qu'après la mort de son frere Clovis III, en 695.

Il parait que Baillet (a) a remarqué tous ces anacronismes, puis qu'il dit de nos deux légendes, que l'une, qui a été écrite vers le douzieme siecle, est de peu d'autorité, & que l'autre *qui a été augmentée de tems en tems par les fourreurs, est encore moins supportable.*

" Dans la vie du saint, Baillet ajoûte que „ ce fut dans le douzieme siecle que l'on „ commença à connaitre son mérite. L'abbé „ Humbert de Buenes fit mettre son corps „ dans une chasse en 1243. Il est surpre-

(a) Dans la table critique des auteurs pour servir à l'hist. des saints du mois de juin.

„ nant que les anciens martyrologes des Ro-
„ mains ne fassent aucune mention de S.
„ Claude, & que ce que l'on en lit dans le mar-
„ tyrologe de Racan soit suspect. Le pere
„ Chifflet, jésuite, dit que son culte n'a été pu-
„ blic dans l'église qu'au quatorzieme siecle.
„ Son corps se conserve encore en entier ;
„ mais il est desséché comme ceux de la ca-
„ ve de Toulouse & les momies (*a*).



CHAPITRE V.

Diplômes de l'abbaye de S. Claude.

AVANT d'entrer dans l'examen de ces diplômes, qu'il nous soit permis de faire une observation préliminaire sur les anciens titres de l'église, & de retracer quelques regles de diplomatique.

Tout le monde sait l'histoire de cette prétendue donation faite par Constantin au pape Silvestre. Hincmar, archevêque de Rheims, qui écrivait vers l'an 850, en a fait mention ; le pape Léon IX. la rapporte dans une lettre

(*a*) Ceux qui voudront savoir de plus grands détails sur le corps de S. Claude pourront recourir aux pieces justificatives. n. 17.

écrite en 1053 à Michel patriarche de Constantinople ; Pierre Damien la cite ; Anselme, évêque de Luques, Yves, évêque de Chartres, & Gratien l'ont insérée dans leurs collections.

Cette fameuse donation, que tous les savans reconnaissent aujourd'hui pour supposée, a cependant *été* en Italie une espece d'article de foi, & une opinion révérée de l'Europe pendant huit siecles. Il y eut des hommes brûlés en 1478 à Strasbourg pour avoir combattu cette erreur ;tant il était facile autrefois aux gens d'église de donner cours à des piéces fausses.

M le Chancelier d'Aguesseau nous apprend l'histoire d'une semblable (*a*) donation des seigneuries temporelles de Soissons & de Laon, par Clovis à S. Principe, évêque de Soissons.

„ Ce serait faire trop d'honneur, dit ce „ grand magistrat, à une fable si destituée „ de toute sorte de vraisemblance, que de „ faire une longue dissertation pour en montrer la fausseté. Les évêques de Soissons sont „ trop éclairés pour donner quelque créance à de semblables traditions populaires. „ Elles ont pu avoir cours dans des siecles „ de barbarie & d'ignorance, & grossir le recueil d'histoires fabuleuses dont la plupart des anciens bréviaires ont été rem-

(*a*) Tom. 6 p. 11. & 12. édit. in 4°. de Paris.

„ plis ; mais dans un ſiecle auſſi éclairé
„ que le nôtre, dans lequel une critique exac-
„ te & pénétrante a ſu percer les ténebres
„ de l'antiquité la plus reculée, on a enfin
„ découvert l'impoſture de ces anciennes chro-
„ niques, on a cherché la vérité dans ſes véri-
„ tables ſources ; & il n'a pas fallu porter
„ bien loin ſes recherches pour connaitre
„ que Melchior Renaud avait été aveuglé par
„ le zele qu'il avait pour les évèques de ſon
„ pays, lorſque ſur la foi d'un bréviaire, il
„ a avancé dans ſon hiſtoire de Soiſſons,
„ que Clovis lors de ſon baptême donna à
„ S. Principe les ſeigneuries temporelles
„ de Soiſſons & de Laon. &c.

On ſait que ce fut ſous Charlemagne que les gens d'Egliſe établirent la dime en France. Ils n'avaient point de titres pour l'exiger,
„ ils fabriquerent groſſiérement, dit l'abbé
„ de Mably (*a*), une lettre de Jéſus-Chriſt
„ aux fideles, par laquelle le ſauveur me-
„ naçait les payens, les ſorciers, & ceux
„ qui ne payent pas la dime, de frapper leurs
„ champs de ſtérilité, de les accabler d'in-
„ firmités, & d'envoyer dans leurs maiſons
„ des ſerpens ailés qui dévoreront le ſein de
„ leurs femmes. Les eccléſiaſtiques firent mê-
„ me intervenir le diable en leur faveur, &
„ violant toute regle de vraiſemblance, le
„ répréſenterent dans une aſſemblée générale

(*b*) Obſervations ſur l'hiſt, de France tom. 1.p. 151.

„ de la nation, comme une eſpece de miſ-
„ ſionnaire & d'apôtre, qui prenait intérêt
„ au ſalut des Français, qui était faché de
„ les voir dans la route de la damnation,
„ & tachait chrétiennement de les rappeller
„ à leur devoir par des châtimens ſalutaires.
„ Ouvrez enfin les yeux, diſait le clergé,
„ & renoncez à une avarice criminelle qui
„ vous jette dans la miſere. C'eſt le diable
„ lui-même qui a cauſé la famine dont vous
„ vous plaignez. C'eſt lui-même qui a dévo-
„ ré les grains dans les épis, il vous punit
„ de vos péchés, n'en doutez pas, puis qu'il
„ l'a déclaré lui-même avec des hurlemens af-
„ freux au milieu des campagnes. Sa rage ne
„ s'appaiſera point, & il vous menace d'exer-
„ cer encore le même châtiment ſur les
„ chrétiens endurcis qui refuſent de payer la
„ dîme.

„ Après des impoſtures ſi extravagantes,
„ eſt-il un genre de faux qui puiſſe étonner?

„ Tous généralement conviennent, dit
„ l'abbé Langlet (*a*) qu'on a fabriqué ou
„ falſifié un grand nombre de diplômes: il
„ ſe trouve même des livres où il y a plus
„ de faux titres que de véritables.

„ Tous ceux, dit M. d'Agueſſeau (*b*),
„ qui ont porté plus loin de nos jours la

(*a*) Encyclopédie V. *Diplôme.*
(*b*) Tom. 6 p. 235.

„ connaiſſance de l'antiquité, nous appren-
„ nent que le ſiecle dans lequel ces pieces
„ (titres du douzieme ſiecle de l'évêché de
„ Soiſſons) paraiſſent avoir été faites, fut
„ très-fécond en fabricateurs de faux titres.

Le célebre Dumoulin nous apprend auſſi qu'il a vû un grand nombre de titres forgés par des moines, & qu'il en a démontré la fauſſeté par les regles de l'hiſtoire. (*a*).

L'une des principales regles de diplomatique conſiſte à examiner les dates. C'eſt à quoi ſouvent & preſque toujours, dit l'abbé Langlet, (*b*) manque un fauſſaire qui
„ eſt ordinairement plus habile dans les coups
„ de main que dans l'hiſtoire. L'indiction,
„ ajoute cet auteur, eſt une autre obſervation
„ chronologique que le cenſeur des chartes
„ ne doit point négliger.

„ Une autre regle qui ſuit la chronolo-
„ gie, dit encore le même écrivain, eſt cel-
„ le des ſignatures des perſonnes; il faut
„ voir ſi elles n'étaient point mortes au tems
„ de la date marquée dans le diplôme. L'hiſ-
„ toire rend alors témoignage pour ou con-
„ tre le diplôme.

(*a*) En artes monachorum, ad confingendum ſibî titulos vetuſtos quibus nunquam fere carent. Ego ſæpe eorum impoſturas & ex fide hiſtoriæ detexi. Sur la décrétale *inter dilectos*.

(*b*) Encyclopédie V. *Diplôme*.

„ Une autre régle, continue l'abbé Langlet, consiste à examiner l'histoire certaine de la nation & de ses rois, aussi bien que les mœurs du tems, les coutumes & les usages du peuple, au siecle où l'on prétend que la charte a été donnée.

Quelques auteurs de l'ordre des moines ont prétendu contester la regle des *dates*. ils ont dit que l'acte n'était souvent qu'une relation d'une chose qui s'était passée auparavant, & d'une convention qui n'avait été faite d'abord que verbalement, mais qu'on avait jugé ensuite à propos de rédiger par écrit.

M. le chancelier d'Aguesseau répond pour nous à cette chicane : „ il n'y aura plus, dit-il, [a] aucun moyen de découvrir la fausseté d'un titre, si l'on admet un tel raisonnement; tous les actes anciens & nouveaux ne sont que des relations de ce qui s'est passé entre les parties. On ne s'est pourtant pas encore avisé jusqu'à présent de distinguer la date de la convention, de celle de l'acte qui en contient le recit, si ce n'est lorsque les parties ont pris soin de faire marquer expressément que leur convention est plus ancienne que leur écrit; hors de ce cas, qui est assez rare, on présume toujours que la convention

(a) Tom. 6. p. 241.

„ a été faite le même jour que l'acte en a
„ été passé ; car de recourir à la supposition
„ d'une convention antérieure, qui n'a été
„ que verbale, & à laquelle on puisse rap-
„ porter tous les actes qui en contiennent
„ la preuve, en quelque tems qu'ils ayent
„ été faits, c'est chercher à défendre une fauf-
„ feté par une fiction „

Enfin, au jugement de ce grand magistrat, la preuve la plus forte de la supposition des titres, résulte des contradictions qu'ils renferment.

Qui croirait que l'on ait osé contester jusqu'à cette maxime, & avancer que les contradictions marquant le peu d'affectation qu'il y avait eu dans la rédaction des titres où elles se trouveraient, étaient une preuve de leur vérité ?

Mais M. le chancelier répond encore (*a*),
„ que ce raisonnement semblable au précé-
„ dent serait capable de couvrir toutes les
„ faussetés : il ne faut pas croire qu'il n'y
„ ait que les écrivains de bonne foi qui
„ soient capables de tomber dans des con-
„ tradictions ; au contraire, leur simplicité
„ les préserve de cet écueil, ou du moins
„ leurs fautes sont si légeres qu'elles ne font
„ aucun tort à la vérité. Il n'en est pas de
„ même de ceux qui fabriquent de fausses

[*a*] Ibid. p. 244. & 245.

„ pieces; la faibleſſe de l'eſprit humain qui „ ne peut ni ſavoir tout, ni embraſſer tout, „ principalement lorſqu'il s'agit de faits qui „ ſe ſont paſſés dans des tems éloignés, le „ doute, l'embaras & l'incertitude qui ſont „ inſéparables de toutes perſonnes qui cher- „ chent à imiter le vrai pour le détruire, „ enfin les ténebres & l'aveuglement que „ Dieu ſe plait à répandre ſur tous ceux „ qui veulent altérer la vérité, tout cela „ les jette preſque toujours dans des con- „ tradictions par leſquelles ils ſe trahiſſent „ eux-mêmes, & ſe dévoilent ſouvent par „ le ſoin même qu'ils prennent de ſe cacher.

„ Le public a donc un grand intéret qu'on „ ne lui ôte pas un moyen auſſi puiſſant „ pour découvrir la fauſſeté d'un ancien ti- „ tre, que celui qui ſe tire des contradic- „ tions qu'il renferme.

„ Ce moyen a même cela d'avantageux, „ qu'il ne dépend pas du témoignage ſouvent „ ſuſpect, & toujours douteux d'un expert; il „ eſt fondé ſur un genre de preuves qui eſt à „ la portée de tous les eſprits, & qui peut „ produire une véritable & parfaite convic- „ tion.

Si conformément à ces regles, nous prouvons que les chartes de l'abbaye de S. Claude contrediſent les loix & les uſages des ſiécles où l'on ſuppoſe qu'elles ont été faites, ſi elles ſe contrediſent encore entr'elles, ſi

elles font signées de chanceliers ou de secretaires qui n'ont jamais été ceux des princes à qui on les attribue ; si les dates & les indictions sont contraires à la chronologie ; si des témoins qui y sont nommés, les uns n'avaient pas encore les titres que ces chartes leur attribuent, & que d'autres fussent morts longtems auparavant ; d'après toutes ces preuves, sera-t-il possible de douter de la fausseté de ces chartes ?

§. I.

Diplôme de Charlemagne.

NOUS commençons par mettre sous les yeux du lecteur la traduction littérale de cette charte. [*a*].

Au nom de la sainte & indivisible Trinité: *Charles, roi par la grace de Dieu.*
„ Si par notre autorité, nous confirmons à „ la sainte Eglise de Dieu & aux fideles, la „ possession des biens qu'ils ont acquis, nous „ savons que c'est-là un moyen de nous as„ surer la miséricorde divine, & de donner „ pendant notre vie des preuves plus écla„ tantes de notre zele & de notre fidélité. „ Sachent donc tous les grands & tous les „ fidels de notre empire, que *Ricbert*, vé-

(*a*) V. Le texte latin aux piéces justificatires, n. 1.

„ nérable abbé de S. Oyan du Jura s'eſt „ preſenté devant *l'excellence de notre ſublimité*, „ dans la ville de Rheims, dans l'hotel de S. „ Remi, avec l'abbé Dotton, & le comte „ Adalard, que nous avions envoyés aupa- „ ravant au dit monaſtere, pour y chercher „ & examiner ſes raiſons & celles de Gédeon, „ archevêque de Beſançon, dans leur con- „ teſtation ſur le prieuré où eſt inhumé le „ corps du bienheureux *Lupicin*. Cet abbé „ *Ricbert*, *proſterné devant nous*, nous a hum- „ blement ſupplié avec ſes moines, que nous „ vouluſſions bien leur accorder & confir- „ mer par le précepte de notre autorité, les „ droits dont en préſence de nos envoyés, „ il s'eſt montré en poſſeſſion dans le ſuſ- „ dit prieuré. Nous, accédant à ſa deman- „ de, *à la vue de ſa douceur & de ſon humili-* „ *té*, nous voulons que ni duc, ni mar- „ quis, ni comte, ni vicomte, ni aucun of- „ cier, ne ſouſtraiſe jamais ce prieuré du dit „ monaſtere de S. Oyan, & n'oſe faire au- „ cun tort, ni aucun chagrin aux moines „ qui y deſſervent.

„ Mais, comme ces moines, dans le tems „ des anciens peres ou ſaints (à ce que nous „ avons appris de pluſieurs) ont été una- „ nimes & aſſociés pour eſſarter les bois & „ labourer les terres, de même qu'à préſent „ & à l'avenir, ils demeurent toujours aſ- „ ſociés dans la proſpérité & dans l'adver-

„ fité. Que personne donc dès ce jour &
„ dans la suite ne leur fasse aucun procès au
„ sujet du dit prieuré & de ses dépendances,
„ & nous donnons au dit lieu de *Condat* la
„ forêt du Jura, à la prendre depuis le lac
„ du Bassu nommé *l'Orbe*, & tout le long
„ du Noir Mont, suivant le cours de cette ri-
„ viére de l'Orbe, & depuis le lieu où cet-
„ te riviere se perd dans un creux, jusqu'aux
„ Alpes, & au chemin qui traverse le mi-
„ lieu de la Ferriere; & depuis le cours
„ de la riviere qu'on appelle Serrone jus-
„ qu'à un lieu appellé *Brunnum Betus*, & de
„ là jusqu'à Salimane, & de Salimane jusqu'à
„ *Betus novicum*, la troisieme partie d'Escalon;
„ & depuis la dite riviere d'Orbe du côté
„ du couchant, jusqu'à un lieu appellé
„ *Merrenses*, & delà jusqu'á la plaine de la
„ paroisse de Ségonciac. Et afin que cette
„ autorité de notre confirmation obtienne
„ au nom de Dieu une plus grande force,
„ nous l'avons signée de notre propre main
„ & scellée de notre anneau. „

Cette belle piece finit par ces termes: *Signum Caroli Serenissimi Augusti, Errodmundus notarius ad vicem Cancellarii recognovi.*

Datum II. *Kalendas Octobris, Anno XXII. regni Caroli piissimi. Actum Remis civitate apud sanctum Remigium.*

Ce diplôme contient deux choses: 1°. un arrêt rendu par Charlemagne lui-même, en

faveur de l'abbé de S. Oyan, contre l'archevêque de Besançon: 2° la donation d'une partie du mont Jura en faveur de cet abbé.

1°. Vous avez remarqué que cette charte ne dit point, que l'archevêque de Besançon ait été entendu, ni devant Charlemagne, ni devant ses commissaires. Elle suppose au contraire que l'abbé de S. Oyan, avait seul comparu devant Charlemagne, qui *touché de son humilité & de sa douceur*, avait condamné sur son seul exposé, le prélat de Besançon. Il faut convenir que la douceur & l'humilité du moine étaient de puissantes raisons pour priver cet archevêque des droits qu'il avait sur le prieuré de Lauconne. Nous voyons dans ce récit un moine imbécile, qui fait rendre un arrêt à son souverain de la même maniere que le prieur accorde une grace à ses religieux.

Charlemagne rendait quelquefois des jugemens dans son palais; mais ce n'était qu'après avoir entendu toutes les parties, & s'être fait instruire exactement de l'objet du litige: *litigantes introducere jubebat, & velut pro tribunali sederet, lite cognita, sententiam dicebat* [a].

2°. La clause qui défend à toutes personnes de faire aucun procès aux moines à l'occasion du prieuré en question, n'est pas moins contraire aux usages de tous les tems. On aurait pu défendre à l'archevêque de

(a) Eginhard, in vita Caroli Magni, cap. 24.

Besançon de troubler à l'avenir l'abbé d'Oyan dans la possession de ce prieuré, mais interdire à toute autre personne qui aurait des droits sur le même bénéfice, de les exercer, cette défense est également contraire aux regles de la justice naturelle, & à celles observées au tribunal de Charlemagne, qui, suivant tous les historiens, a été un prince très-équitable.

3°. La prétendue donation qui suit immédiatement ce jugement, & qui n'est précédée d'aucun motif, ne répugne pas moins aux usages de ces tems-là. Les moines ont forgé une autre donation de la même contrée, & ils l'ont mise sous le nom de l'empereur Frederic I. S'ils eussent été surs de la premiere, auraient-ils fabriqué la seconde.

4°. Jamais Charlemagne ne mit dans ses chartes la formule: *in nomine sanctæ & individuæ trinitatis*. Cette formule n'a été en usage qu'après lui, & c'est dans la chancellerie de Charles le chauve que l'on commença pour la premiere fois à l'introduire (*a*).

5°. Depuis l'année 774 que Charlemagne fut couronné roi des Lombards, il se qualifia dans tous les diplômes, *roi des Francs & des Lombards*, & à ces titres il ajoutait ce-

(*a*) Nouveau traité de diplom. Tom. 5. p. 703.

lui de Patrice Romain. (*a*) Mabillon (*b*) rapporte une charte de ce prince datée d'un chateau des environs de Mayence, du 31 auguſte de la vingt-deuxieme année de ſon regne, c'eſt-à-dire de l'an 790. Ce diplôme qui n'eſt antérieur que d'un mois à celui que nous examinons, commence par ces mots: *Carolus gratia Dei rex Francorum & Langobardorum, ac Patricius Romanorum.*

6°. Dans tous les vrais diplômes de ce prince, avant ſa promotion à l'empire, le ſçeau eſt énoncé par la formule, *ſignum glorioſiſſimi*, ou *illuſtris regis* [*c*], & non point celle de *ſereniſſimi Auguſti.*

7°. L'abbé Ricbert était mort dès l'année 759, la preuve en eſt écrite dans le catalogue des abbés de S. Oyan, rédigé dans le douzieme ſiécle [*d*]. Ce catalogue nomme cinq abbés entre Claude & Ricbert. Il dit que Claude a été abbé pendant cinquante-cinq ans, Ruſtic ſon ſucceſſeur pendant trente-cinq, Aufrede, ſucceſſeur de Ruſtic, pendant ſept ans & ſix mois, Hippolite, ſucceſſeur d'Aufrede, pendant vingt-ſix ans, Vulfrede, ſucceſſeur d'Hippolite, pendant un an & quatre mois, Bertrand, ſucceſſeur de Vulfrede, pendant ſept

(*a*) Ibid. p. 686.
(*b*) De re Dipl. p. 502.
(*c*) Nouveau traité de Dipl. T. 5. p. 689.
(*d*) Rapporté dans l'hiſtoire de Franche-Comté T. I. aux preuves. p. LXIV.

ans ; & Ricbert, successeur de Bertrand, pendant un an. Le régne de tous ces abbés fait un espace de cent trente-deux années & dix mois, & comme suivant la légende de S. Claude, écrite dans le même siecle, ce saint fut élu abbé en 626, il s'ensuit que Ricbert était mort, ou du moins avait renoncé à son abbaye en 750. C'est cependant là l'homme que l'on fait plaider en 790, en qualité d'abbé d'Oyan, contre un archevêque de Besançon, qui, suivant la chronique de Cluny, n'était pas encore au monde à cette époque.

C'est Mabillon [a] qui a remarqué le premier que Gédéon n'a été évêque de Besançon que sous le régne de Charles le chauve, & tant par cette raison, que parcequ'à la date de notre charte, Charlemagne était à Vorms & non pas à Rheims, ce bénédictin estime que la charte ne peut pas être de ce prince. Mais comme il est dur d'avouer que ses confreres sont des faussaires, Mabillon présume une erreur dans l'ancien catalogue dont nous avons parlé, il dit qu'il faut lire dans ce catalogue, *Ricbert*, au lieu d'*Hildebert*, & supposer ainsi qu'il y a eu deux abbés de S. Oyan du nom de *Ricbert*; & comme ce second *Ricbert* aurait pu vivre sous Charles le chauve, il présume que la charte est de ce prince.

[a] Annales Benedict. lib. 26. T. 2. p. 294. sous l'année 790.]

Mais

Mais 1° Mabillon n'a pas considéré, que *Hildebert*, ou *Ricbert* second, tout comme il voudra, n'est placé dans le catalogue qu'après Aurélien, archevèque de Lyon, lequel vivait en 879, puisque l'on voit sa signature dans les actes du *sacré concile de Mantes, au territoire de Vienne, assemblé au nom de notre seigneur, & par l'inspiration de sa divine majesté* [a], pour dépouiller les enfans de Louis le begue de leurs états, & en investir l'usurpateur Bozon.

Charles le chauve est mort en 877; mais si Aurélien, abbé de S. Oyan, vivait en 879, comment *Hildebert*, ou *Ricbert* II, son successeur, aurait-il été abbé sous Charles le chauve.

En second lieu, notre diplôme est daté de la vingt-deuxieme année du regne du roi Charles, & la vingt-deuxieme année du regne de Charles le chauve était l'année de notre ere 862; mais à cette époque le souverain de la Franche-Comté était ce Lothaire si célebre par ses amours avec Valrade, & par les censures que la cour de Rome lança contre lui. Ce ne fut qu'après sa mort arrivée le 8 auguste 869, & par le partage fait l'année suivante à Aix-la-chapelle entre Louis le germanique & Charles le chauve, que ce dernier devint souverain du comté de Bourgogne & de l'abbaye de

(a) Act. concil. du pere Labbe, T. 9. p. 391.

S. Oyan qui eſt nommément compriſe dans ſon lot [a].

Si donc Charles le chauve ne régnait point en Franche-Comté dans la vingt-deuxieme année de ſon regne, de quel droit aurait-il décidé une conteſtation élevée entre deux prélats de cette province, au ſujet d'un bénéfice qui y était ſitué.

Enfin les bénédictins, auteurs de la nouvelle diplomatique [b], nomment tous les chanceliers, notaires ou ſecretaires de Charlemagne & de Charles le chauve. Ils comptent treize chanceliers & quinze notaires du premier, quatre chanceliers & trente-un notaires du ſecond, parmi leſquels il n'en eſt aucun du nom de celui qui a ſigné le diplôme dont il s'agit.

§. II.

Diplôme de Lothaire.

(c) NOus donnerons encore une traduction littérale de cette charte.

" Au nom de notre Seigneur Jeſus-Chriſt, „ Dieu éternel. Lothaire, par l'ordre de la „ divine providence empereur Auguſte. Si „ nous accordons un ſecours convenable

(a) Baluſe capit. ad annum 870. T. 2. tit. 4.
(b) Tom. 5. p. 687. & 705. aux notes.
(c) V. le texte latin aux pieces juſtificatives, n. 2.

„ aux lieux destinés au culte divin ; nous
„ espérons que nous recevrons de Dieu des
„ bienfaits suffisans. Sachent donc tous les
„ fideles de la sainte église de Dieu, présens
„ & futurs, que Remy, vénérable archevêque
„ de la sainte église de Lyon, abbé du mo-
„ nastere de S. Oyan, dit *Condat*, où repose
„ le corps du très-heureux S. Oyan, appro-
„ chant *la magnificence de notre hautesse*, à
„ l'occasion des choses ecclésiastiques du
„ même monastere, que le comte Matfride
„ entreprend de convertir en usages com-
„ muns, contre l'ordre sacerdotal. De plus les
„ possessions qui ont été accordées par *l'in-
„ spiration de la grace divine* aux dits reli-
„ gieux, pour être employées à perpétuité
„ à l'avantage du dit monastere, le dit comte
„ les regarde comme son bien propre, alle-
„ gue qu'il en est *l'avoué*, & qu'il a été
„ commis par nos prédécesseurs pour les ad-
„ ministrer ; c'est pourquoi il *nous a plu de
„ conférer promtement & fidélement de cela*,
„ *ne voulant pas supporter plus longtems les
„ clameurs d'une si grande multitude de clercs
„ ou de moines*, nous avons ordonné au dit
„ comte de venir devant nous, & de nous
„ *prouver fortement* la vérité de ce qu'il sou-
„ tenait. L'archevêque s'étant volontiers ren-
„ du à cette raison, a mis sous nos yeux *les
„ chartes des rois antérieurs*, par lesquelles il a
„ prouvé les dons qui avaient été faits aux

„ saints peres *Romain & Lupicin*. Il a de plus „ fait valoir l'autorité des anciens, ou „ la *tradition des religieux*, & avec toutes ces „ choses, il a triomphé publiquement de son „ adversaire. Nous avons donc connu que „ ce monastere ne devait chaque année que „ *deux onces de cire à l'église Romaine*, pour l'ex„ pédition des actes. C'est pourquoi le comte „ *couvert d'une extrême rougeur* a aussitôt „ abandonné la querelle qu'il faisait à ce „ monastere, & *a demandé pardon* de tout le „ mal qu'il avait fait. Après donc avoir connu „ l'ordre de cette affaire, c'est à savoir que „ la principale grace qu'on nous demandait, „ était que comme le dit monastere avait „ été fondé par nos prédécesseurs, nous le „ confirmions de même gratuitement, afin „ que les moines qui y servent Dieu, puis„ sent par cette confirmation faire le service „ divin sans être inquiétés par aucune puis„ sance, & qu'ils implorent plus attentive„ ment la miséricorde du Seigneur pour notre „ salut.

„ Et si l'on suscite à cette congrégation „ ou à ses membres quelques procès qui ne „ puissent être terminés sur les lieux, sans de „ grands fraix pour eux, que ces causes soient „ entiérement suspendues & réservées à nous „ qui les déciderons ensuite définitivement „ suivant la loi & la justice.

„ C'est pourquoi, pour le bien de notre ame,

„ nous avons ordonné que tous les biens
„ que les dits moines possedent, en vertu de
„ notre confirmation, que nous avons ac-
„ cordée selon la demande de Remy, arche-
„ vêque & abbé, leur demeurent en propre,
„ & que ceux qui régiront ou gouverneront
„ ce monastere, n'osent jamais rien souf-
„ traire des lieux ci-dessous nommés, savoir
„ Molinges, Viry, Dortans, Borbonce, Sa-
„ lesse, Chavanne, Lect, Lauconne, Remy,
„ Sessy, Moyrans, ceux nommés Cassenatis,
„ Altriacum, Sinolcas, Ambutriacum, Causia-
„ cum, Septiacum, Tapsanacum, Siliriacum,
„ Pisaditium, Danitiacum, Hagonoscum,
„ Castaniacum, Pugromedis, Pantum, Mu-
„ siacum, Ausinencus, Medias, Siguntia-
„ cum, [*a*] Jasseron, & tout ce qui a été
„ donné aux dits moines par Richard, Var-
„ ningue, Batolde, Madalusfte, & Emmon,
„ ainsi que Curciac & Protonac & les vil-
„ lages qui sont autour de Salins, & enfin
„ tout ce qu'ils possedent dans la province
„ & dans la Gothie.

„ Nous accordons aux dits moines tou-
„ tes ces choses avec leurs dépendances, &
„ les confirmons par notre autorité, afin que
„ ni à present ni dans la suite, person-
„ ne ne présume en ôter, retrancher ou don-
„ ner la moindre chose; mais qu'il soit per-

(*a*) Ces lieux sont inconnus.

„ mis aux dits moines de les posseder dans leur
„ entier sans empéchement & inquiétude de
„ qui que ce soit, & d'en user & jouir paisible-
„ ment. Et afin que cette confirmation ait au
„ nom de Dieu une plus grande force, nous
„ l'avons signée de notre main, & y avons
„ fait apposer notre anneau.

„ Sein de Lothaire sérénissime Auguste.

„ Ricmond notaire pour Hilduin.

„ Donné le XI. des Kalendes d'octobre, de
„ l'an de l'empire du seigneur Lothaire l'em
„ pereur pieux, XXV en Italie, & XV en
„ France, indiction XI. Fait dans le chateau de
„ Dodiniac, au nom de Dieu. Ainsi soit-il.

Comparez cette piece avec un diplôme du même empereur en faveur de l'évêque d'Autun [a]. Il n'est antérieur que d'une année à la charte que nous venons de rapporter, & il a été expédié dans les bureaux du même chancelier Hilduin.

Dans ce diplôme accordé à l'évêque d'Autun, il s'agissait d'un terrein appartenant à l'église de S. Nazaire, que le comte Aldric lui avait enlevé. L'empereur nomme pour commissaire de cette affaire Remy, archevêque de Lyon, & Agilmar archevêque de Vienne, qui rendent un jugement en faveur de l'évêque, & le diplôme n'est que la confirmation de cet arret.

[a] Aux pieces justificatives. n. 3.

Mais dans celui des moines de S. Oyan; il n'eſt pas queſtion de commiſſaire, ni d'arret préalablement rendu entre l'abbé & le comte Malfride. Lothaire a ſeulement conféré avec lui ſur leur different : *Placuit nos de hoc diligenter fideliterque colloqui.* Ce n'eſt que pour ſe débaraſſer de l'importunité & des clameurs d'une grande multitude de clercs & de moines, qu'il ſe décide à connaitre leur conteſtation : *Ulterius non volens ferre clamorem tantæ multitudinis clericorum vel monachorum.* La rougeur du comte, ſon déſiſtement volontaire, le pardon qu'il prie l'abbé de lui accorder ; *rubore nimio oppreſſus querelas monaſterii prorsus reliquit, & quidquid male egerat veniam petiit.* Tout cela eſt-il dans la vraiſemblance ? Le moine fauſſaire ne ſe décele-t-il pas par les uſages de ſon cloître qu'il tranſporte dans la chancelerie d'un empereur.

Une conteſtation qui avait pour objet une redevance de deux onces de cire, était-elle aſſez importante, pour mériter d'être portée directement devant le ſouverain ?

Les chartes des prédéceſſeurs de Lothaire étaient ſans doute de bons titres en faveur de l'abbé Remy ; mais s'il avait d'auſſi bons titres, pourquoi ſe prévalait-il des traditions de ſon couvent, & du témoignage de ſes moines ? Ce témoignage que le comte pouvait très-bien recuſer ne ſemblait pas devoir le reduire au ſilence.

Les Chartes des rois antérieurs étaient la donation de Gratien à Lupicin, qui ne naquit qu'après la mort de cet empereur; celle que Clovis fit quinze ans après sa mort à l'abbé Claude, celle de Charlemagne à Ricbert, mort trente-un ans avant la date de cet acte. Il y avait bien là en effet de quoi faire rougir le comte, l'obliger à demander pardon à son adversaire, & à se désister de ses droits.

Combien est faux le prétexte pour lequel Lothaire évoque à lui seul tous les procès des moines de S. Oyan, qui ne pourraient être décidés sur les lieux sans de grands fraix pour ces moines? Leur en aurait-il donc moins couté d'aller plaider au fond de l'Allemagne ou de l'Italie, dans des pays où l'on parlait une langue qu'ils n'entendaient point, que de se pourvoir suivant les loix, devant les tribunaux de leur province?

Ce diplôme est de l'année 855, & l'on y confirme une donation qui n'a été faite que dans le siecle suivant; c'est la donation de la terre de Jasseron faite par Richard ou Richier, de la maison de Coligny, lorsqu'il prit l'habit de moine sous l'abbé Bertrand II, élu en 900 & mort en 919 (*a*).

Le 21 sept. 855, date de notre diplôme,

(*a*) Dunod, hist. de l'abbaye de S. Claude p. 117.

était la troisieme année de l'indiction, [a] & il est daté de la onzieme.

Enfin, le 21 sept. 855, l'empereur avait déjà renoncé à sa dignité, & partagé ses états entre tous ses enfans ; car, suivant tous les historiens, il est mort dans l'abbaye de Prum, le 28 du même mois, après avoir porté pendant huit jours l'habit de moine. [b]

Nous avons encore une preuve bien forte de la fausseté du diplôme attribué à l'empereur Lothaire I. On fait confirmer à ce prince la donation qui a été faite aux moines de S. Oyan de l'église de Sessy, & cette église ne leur a été donnée que deux cent trente-six ans après la mort de l'empereur Lothaire, nous en avons la preuve dans le titre même de cette donation que Guichenon a collationnée dans les archives même de l'abbaye de S. Claude, & rapportée tout au long dans sa bibliotheque Sébusienne. V. les pieces justificatives ci-après n. 18.

§. III.

Diplôme de Louis l'aveugle, roi de Provence (c).

CE diplôme est sans date de mois, d'année, de regne & d'indiction, il n'est signé ni de chanceliers ni de notaires. Au lieu de l'an-

(a) V. Les tablettes de l'abbé Langlet, l'art de vérifier les dates, & *Ducange* verbo *annus*, & trois autres diplômes du même prince, du 9 juillet & du 12 sept. 852, & du 3 juillet 854 dans Mabillon, Ann. Benedict. T. 3. p. 21. & dans le Spicil. de Luc d'Achery T. 8. p. 141. & T. 12. p. 112.

neau royal, on y voit une croix, circonstance qui en décele déjà la supposition.

C'est un Louis, roi d'un état qu'on ne nomme point, qui confirme à Gipperius, abbé de S. Oyan, la possession de toutes les églises, & des domaines rappellés dans le dipl. de Lothaire.

Comme ce Gipperius a été abbé d'Oyan, (a) depuis l'année 921 jusqu'à 948, Dunod présume (b) que cette donation peut être de ce fils de Bozon, nommé *Louis*, & surnommé *l'aveugle*, parçe que Bérenger l'ayant surpris à Vérone en 905, lui fit crever les yeux.

Mais ce Louis n'a jamais regné en Franche-Comté, les mêmes évêques qui avaient couronné son pere au concile de Mantes en 879, lui oterent dans l'assemblée de S. Maurice en Valais, en 888, la Franche-Comté, avec tout le pays qui est entre les Alpes & le Jura, & élurent pour roi de ces provinces Rodolphe ou Raoul de Stratlingen qui en était gouverneur (c).

Ce Rodolphe mourut en 912, suivant Duchesne, son fils du même nom que lui, monta paisiblement sur son trône. Il acquit vers l'an 930, après la mort de Louis l'aveugle, de Hugues, roi d'Italie, une partie

(b) Mabillon. Ann. Benedict. T. 3. p. 32. Struv, Barre, Pfeffer, & l'art de vérifier les dates

(c) Rapporté dans l'hist. de Franche-Comté, T. 1. aux preuves. p. 68.

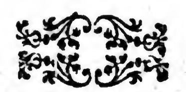
(a) Dunod hist. de l'abbaye de S. Claude p. 117.

(b) Hist. de Franche-Comté T. 2. p. 97.

(c) Annales de Metz. Reginon ad A. 888. Alberic ad an. 890 Golut mémoires de la Franche-Comté, liv. 4. chap. 14. p. 265.

de la Provence, & prit dès lors le titre de roi d'Arles. Il mourut en 937 & transmit ses états à Conrad le *pacifique* qui les posséda jusqu'en 983.

Dunod avoue cette suite des princes Franc-comtois ; mais sur la foi de la charte dont nous venons de parler, & d'une autre de 904, contredite par une plus ancienne de 898, il prétend que Bozon & Louis l'aveugle étaient demeurés en possession de la contrée de S. Claude, tout comme si une charte sans date, sans sceau & sans signature, & une autre aussi suspecte, contredite par une troisieme, pouvaient prouver que l'assemblée de S. Maurice eût démembré ce petit pays de la Franche-Comté pour le conserver au prince, à l'obéissance duquel elle venait de se soustraire. Ajoûtez que ni Golut, qui était très-instruit de l'histoire de la province, qui écrivait dans un tems où les guerres & les incendies n'avaient pas encore consumé nos anciens manuscrits, ni aucun autre auteur, ne parlent d'un démembrement si peu probable.



§. IV.

Diplôme de Fréderic premier [a].

NOus traduiſons ce diplôme comme les précédens.

„ Au nom de la ſainte & indiviſible
„ Trinité : Fréderic par la clémence divi-
„ ne, Auguſte, empereur des Romains. Le de-
„ voir de la majeſté impériale que Dieu nous
„ a confié, exige & nous invite à conſer-
„ ver à chaque prince & à tous les fideles
„ de notre empire, les droits dont ils jouiſ-
„ ſent, & à les maintenir par notre protection
„ impériale dans leur état de proſpérité ; mais
„ comme *tout bien procede d'une bonne conſ-*
„ *cience, lorſqu'il ſe fait en vue du Seigneur qui*
„ *accorde la palme du mérite* ; nous avons crû
„ néceſſaire de répandre *avec clémence* les ri-
„ cheſſes & les œuvres de miſéricorde, prin-
„ cipalement ſur les égliſes & envers les eccle-
„ ſiaſtiques, afin que pendant qu'ils prient
„ Dieu dans leurs égliſes ou dans leurs cou-
„ vens pour nous *& notre ſalut*, la majeſté
„ impériale les protege contre les incur-
„ ſions & les troubles *des laïcs*, & qu'elle les dé-
„ fende contre les injures continuelles de ceux
„ qui oſent les troubler. C'eſt pourquoi nous
„ voulons qu'il ſoit notoire à la génération
„ préſente des fidels de l'empire, & à toute

[a] V. Le texte latin aux pieces juſtificatives n. 4.

„ leur postérité que dans *l'espérance d'une rétri-
„ bution divine*, nous avons mis sous notre
„ protection notre cher & fidel Villaume,
„ abbé de S. Oyan, & ses successeurs, &
„ son église, & toutes les personnes qui s'y
„ sont consacrées à Dieu, & tous leurs biens
„ meubles & immeubles, & toutes leurs égli-
„ ses & possessions, qui sont ci-après nom-
„ mées, savoir le lieu où est située l'ab-
„ baye avec toutes ses dépendances.

Le diplôme rapporte trente-un prieurés ou chapelles dans le diocese de Lyon, douze dans le diocese de Vienne, quatorze dans le diocese de Genève & trente-un dans le diocese de Besançon.

Et ensuite „ Pour donner au dit abbé de
„ plus grandes preuves de notre bienveil-
„ lance impériale, nous donnons au sacré
„ monastere du bienheureux *Pierre*, *prince
„ des apôtres*, où repose le corps d'Oyan, con-
„ fesseur de Jésus-Christ, une certaine forêt
„ nommée Jura, dans un lieu nommé *Con-
„ dat*.

Ce diplôme rappelle exactement tous les confins de celui de Charlemagne. C'est le même terrein qui est ici donné de nouveau: après cette donation l'empereur continue ainsi.

„ Pourvoyant également aux droits de
„ l'empire & à ceux de la dite église, nous or-
„ donnons que le dit abbé de S. Oyan ne soit
„ comptable envers personne, pas même en-

„ vers nos ſucceſſeurs des droits royaux de
„ la dite égliſe.

„ Mais ſi l'on ſuſcite quelques procès à
„ l'abbé, à ſa congrégation ou à ſes mem-
„ bres, qui ne puiſſent être décidés ſur les
„ lieux ſans de grands fraix, nous les évo-
„ quons à nous, & à nos ſucceſſeurs, pour
„ les juger ſuivant le droit & la raiſon.

„ Et pour le *ſoulagement de notre ame*, &
„ celui de nos prédéceſſeurs & ſucceſ-
„ ſeurs, accordons & confirmons au dit mo-
„ naſtere, que ſi les ſerfs de l'égliſe de S.
„ Oyan choiſiſſent des femmes, ou les fem-
„ mes des maris dans la comté de Nyon,
„ ou dans l'évêché de Genêve, ils ayent
„ la liberté de contracter ces mariages, ſans
„ empêchement, ni réclamation de qui que
„ ce ſoit, nous accordons de plus, par un
„ très-grand effet de notre clémence & bien-
„ veillance au dit abbé & à ſes ſucceſſeurs,
„ le pouvoir de battre monoye, au coin &
„ poids qu'ils jugeront à propos, ſtatuant
„ & ordonnant par notre autorité impé-
„ riale, que nul archevêque ou évêque, nul
„ duc ni comte, & nulle perſonne enfin no-
„ ble ou roturiere, ſéculiere ou éclefiaſ-
„ tique, n'oſe violer cet article de conceſ-
„ ſion & confirmation, & ne porte la
„ préſomption juſqu'à y porter atteinte par
„ injure ou domage. Que s'il arrive que
„ quelqu'un le faſſe, qu'il ſoit réputé *cou-*

„ *pable de leze - majesté*, qu'il paye une amen-
„ de de cent livres d'or, applicable la moi-
„ tié à la chambre impériale, & le reste à
„ l'église offensée : sauve en tout point la
„ justice de l'empereur.

„ Les témoins sont Géofroy, patriarche
„ d'Aquilée, Conrad, évêque de Mayence.
„ Otton, évêque de Bamberg, Boniface, évê-
„ que de Novare, Jonathas, évêque de Con-
„ corde, Pistor, évêque de Vicence, Con-
„ rad, élu à l'évêché de Lubec, Rodolphe,
„ protonotaire de la cour impériale, Louis,
„ landgrave de Thuringe, Conrad duc de
„ Spolette, Conrad marquis d'Anconne,
„ Bertold, marquis d'Andecsh, Thiebaud,
„ comte de Lechsgerminde, Berard comte de
„ Lons, Henri, maréchal de Lutre, Ro-
„ dolphe, chambellan, Conrad, chatelain de
„ Nuremberg, & plusieurs autres. Nous
„ avons ordonné que ce privilege fut attesté
„ par leur signature, & muni du sceau au-
„ tentique de notre majesté.

„ Sceau du seigneur Fréderic, très invin-
„ cible empereur des Romains.

„ Moi Géoffroy chancelier de la cour
„ impériale, ai reçu cet acte, à la place de
„ Philippe, archevêque de Cologne & archi-
„ chancelier d'Italie.

„ Fait l'an de l'incarnation du Seigneur
„ MCLXXXIIII., indiction III., sous le re-
„ gne du seigneur Fréderic, très - glorieux

„ empereur des Romains, l'an de ſon re-
„ gne XXXIII, & de ſon empire XXX.
„ Donné à Vienne le XVI. avant les Ka-
„ lendes de décembre. Heureuſement. Ainſi
„ ſoit-il.

Il faut comparer cette piece avec des chartes de Fréderic, des années 1153. 1162. 1185. & 1186. raportées dans l'hiſtoire de Genève & avec une autre de l'année 1180, rapportée dans l'hiſtoire d'Allemagne par le pere Barre.

Dans tous ces diplômes, Fréderic n'allégue point pour cauſe de ſes liberalités, *le ſalut de ſon ame, ni la palme du mérite*, que Dieu diſtribue à ceux qui enrichiſſent les égliſes. Ce prince qui avait fait la guerre à trois papes conſécutifs n'était ni ſuperſtitieux, ni ignorant.

2°. Il n'eſt pas vraiſemblable qu'il ait permis aux moines de S. Oyan de traduire directement & ſans moyens devant la cour aulique les Franc-Comtois qui auraient des procès avec eux, pour les décider lui-même en dernier reſſort,

3°. Si le mont Jura feſait alors partie des domaines des comtes de Bourgogne, Fréderic n'en était qu'uſufructuaire; la propriété appartenait à l'impératrice Béatrix, comme héritiére du comte Renaud III, & Fréderic ne pouvait pas aliener cette partie du domaine de ſa femme ſans ſon conſentement. Le même prince

prince accorda, par une charte du 26 auguste 1166, à Odon de Champagne son parent (*a*) la jouissance pendant sa vie des terres de Quingey, de Lielle, & de Lombard. C'était une récompense des services qu'Odon lui avait rendus, & cependant il ne crut pas pouvoir lui donner cette légere preuve de sa reconnaissance, sans le concours de l'impératrice. *Cum dilectissimâ consorte nostrâ Beatrice permisimus*, &c. Ce sont les termes de cette donation.

Si Fréderic a respecté le patrimoine de sa femme, jusqu'à ne pas donner sans son consentement le simple usufruit de trois petites terres à son parent qui avait versé son sang à son service, est-il probable qu'il ait donné de sa seule autorité à des moines qu'il ne connaissait point, une contrée d'une plus grande étendue qui appartenait à cette princesse?

L'empereur était si éloigné de disposer arbitrairement des domaines de sa femme, qu'il en avait laissé à elle-même la plus libre administration, & deux chartes, l'une du 14 juillet 1181, l'autre du 2 octobre 1183, [*b*] nous prouvent qu'elle usa de cette liberté.

On ne dira pas qu'elle ne vivait plus

(*a*) Cette charte est rapportée ci-après, aux pieces justificatives. n. 5.

[*b*] Rapportées dans l'hist. de Poligny, aux preuves. T. 1. p. 325. & 326.

en 1184, car elle n'est morte que le 15 novembre 1185 [a].

4o. Fréderic rétablit après son mariage avec Béatrix l'ancienne chancellerie du royaume de Bourgogne, il annexa cette charge à la métropole de Vienne en Dauphiné. Nous avons un diplôme daté de Besançon, du mois de novembre 1157 [b], signé de Renaud fesant les fonctions d'Etienne, archevêque de Vienne & archi-chancelier de Bourgogne. Le diplôme accordé à Odon de Champagne, dont nous venons de parler, est signé de Henri protonotaire vice- gérent de Villaume archevèque de la même église, & archichancelier de la Bourgogne. C'était dans cette chancellerie, & non point dans celle d'Italie que la charte de nos moines aurait été scellée, si elle était véritable.

5°. La clause par laquelle l'empereur déclare criminels de leze-majesté ceux qui troubleront les moines de S. Oyan dans leurs prétendus droits, suffit pour déceler la fausseté de ce titre.

6°. Le diplôme de Béatrix de 1183 est daté de la premiere indiction. L'histoire de Geneve en rapporte d'autres de Fréderic, l'un du mois de février 1185, de la troisieme indiction, l'autre de 1186 daté de la quatrieme.

(a) L'art de vérifier les dates p. 434.
(b) Nouveau traité de diplom. T. 5. p. 811.

Ainsi le nôtre qui est de 1184 devrait être daté de la seconde ; mais il l'est de la troisieme.

7°. Dans le nombre des témoins, la charte nomme Pistor, & elle le qualifie évêque de Vicence, quoiqu'à cette date il ne fut pas encore évêque de Vicence. Jean occupait alors ce siége (*a*).

8°. Un autre témoin à qui on fait signer cette charte de 1184, est Othon évêque de *Bamberg* qui était mort en 1139. La vie & la mort de cet évêque sont bien connues. Il fut chapelain de la princesse Judith, sœur de l'empereur Henri IV, & femme de Boleslas duc de Pologne. Après la mort de cette princesse, Henri le fit son chancelier & son ministre, & l'évêché de Bamberg étant venu à vaquer en 1100, il le nomma à cette prélature. Othon fut sacré par le pape Pascal II en 1103. Il assista au concile de Mayence tenu en 1131, & mourut le 30 juin 1139. Après sa mort il fut mis au nombre de saints(*b*).

On ne dira pas qu'en 1192 le siége de Bamberg pouvait être occupé par un autre Othon. A celui dont nous venons de parler succéda Egilbert, à Egilbert Eberhard, à Eberhard Marquard, & à celui-ci Poppon, comte

(*a*) Il n'est mort que le 15 mars 1185. V. l'Italia sacra. T. 5. p. 1119. 1120.

(*b*) Moreri, verbo *Othon*. Baillet vie des saints, sous le 1. juillet. L'art de vérifier les dates. *p*. 163. Hist. Eccles. d'Allemagne. T. 1. p. 198.

d'Audefch, de la maifon de Méranie, mort en 1192 (*a*).

§. V.

Donation de la terre de S. Chriftophle (b).

SUIVANT ce titre, un nommé Guandabert qui ne nous apprend ni fes qualités, ni fon origine, donne, pour le repos de fon ame & pour l'amour de Dieu, à Agilmar, abbé de S. Oyan & archevêque de Vienne, la terre de S. Chriftophle fituée dans le bailliage d'Orgelet. Cette prétendue donation eft fignée d'un fimple prêtre nommé Auftrade, & datée du mois de janvier de la huitieme année du regne de l'empereur Louis (c'eft Louis II). Il eft bon de remarquer que cet Agilmar qui accepte la donation, dans la huitieme année du regne de l'empereur Louis, était mort dans la fixieme, qui était l'année 860 de notre ere [*c*].

Cette donation fignée & reçue par un prêtre inconnu, qui n'avait aucun caractere pour recevoir de femblables actes, ne mérite affurément aucune créance; mais on y trouve une claufe qui mérite d'être rapportée.

(*a*) Hift. Ecclef. d'Allem. ibid.

(*b*) Rapporté dans le 1. T. de l'hift. de Franche-Comté; aux preuves, p. 72.

(c) V. L'hift. de l'églife de Vienne par Charret.

L'abbé donataire y excommunie, envoie en enfer, & maudit, par l'autorité du S. Siege, de la S. Trinité, de la S. Vierge, & de tous les ſaints, ceux qui oſeront le troubler dans la jouiſſance de la terre qui lui eſt donnée. *Ego Agilmarus fultus apoſtolico auxilio, auctoritate Sanctæ Trinitatis, & Sanctæ Mariæ, omniumque ſanctorum, excommunico & maledico una cum monachis noſtris, illos qui de ſupra ſcriptis rebus, aliquid a loco jam dicto tulerint vel minuerint; & ut ſint extorres patriæ cæleſtis, rogo ut habitatores inferni, & ſocii malignorum ſpirituum, &c.*

§. VI.

Autres diplômes.

Nos moines ont encore des lettres patentes de l'empereur Charles IV, datées de Prague, du 7 juin 1360, de l'empereur Sigiſmond ſon fils, l'une datée de Conſtance du 11 mars 1414, & l'autre de Bâle du 20 février 1430.

Nous ne diſcuterons pas ces chartes comme les précédentes. Il nous ſuffira d'obſerver qu'elles n'ont pas plus de valeur que ſi elles provenaient de l'empereur de Maroc. Charles IV, & Sigiſmond ſon fils n'ont jamais régné en Franche-Comté. Pendant leur vie,

cette province a eu pour ſouverains Jeanne de France & Eudes de Bourgogne, Philippe de Rouvres, Marguerite de France, Louis de Marle, Marguerite II, & Philippe le hardi, Jean ſans peur & Philippe le bon.

Nos moines ont auſſi des lettres patentes de Louis XIV, datées du mois d'avril 1668. Ils les ſurprirent de ce prince immédiatement après la premiere conquete de Franche-Comté, qu'il rendit bien-tôt après, par le traité d'Aix-la-chapelle ; mais ces lettres qui n'ont jamais été enrégiſtrées au Parlement ne contiennent qu'une confirmation vague de leurs prétendus priviléges ,, : & la nature ,, de la confirmation, dit M. le chancelier d'Agueſſeau, (*a*) ,, n'eſt pas de donner un ,, nouveau droit, un nouveau titre, mais ſeu-,, lement d'approuver l'ancien. De-là la ma-,, xime : *qui confirmat nihil dat.* Ainſi la con-,, firmation peut rendre le titre plus invio-,, lable, mais elle ne ſaurait rien ajouter ,, à ſa validité, comme le dit Dumoulin, ,, en ces termes : *nihil confert, nec invalidum* ,, *validat ; non enim fit ad finem disponendi, ſed ſo-* ,, *lum ad finem approbandi confirmabile, tale* ,, *quale eſt, & in quantum eſt verum, validum,* ,, *efficax.*

(*a*) Tom. 2. p. 605.



CHAPITRE VI.

Des ufurpations des moines de S. Oyan.

En vertu des chartes dont nous venons de rendre compte, ils prétendirent d'abord être éxempts de la jurifdiction des comtes de Bourgogne, & de celle de leurs officiers. Bientot après ils s'érigerent en juges fuprêmes de tous les féculiers de la contrée. Le frere cellérier jugeant en premiere inftance, un autre moine qui prenait le titre de grand juge recevait les appellations du premier, tenait fes affifes quatre fois l'année, & prononçait en dernier reffort (*a*).

Dans la fuite ils fe lafferent de juger eux-mêmes, & ils commirent des laics pour juger en leur nom. Celui de ces juges qui a eu le plus de réputation, eft un nommé Boguet auteur d'un livre fur les forciers imprimé à Lyon en 1609, avec l'approbation de quatre généraux d'ordres. C'eft dans cet ouvrage, que Boguet fe vante d'avoir fait brûler dans l'efpace de dix ans ; le nombre de fix-cent forciers, dans le petit pays de Saint Claude,

(*a*) Dunod hift: de l'abbaye de S. Claude p. 213.

& qu'il conſeille à ſes confreres (*a*) de faire pendre par proviſion ceux qui feront prévenus de ce crime, ſauf à leur faire enſuite leur procès. On condamnait alors comme ſorciers, tout bourgeois, tout cultivateur qui avait le courage de défendre les droits de ſa commune contre la tyrannie des moines.

Des lettres patentes de Philippe le bon datées de Lille en Flandre, du 9 mars 1436 (*b*), nous apprennent que l'abbé de S. Oyan oſa conteſter à ce prince la ſouveraité de S. Claude; que le duc convoqua un parlement à Dôle, devant lequel il fit citer cet abbé & ſes moines, & que le parlement les débouta de leurs prétentions.

Cependant, malgré cet arrêt, Philippe n'oſa ni les réformer, ni les punir des vexations qu'ils feſaient à leurs ſujets, tant les moines étaient alors redoutables; mais il les déféra au pape Eugene IV, qui nous dit dans ſa bulle de 1448, que le duc les lui avait peint en ces termes: " ſuperioribus ,, rebelles & incorrigibiles exiſtentes, vena- ,, tionibus, inſolentiis, voluptatibus & laſ- ,, civiis dediti, vitam lubricam & diſſo- ,, lutam inceſſanter ducere non verentur, &c.

(*a*) Dans l'épitre à Daniel Romanet, avocat de Salins.

[*b*], Elles ſont rapportées par Dunod. loco cit. aux preuves. p. 79.

Puiſqu'ils oſerent ſe ſouſtraire à l'obéiſſance qu'ils avaient jurée à leur ſouverain légitime, & lui diſputer ſes droits en plein parlement, on penſe bien qu'ils eurent encore moins d'égards pour les malheureux habitans de la terre de S. Claude. Ils commencerent par les accabler d'impôts : enſuite ils leur firent racheter ces impôts, & après le rachat, malgré leurs promeſſes & leurs ſermens, ils les rétablirent de nouveau.

Ces vexations ayant dépeuplé le pays, ils s'emparerent des terres, en vendirent une partie aux ſeigneurs de Chalon, & l'autre aux malheureux que leur tyrannie avait épargnés. Après que ces ventes eurent été conſommées, & qu'ils eurent diſſipé les ſommes qu'ils en avaient retirées, ils établirent, pour rentrer de nouveau dans les mêmes biens, l'eſclavage de la main morte. Le faux & la violence les avait mis en poſſeſſion des terres, l'infraction des traités & le parjure les mirent en poſſeſſion de l'eſclavage.





CHAPITRE VII.

Des droits des habitans de la terre de S. Claude.

LE débiteur n'est obligé à représenter sa quittance, que lorsque le créancier représente son titre. Ainsi, ce n'est point à ces habitans à prouver qu'ils sont nés avec les droits de tous les hommes, c'est aux moines de S. Oyan, ou au chapitre qui leur a succédé, à prouver qu'ils les ont perdus. C'est à eux à prouver qu'ils ont été les premiers propriétaires, ou les premiers cultivateurs de la contrée, mais nous avons vu qu'il y avait des colons, & des propriétaires, avant que l'on y vit des moines. Nous avons vu que toutes les chartes, de l'abbaye de S. Oyan, sont fausses ou nulles. Ce vice de leurs titres écarte toute prescription; il vaut mieux n'avoir point de titres, disent tous les jurisconsultes, que d'en avoir de vicieux. Si la loi défend que l'on vous trouble dans la possession de la chose, dont vous jouissez depuis trente ans, c'est qu'elle suppose, que vous l'avez justement acquise, & non que vous l'avez usurpée. Cette derniere supposition serait contraire aux

bonnes mœurs, & il n'eſt aucun législateur au monde, qui ait fait des loix, pour les détruire.

Lorſque l'on ne voit point de titres, l'effet de la poſſeſſion eſt donc de le faire préſumer. Mais s'il parait, on ne peut plus préſumer; on ne va pas chercher les apparences, tandis que l'on a la réalité, il faut dès lors conſulter le titre, & c'eſt par ſa vérité ou ſa fauſſeté, ſa validité ou ſa nullité, que l'on juge de la choſe à laquelle il s'applique.

Ajoutez que ſuivant la maxime de pluſieurs tribunaux, les droits des ſeigneurs, ſont impreſcriptibles. Cette juriſprudence ſerait bien étrange, ſi l'on traitait différemment les vaſſaux, & que l'on aſſujettit à la preſcription les droits inaliénables de la nature, en même-tems que l'on exempterait de cette loi ceux qui les détruiſent.

On ſe prévaudrait inutilement des aveux ſurpris à l'ignorance de quelques habitans; la raiſon, les bonnes mœurs, & même nos loix n'admettent point de fins de non recevoir contre un abus démontré. La plus longue poſſeſſion ne peut pas faire qu'un titre faux ſoit vrai, ni que ce qui a été un crime dans l'origine, devienne par la ſuite du tems un droit légitime.

Mais quand même on ſuppoſerait que les moines de S. Oyan ont été originairement

propriétaires de la contrée, qu'on passerait l'éponge sur les vices de leurs chartes, & qu'on leur accorderait enfin tout ce qu'ils ne peuvent pas demander, les habitans ont des titres qui, dans cette supposition même, établissent clairement leurs franchises.

1°. Un traité d'association, du mois de novembre 1296 [a], nous apprend que le canton qui s'étend depuis la source de la riviere d'Orbe dans le lac des Rousses, jusqu'au territoire de Moutre, était alors inhabité, & que l'abbé de S. Oyan l'inféoda à Jean de Chalon l'antique, à charge de le peupler. Il fut stipulé dans cet acte, que les moines auraient une moitié de tous les revenus en fours, moulins, taille, bannalité & justice, & dans tous les autres profits que produirait ce terrein. On ajoute que si quelqu'un y trouvait des éperviers, des faucons, ou d'autres gros oiseaux de proie, le tiers serait pour lui, & les deux autres pour le comte & l'abbé, il fut dit enfin que si le comte contrevenait à ce traité, il serait excommunié, & ses terres mises en interdit.

2°. Par un autre traité passé entre Jean de Chalon Arlay, fils du précédent, & Etienne de Villars, abbé de S. Oyan, on réunit à ce territoire un terrein encore plus considérable, qui comprend tout le pays

[a] V. les pieces justificatives. n.7.

qui s'étendait depuis les bornes de l'évêché de Lausanne, & du pays des Allemands, jusqu'à une montagne appellée *l'Echine* au dessus *d'Ethival.* (*a*).

Dans ce territoire, Jean de Chalon Arlay I. fit batir, dit le conseiller Droz, „ (*b*). un château auprès de la roche, *de* „ *Alpe*, qui dès-lors devint Roche-Jean. „ Il y établit un bourg & donna des loix „ en 1313, en fixant ses franchises. On en „ trouve une traduction ancienne & autenti- „ que aux archives de S. Marie.

“ Les villages, continue le même histo- „ rien, ne se formerent pas si facilement „ que le bourg de Roche-Jean, Jean de Cha- „ lon ayant fait venir des cultivateurs pour „ défricher, voulut réduire en servitude „ ceux qui étaient hors des limites du bourg, „ la terre ne se peupla point. Ce fut par „ cette raison que ses successeurs furent obli- „ gés de renoncer à ce droit. En effet le „ 13 janvier 1350, Jean de Chalon Arlay, „ II, *pour que le lieu appartenant à son chatel* „ *de Roche-Jean fut mieux habité, remit sans s'en* „ *retenir aucune chose, les main-mortes aux peu-* „ *ples habitans de la dite chatellenie*, *voulant que* „ *succession ait lieu par la maniere qu'on a*

[*a*] V. Les pieces justificatives. n. 8.
(*b*) Hist. de Pontarlier. p. 129.

„ *coutume de succeder en lieu non main mor-*
„ *table.*

3°. Dans le même territoire, s'était formé antérieurement un autre bourg qui fut appellé *Castel-blanc*. Jean de Chalon en régla les franchises le 2 mai 1303, & Guillaume de la Baume, abbé de S. Oyan, les ratifia le 26 juin 1351. (*a*)

Quelque-tems après, des villages & des hameaux se formerent dans les dépendances de ce bourg, & sous le prétexte que les franchises du bourg ne les concernaient pas, le comte de Chalon & l'abbé de S. Oyan voulurent réduire en servitude les nouveaux habitans; mais ils s'enfuirent comme avaient fait leurs voisins quelques années auparavant. On employa le même moyen pour les rapeller. Hugues de Chalon leur fit payer quarante florins de Florence, & l'abbé de S. Oyan vingt livres d'or, au moyen de quoi les deux seigneurs déclarerent l'un dans une charte du 18 mai 1364, l'autre dans une seconde du 27 mai 1384, qu'ils otaient,
„ quittaient, & remettaient perpétuellement,
„ à leurs hommes & femmes résidens es-
„ dits lieux, aux présens & à ceux qui
„ pour le tems avenir y demeureront
„ & résideront, pour eux & leurs hoirs,
„ la dite morte-main, promettant en bon-

(*a*) V. Les pieces justificatives. n. 9 & 10.

„ ne foi par notre ſerment donné ſur les
„ ſaints évangiles, pour nous, nos hoirs,
„ & ceux qui cauſe ont ou auront de
„ nous, de tenir fermement, & non contre-
„ venir en aucune maniere au dit traité [a].

Ces franchiſes ſont accordées aux villages de *la Chaux neuve & de la Chaux choulet & aux autres lieux des appartenances de Chatel-blanc.* Ces autres lieux étaient les hameaux qui portent aujourd'hui les noms du Bois d'Amont, de Belle-fontaine, d'une partie du territoire des Rouſſes & de Morbier. Ils ſont ſitués dans l'enclave du terrein inféodé aux comtes de Chalon en 1266 & en 1301. A leur formation, ils firent partie des dépendances de Chatelblanc, & lorſqu'ils devinrent plus conſidérables, ils ſe ſéparerent & formerent des communes particulieres.

4°. On voit dans une charte originale nouvellement recouvrée, que les moines de S. Oyan avaient impoſé des tailles ou des redevances en deniers, en avoine & en foin ſur tous les habitans de la paroiſſe de Lonchaumois, qui comprend Orciéres, Lamouille, Morez, & qui alors comprenait de plus les deux tiers de la paroiſſe des Rouſſes.

(a) V. Aux piéces juſtificatives, n. II.

Ces tailles furent rachetées par les habitans en 1298, pour le prix de trois cent livres Viennoises; mais ils perdirent la charte qu'on leur avait donnée, & trois ans après ils furent obligés de payer encore soixante livres Viennoises pour en avoir une nouvelle. Cette derniere charte est datée du mois de janvier 1301 [a].

Dans ce tems-là, la taille, quand elle était arbitraire, était un signe de servitude, c'est ce qui distinguait les serfs des hommes libres. La charte en question prouve que la taille imposée aux paroissiens de Lonchaumois, n'était pas de cette nature; mais quoiqu'il en soit, notre charte qualifie la remise de cette taille, de concession de franchise, cette expression y est répétée huit fois, & en cela elle est conforme aux usages de ce siecle, suivant lesquels la remise de la taille emportait l'affranchissement de la servitude, tout comme aujourd'hui la remise de l'échute ferait présumer la liberté de la personne à qui elle aurait été faite. Mais il faut rappeller les termes de la charte: *Et sciendum est quod hæc libertas concessa fuit prædictis hominibus & eorum hæredibus, An. 1298, & quod pro hujusmodi libertate dicto abbati & conventui trecentas libras bonorum Viennensium tradiderunt &*

[b] V. Aux pieces justificatives. n. 12.

solverunt

solverunt in pecunia numerata, ex qua littera confecta super hoc tempore est totaliter abolita; ideo dicti abbas & conventus, dictis hominibus & eorum hæredibus, præmissam libertatem præsentibus innovarunt, pro qua novatione prædicti homines dederunt dicto abbati & conventui sexaginta libras bonorum Viennensium plenarie persolutas, eorum libertatem & franchisam sic factam prædictis hominibus & eorum hæredibus dictus abbas & conventus, bona fide & sub voto religionis suæ, pro se & suis hæredibus, manutenere, garentire & inviolabiliter perpetuo observare &c.

5°. On lit dans une charte du 27 février 1390, [a] que la peste s'était introduite dans cette paroisse, que plusieurs cantons s'étaient dépeuplés, & que les champs & les prés s'étaient couverts de forêts. L'abbé Guillaume de la Beaume, qui se prétendait alors souverain, s'empara des parties de ce territoire qui étaient abandonnées & les vendit aux habitans qui avaient échapé à la peste, pour le prix de soixante & dix livres pesant d'or : *ad habendum, tenendum & possidendum per dictos habitatores dictárum villarum & eorum hæredes & successores quoscumque de cætero jure hæreditario, perpetuo pacifice & quiete.*

(a) V. Aux pieces justificatives. n. 13.

On y ſtipule que ce terrein ſera également partagé entre les habitans, & que l'on ne comprendra pas dans ce partage les terreins qui étaient cultivés trente ans avant la date de la charte, s'il ſe trouvait des héritiers des cultivateurs qui prouvaſſent leur proprieté par trois témoins dignes de foi. „ Exceptis tamen illis rebus quæ a tempore „ magnæ mortis, & a trigenta annis citra, „ fuerunt cultæ, & quæ licite potuerunt „ probari eſſe de illius hæredibus qui ipſas „ terras habere voluerit, quas volumus quod „ ipſi quibus pertinent, poſſint ipſas terras „ apprehendere tanquam ſuas, ſcilicet illas „ quas quilibet probabit per tres teſtes fi- „ de dignos.

Cette clauſe prouve très-clairement qu'à l'époque de cette charte la main-morte n'était pas établie dans la paroiſſe de Lonchaumois, autrement l'abbé Guillaume ſe ſerait emparé généralement de tous les terreins par droit d'échûte, ou de deshérence, ſans réſerver les droits des héritiers.

Une autre clauſe porte que ſi quelque femme ou quelque veuve vient à quitter la contrée, les prud'hommes diſtribueront les terreins qu'elles abandonneront aux nouveaux ménages qui viendront s'établir dans le lieu. " Et caſu quo inter habitatores præ- „ dictos dictarum villarum exierint aliquæ „ mulieres viduæ focum ſeu ignem tenentes,

„ quæ de dictis terris noluerint portionem
„ ſeu partem ſuam habere vel petere, quocum-
„ que modo nec poſſint nec valeant, &
„ caſu quo inter habitatores fuerint aliqui
„ juvenes vel alii nullius focum tenentes ſeu
„ ignem, qui de dictis terris ſicut alii
„ habere voluerint, vel qui etiam de ipſis
„ debeant de jure habere, damus pro-
„ bis hominibus a dictis habitatoribus di-
„ ctarum villarum electis vel eligendis,
„ plenam & generalem poteſtatem tradendi
„ eisdem nullum focum tenentibus ſuam par-
„ tem ſeu portionem dictarum terrarum.

Voilà encore une preuve bien forte contre la main-morte, qui donne au ſeigneur le droit de s'emparer des terres abandonnées.

Nous en avons une troiſieme preuve dans la clauſe par laquelle l'abbé tranſmet les terreins en queſtion aux habitans, à leurs héritiers & à leurs *ſucceſſeurs quelconques.*

Nous en avons une quatrieme dans les réſerves faites par ce moine. Il veut que les champs & les prés ſoient cultivés ſuivant l'uſage des terres, c'eſt-à dire que les prés ne puiſſent être convertis en champs, parce que ce changement le priverait de la dîme. *Et tenebit quilibet ipſorum partem ſuam dictarum terrarum ad uſus aliarum terrarum, & prata etiam ad uſus aliorum pratorum. Super quibus omnibus ſic per nos traditis & conceſſis, volumus*

quod decimæ fructuum in prædictis terris excrescentium, cujus ipsæ res sint novæ, recuperentur ab illis a quibus de jure recuperari debent.

Ce ſont-là toutes les réſerves de l'abbé. Ses ſucceſſeurs n'ont pas eu le droit d'en établir d'autres. „ Quas res ſuperius traditas bona „ fide promittimus, & ſub voto religionis „ noſtræ, pro nobis & noſtris ſucceſſoribus, „ manutenere, garentire, deffendere & pa„ cificare contra omnes.

Cette vente comprend tout le terrein qui s'étend depuis le village de Cinquetrat juſqu'au Mont-noir qui ſépare la Franche-Comté de la Suiſſe. Cette montagne eſt appellée dans l'acte *Juriam nigram*, & dans les prétendus diplômes, *Niger mons*.

L'abbé de S. Oyan, qui tranchait alors du ſouverain, accorde enſuite aux habitans le droit de *commune*. Il leur permet d'élire de trois en trois ans deux ou quatre ſyndics pour gérer les affaires de la commune, & faire la répartition des ſubſides &c?

S'il eſt parlé de taille dans cette conceſſion, elle n'y eſt pas énoncée comme un tribut ſervile, mais comme un impot qui aurait pour objet l'utilité de la commune, les réparations de l'égliſe, ou les bienfaits dont elle voudrait gratifier les moines. „ Et caſu „ quo ipſis contigerit facere vel jactare ali„ quas novas taillas, ſicut pro eorum ecleſia, „ aut pro aliqua nova donatione facienda

„ Domino, aut pro negotiis dictæ communi-
„ tatis faciendis & relevandis, vel pro qui-
„ bufcunque aliis negotiis factum dictæ
„ communitatis tangentibus &c.

6°. On lit dans un titre concernant les habitans de Belle-fontaine, à la date du 16 mai 1556 (a), que Humbert Papillon, prieur clauftral de S. Oyan, avait accenfé à ces habitans, par une charte du 12 mai 1407, pour le prix de cinq francs d'or, les montagnes, prés & forêts fitués entre les territoires du Grand-vaux, de Chatelblanc, de la Roche de Rizoux, Combe-froide, les communaux de Morbier & la riviere de Bienne.

Il eft dit dans l'acte, " que ce terrein avait
„ depuis été effarté, & la plus grande partie ré-
„ duite de bois à plein à grand labeur & peinoi-
„ rie, par les dits habitans, qui dès lors en
„ ont toujours joui & ufé en droit de com-
„ munal, & paturage de leur bétail, patem-
„ ment, publiquement, fans que jamais leur
„ y foit été mis empêchement quelconque.

Par ce fecond traité de 1555, les moines louent, ratifient, approuvent & homologuent le précédent de 1407, & accordent de plus aux mêmes habitans une autre montagne nommée *Luftrelles*, indiquée pour confin dans la charte de 1266. Les moines déclarent qu'ils fe font déterminés à faire

(a) V. aux pieces juftificatives. n. 14.

cette conceſſion, parce que le terrein une fois défriché, pourait être revendu dans la ſuite plus chérement par les habitans, & que par cette raiſon le monaſtere en retirerait des lots plus conſidérables. C'eſt là toute la redevance que les moines s'y ſont faite Ils n'y ont point ſtipulé que ce terrein leur retournerait par droit d'échûte, preuve que leur intention n'était point alors d'introduire la morte-main dans cette communauté.

Cette vente a été faite pour le prix de cinquante écus d'or au ſoleil. Les habitans y ſont appellés *ſujets*, mais cette expreſſion n'emporte pas le terme de *mainmortables*. C'eſt le mot dont on qualifie les juſticiables. (*a*).

S'il eſt de regle dans tous les tribunaux du monde que les ſervitudes ne ſoient jamais ſous-entendues dans les contrats, ſi le vendeur par exemple ne peut pas retenir un droit de paſſage, ou de vue ſur le fond qu'il a vendu, à moins qu'il ne l'ait expreſſément & clairement reſervé, à bien plus forte raiſon, il ne doit pas prétendre aſſujettir à la condition de main-morte les fonds qu'il a alienés, ſans avoir fait une réſerve précise de cet eſclavage.

(*a*) Obſerv. du préſident Bouhier, tom 2. p. 113, n. 33. Gloſſaire du droit français, au mot *Sujet*. Brodeau, ſur Paris, art. 71. n. 42.

Ce cinquiéme titre prouve donc encore la franchise des habitans de Belle-Fontaine.

7°. Par une sixieme charte datée de 1412, Guillaume de la Beaume, suivant l'usage & la coutume de la terre de S. Oyan, céda & vendit aux habitans du village de S. Lupicin & à leurs successeurs, toutes les terres en friche enclavées dans cette paroisse, *pour par lesdits habitans les diviser entr'eux, en jouir en toute proprieté, & les transmettre sans trouble ni empêchement à leurs héritiers.* Le prix de cette vente fut de huit francs de roi, de bon or & de bon poids. (*a*).

8°. Le S. de Boisset écuyer étant mort en 1636, les moines de S. Oyan tenterent de s'approprier par le droit d'échûte un domaine appellé *la Combesambin* qu'il possedait dens le territoire de Lonchaumois; mais ses héritiers soutinrent que le territoire étant franc, ce domaine devait être de la même condition, & après une procédure que les moines avaient fait durer quarante-trois ans, le parlement de Besançon déclara par arrêt du 20 décembre 1677 (*b*), le domaine en question de condition libre, & les moines *non recevables dans l'échûte.*

(*a*) V. aux pieces justificatives. n. 15.

(*b*) V. aux pieces justificatives. n. 16.

Rien ne prouve mieux que cet arrèt la franchiſe de la généralité de la paroiſſe.

Mais les moines ſentant combien cette déciſion pouvait nuire à leurs prétentions, emploierent toutes ſortes de moyens pour la diſſimuler aux habitans. Il menacerent les héritiers du S. de Boiſſet de faire caſſer l'arret au conſeil du roi, & ſoit par la crainte d'ètre obligés de plaider encore vingt-ans contre des moines, ſoit par l'appas de deux mille livres que ces moines leur offrirent, les héritiers leur abandonnerent le domaine par une tranſaction où tous ces motifs ſont énoncés.

Les moines le revendirent en 1690 à la communauté de Lonchaumois, & ne rougirent point de déclarer dans le contrat que ce domaine déclaré franc par un arret rendu contr'eux-mêmes, était de condition ſervile.

Mais une choſe qui étonnera davantage, c'eſt que le chapitre de S. Claude, ſucceſſeur des moines de S. Oyan, dans le recit qu'il fit, l'année derniere, de cette conteſtation devant le conſeil du roi, oſa dire qu'il avait *obtenu gain de cauſe* au parlement de Beſançon, (*a*) & ſe faire un titre contre les habitans de cette prétendue déciſion. Aurait-on cru des chanoines, qui ſe diſent *gens de*

(*a*) P. 2. du mémoire imprimé ſous ſon nom, & ſigné de l'abbé de Jouffroi & du ſecr. ordinaire.

qualité, capables d'en imposer avec cette hardiesse aux pieds du trône, de tronquer les arrêts, & de défendre par le mensonge les droits que leurs dévanciers avaient établis par le faux, la fraude & le parjure.

Enfin, on conserve encore dans les archives de l'hotel-de-ville de S. Claude, des actes du serment que les abbés de S. Oyan prétaient à leur avénement, entre les mains des officiers municipaux de cette ville. Nous rapporterons un de ces actes daté du 29 septembre 1445, par lequel un abbé Fauquier jure sur les saints évangiles de ne porter aucune atteinte aux franchises, libertés & coutumes de toute la ville & communauté de S. Oyan. „ Juravit idem dominus „ Stephanus Fauquerius abbas, ad & super „ sancta Dei Evangelia corporaliter tacta ; „ tenere, attendere, manutenere, & inviola- „ biliter observare in toto & per omnia, om- „ nes & singulas libertates, franchisas, usus „ & consuetudines totius villæ & commu- „ nitatis sancti Eugendi, & contra per se „ vel per alium, in justicio vel extra, clam „ vel palam, tacite vel expresse, manifeste vel „ occulte, directe vel indirecte, modo aliquo „ de cætero, non facere, dicere, vel venire „ contra in aliquo „ [a]

(a) Rapporté dans le 1er tome de l'histoire de Franche-Comté, aux preuves, p. xc.

Les Bourgeois de la ville de S. Claude, mieux inſtruits & moins faibles que les habitans de la campagne, n'ont jamais ſubi la ſervitude, mais le ferment que l'abbé des moines était obligé de faire aux officiers municipaux, prouve bien que les moines ne ſont pas originairement ſeigneurs de cette ville. Car ce n'eſt pas le ſeigneur qui fait ſerment aux ſujets.



CHAPITRE VIII.

De la douceur du chapitre de S. Claude, envers ſes prétendus ſerfs.

CE chapitre a expoſé au conſeil du roi, (*b*) qu'il n'était aucun ſeigneur dans la province, qui *uſât* de ſes droits *avec plus de douceur & de menagement pour les vaſſaux, qu'il le feſait.*

Cette aſſertion nous invite à comparer l'adminiſtration dont le chapitre uſe dans ſes terres, avec celle des ſeigneurs voiſins.

M. le duc de la Rochefoucault, ſeigneur de Nozeroy, & d'autres lieux dans le voiſinage de la terre de S. Claude, informé que ſes vaſſaux (qui ne ſont point ſerfs)

(*a*) Dans le mémoire ci-devant cité, p. 14.

manquaient de pain dans ces dernieres années, leur a fait des diſtributions abondantes de riz & de bleds. Ce même ſeigneur ayant appris que ſon fermier les vexait, & les avait fait condamner à des amendes qui montaient à dix-mille-livres, a renvoyé ce fermier, & remis toutes les amendes à ceux contre qui elles avaient été prononcées. Nous pourrions citer mille autres traits de l'humanité & de la bienfeſance de ce ſeigneur, s'ils étaient moins connus d'une province où il eſt adoré.

Mais en voici d'une autre eſpéce. Tandis que M. de la Rochefoucault comblait de ſes biens ſes vaſſaux, les chanoines de S. Claude occupaient dans leurs terres des huiſſiers & des cavaliers de maréchauſſée à faire ſaiſir les meubles & empriſonner les perſonnes des pauvres cultivateurs, qui étaient en retard de payer quelques modiques redevances, ou des amendes que leurs propres juges avaient prononcées à leur profit. Pour faire payer à ces malheureux des fraix plus conſidérables, au lieu d'employer les fergens de la ſeigneurie, on en a fait venir exprès des ballinges étrangers, & lors qu'on a voulu ſe plaindre de cette vexation, le procureur d'office du chapitre a voulu battre, & a menacé de faire pendre ceux qui lui portaient ces plaintes? Une information faite contre ce procureur d'office, & une

ſentence prononcée contre lui le 19 novembre 1770, dans la ville même où réſident les chanoines, leur ont appris ces excès, & cependant ils conſervent encore cet agent.

Les habitans du mont Jura ne ſont pas raſſemblés dans des villages comme les habitans de la plaine. Leurs huttes ſont éparſes & iſolées ſur les rochers, dans les forèts, au fond des vallons. Souvent leurs enfans & leurs troupeaux ont été dévorés par les ours & les loups qui habitent leurs cavernes. Leur voiſinage de la Suiſſe & de la Savoye, les expoſe de plus au pillage des brigands qui paſſent d'un Etat à l'autre. Au mois de mai 1762, la caiſſe du controlle de Morez, & les habitations de ce lieu furent pillées par une troupe de ſcélérats dont le chef eſt bien connu. Par ces conſidérations, les commandans de la province avaient trouvé bon que ces malheureux tinſſent des fuſils dans leurs huttes; mais on leur enleve par ſurpriſe leur permiſſion, on fait enſuite ſaiſir leurs fuſils, & comme ſi ce n'eut pas été aſſez de les laiſſer en proye à la voracité des bètes féroces, & au pillage des brigands, on les fait condamner à de nouvelles amendes pour avoir des prétextes de les dépouiller plus vite du peu qui leur était reſté des précédentes ſaiſies.

On imagine qu'en les fesant passer pour des rebelles, on étouffera leurs justes réclamations, & on écrit, au mois de septembre 1770, à M. le duc de Choiseuil, qu'ils sont des séditieux que l'on a été obligé de faire désarmer. (*a*) Si cette délation n'a pas eu de suites, c'est que les officiers de justice, & le corps municipal de S. Claude donnerent le 18 janvier 1771 des témoignages contre cette calomnie.

Pendant que l'on traitait de cette maniere ces pauvres cultivateurs, la plûpart souffraient toutes les horreurs de la famine. Ils étaient réduits à manger l'herbe qui était destinée à la nourriture de leurs chevaux.

Un pere de famille de la paroisse des Bouchoux tombe malade au mois de mai 1770. Deux jours avant sa mort, le fermier du chapitre presente une requête aux juges, pour avoir la permission de mettre le sçellé sur sa succession, on prépare pendant ces deux jours les procédures usitées en pareil cas, & le juge arrive dans la hutte avec le greffier, le fermier & des records, au moment que l'on en sortait le cadavre pour le por-

(*a*) La lettre a été envoyée à M. De La Corée, intendant de Franche-Comté, & à M. Bayard, subdélégué à S. Claude. Elle est signée, de Champagne, doyen, Jouffroi d'Abart, syndic; & par ordonnance, Perret, secretaire.

ter à la fosse. Il n'y avait dans la hutte qu'un enfant de deux ans dont les larmes ne les attendrissent point. La mere & le reste de la famille avaient suivi le convoi. Pendant leur absence on met le scellé sur toutes les serrures, & à son retour l'orpheline trouve pour consolateur un fermier qui venait la dépouiller, & des records en garnison dans sa cabanne.

Cependant cette fille avait toujours vécu dans la communauté de son pere, son mari y résidait avec elle depuis dix-huit ans, & elle y avait fait quatre enfans. Mais le chapitre prétendait qu'elle avait passé les premiers six mois de son mariage dans la famille de son mari, qu'elle n'avait point couché dans la hutte paternelle la premiere nuit de ses nôces, & sur ces prétextes, voulait s'emparer de l'héritage que la nature & la loi lui déféraient.

L'orpheline vient à S. Claude se jetter aux pieds d'un homme sensible qui prend sa défense ; mais dans la vue de lui ôter ce défenseur, le chapitre récuse le juge qui l'avait d'abord si bien servi, & que lui-même avait choisi, il évoque l'affaire dans un autre bailliage, où cependant, malgré son crédit, on permet à la fille de prouver par témoins qu'elle avait passé chez son pere la premiere nuit de ses nôces. Le chapitre qui redoute cette preuve appelle du juge-

ment; mais le parlement de Besançon le confirme par arrêt du 14 juin 1771. L'orpheline prouve par le témoignage unanime de six témoins, qu'elle a rempli la formalité nécessaire dans ce pays pour qu'une fille succede à son pere. Mais les chanoines ne se rendent point encore; après avoir déclamé contre les enquêtes, ils en veulent faire une à leur tour, & pour se procurer des témoins qui contredisent ceux de l'orpheline, ils font lancer des monitoires.

Jusqu'ici cette procedure extraordinaire avait été réservée pour la découverte des crimes. C'est la premiere fois qu'on a prétendu l'employer pour chasser un enfant de l'héritage de son pere. Nous avons lieu de croire que le parlement de Besançon, devant lequel on a appellé de ce monitoire, n'autorisera pas ce nouveau genre de vexation.

Combien d'autres exemples nous pourrions citer? Mais il ne faut pas abuser de la patience du lecteur, & en voilà bien assez pour faire connaitre la douceur dont le chapitre de S. Claude use envers ses prétendus vassaux.





PIECES JUSTIFICATIVES.



N°. I.

Diploma Caroli Regis. (a)

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS. CAROLUS GRATIA DEI REX. Si ea quæ sancta Dei Ecclesia acquisierit, & fideles nostri, confirmaverimus præcepto nostræ autoritatis, idcirco scimus nobis Dei misericordiam præstolari, & viventes in nostra fidelitate promptiores exhibemus. Quo circa noverit omnium optimatum, ac nostrorum fidelium solertia, Ann. 790.

(*a*) Tiré du recueil d'Etienne Perard, doyen de la Chambre des comptes de Dijon, p. 12. Et de l'histoire de Franche-Comté, par Dunod, aux preuves, t. 1. p. lxv.

imperii noſtri, quoniam venit ad noſtræ ſublimitatis excellentiam *Richertus*, venerabilis abbas ex monaſterio *ſancti Eugendi Jurenſis*, in civitate *Remis*, apud ſanctum Remigium, una cum abbate *Dottone* & comite *Adalardo*, quos antea direximus ad ſuum præfatum cœnobium, ad diſcernendas & inquirendas rationes, quas ipſe habebat, & *Gedeon*, archiepiſcopus Veſontionenſis, de cella in qua corpus Beati Lupicini humatum jacet; *humiliterque & adclive ſupplicando* petiit, cum ſuis monachis, ut eis concederemus & confirmaremus præcepto noſtræ auctoritatis, rectitudinem, quam ſe oſtendit habere, ante noſtrorum præſentiam legatorum, in prædicta cella. Cujus petitioni aſſenſum præbentes, *ſuam manſuetudinem humilitatemque* videntes, præcipimus ut nullus dux, marchio, comes, vicecomes, vel aliquis miniſterialis, ipſam cellam ſubſtrahat a jam dicto monaſterio ſancti Eugendi, neque monachis ibi deſervientibus, aliquam moleſtiam neque damnitatem inferre præſumant. *Sed, ſicut temporibus priſcorum patrum vel ſanctorum* (ut a multis didicimus) *unanimes ſive conſortes fuerunt in ſilvis exartandis, & terris laborandis, ita ſint a præſenti & in futuro ſocii in proſperis & adverſis.* Neque ergo aliqua perſona, ab hac die & deinceps, *lites inferat monachis* de prænominata cella, ſuiſque appendiciis, & donamus ad præfatum locum

Condatiſcenſem, ſilvam quæ vocatur *Juris*, a termino braccioli aquæ vocabulo *Orba*, & in ipſa contra terminationem Nigri montis, ſicut pendet aqua, & in ipſa contra ubi aqua in foveam intrat uſque in Alpes, uſque in viam quæ venit per mediam Ferrariam, ſicut aqua currit, quæ vocatur *Serrona*, uſque ad *Brunnum betus*, & a Brunnum Betus, uſque *Salcimanam*, & a Salcimana uſque ad *Betus nocivum*, & a Betus nocivum, tertiam partem *Eſcalon*, ſicut ab ipſa jam dicta Orba, partibus occidentalibus venitur in *Calmibus*, *merrenſes* vocabulo, uſque quo perveniatur in planiciem parochiæ *Segonciacenſis*. Et ut hæc noſtra corroborationis autoritas pleniorem in Dei nomine obtineat vigorem, manu propria ſubter firmavimus, & annuli noſtri impreſſione ſignavimus.

Signum Caroli *sereniſſimi Auguſti*, Hrodmundus notarius, ad vicem Cancellarii recognovi.

Datum II kalendas octobris, An. XXII. regni Caroli piiſſimi. Actum Remis civitate, apud ſanctum Remigium.





N°. II.

Lotarii primi diploma, pro abbatia S. Eugendi. (*a*)

855. IN NOMINE DOMINI NOSTRI JESUS-CHRISTI DEI ÆTERNI : LOTARIUS, divina ordinante providentia imperator Augustus. Si erga loca cultibus divinis mancipata subsidium congruum præstiterimus, beneficia sufficientia a Deo nobis rependi confidimus. Proinde, noverit omnium fidelium sanctæ Dei eclesiæ, ac nostrorum, præsentium videlicet ac futurorum industria, quia *Remigius*, sanctæ Lugdunensis eclesiæ venerabilis archiepiscopus, & abbas monasterii sancti Eugendi, qui ad præsens regere & gubernare videtur, qui dicitur Condatiscensis locus, ubi ipse beatissimus corpore quiescit, adiens *magnificenciam culminis nostri*, propter rebus eclesiasticis ejusdem monasterii, quas Matfridus comes, contra sacerdotalem ordinem vetitum male tractando, atque in usus communes vertere temptaret; sed & possessiones quæ a relligiosis viris ibidem sunt concessæ, divina ins-

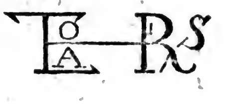
(*a*) Tiré de l'histoire de Franche-Comté, aux preuves, t. 1. p. lxvi.

pirante gratia, ita ut in utilitatibus jam dicti monasterii perpetualiter manerent, quasi suum proprium possideret, seseque advocatum fore, atque diligenter res monasterii tractari debere, ab antecessoribus nostris collatum fuisse asserebat. Quapropter placuit nos *de hoc diligenter fideliterque colloqui*, *ulterius non volens ferre clamorem tantæ multitudinis* clericorum vel monachorum, ante præsentiam nostram jussimus sisti, & *vehementer probari* veritatem hujus rei. Qua ratione præsul libenter amplectens, nobis cartas protulit recensendas anteriorum regum, per quas litteras a sanctis patribus, videlicet Romano ac Lupicino, honorifice constructus foret, indicavit; seu antiquorum autoritatibus, vel etiam traditionibus religiosorum virorum, cum quibus palam omnibus devicit. Sed Romanæ igitur eclesiæ duas uncias ceræ, pro cartarum instrumentis, singulis annis cognovimus tantum debere. Itaque vero, rubore nimio oppressus, querelas monasterii prorsus reliquit, & quidquid male egerat, veniam petiit. Ergo, postquam cognovimus hujus rei ordinem, scilicet præcipuam libertatem gratiam obtinere, ut ab antecessoribus nostris constructus, ita & nos gratanti animo confirmamus: ut videlicet monachi ibidem Deo deservientes, per hanc nostram autoritatem, absque cujuspiam potestatis inquietudine, divinum peragant officium, & pro nos-

tra incolumitate Domini misericordiam attentius exorare. Et si tales causas, adversus hujus congregationis vel suos fecerint aut ortæ fuerint, quæ in pago absque suo iniquo dispendio recte definitæ non fuerint, usque ante nos omnimodo sint suspensæ, vel reservatæ, & postea ante nos per legem atque justitiam finitivam accipiant sententiam. Nos itaque contulimus ejusdem monasterii monachis supermemoratis, pro mercede animæ nostræ, ut has res quas nunc ipsi monachi ad proprios usus possident, sub confirmatione nostri præcepti, eisdem servis Dei confirmare deberemus, sicuti & fecimus, secundum petitionem archipræsulis & abbatis, videlicet Remigii; ita ut nemo ex ipsis, qui ipsum monasterium ad regendum vel ad gubermandum perceperint, ullo unquam tempore, quidquam ex subter scriptis locis, id est, Molingas, Viregimus, Cellam Dortincum, Cellam Borbontiæ, Cellam Salicibus, Cavennas, Vernium, Casnatis, Laris, Lauconna, Remningus, Altriacum, Senolcas, Sessiacum, Ambutriacum, Cosiacum, Septiacum, Tapsanacum, Siliniacum, Pisaditium, Danitiacum, Martiniacum, Hagonoscum, Morincum, Castaniacum, Pugromedis, Pantum, Musiacum, Ausinincus, Medias, Sigontiacum, Villæ-Cellam, Jaidis, & quidquid in diversis locis, ex beneficio Richardi, Varninghi, Ratoldi, Mada-

sulti, Emmonis, eis additum est; nec non & Cursiacum, & Protonacum, villas quæ ad portas deserviunt salinas, & quæ sunt circa salinas, seu & oscellum totum in provincia & Gothia subtrahere præsumat. Hæc omnia taliter cum suis appendiciis supra scriptis monachis concedimus, & auctoritate nostra roboramus, ut nullus unquam, nec præsenti, nec futuro tempore, eis quicquam subtrahere, minuere, vel in beneficium dare adtemptet, sed liceat easdem res, cum omni integritate, absque alicujus impedimento & inquietudine, his monachis, quiete uti, frui & possidere. Et ut hæc nostræ corroborationis auctoritas pleniorem in Dei nomine obtineat vigorem, manu propria subterfirmavimus, & annuli nostri impressione adsignari jussimus.

Signum Lotarii serenissimi Augusti Richmundus notarius, ad vicem Helduini recognovi.



Datum XI. Kal. octob. anno, Christo propitio, imperii Domini Lotarii pii imperatoris in Italia XXXV, & in Francia XV. indictione XI. Actum Dodiniaca villa, in Dei nomine, feliciter. Amen.





N. III.

Diplôme de l'Empereur Lothaire, en faveur de l'églife d'Autun.

Præceptum Lotharii Imperatoris, quo villam quamdam Eduenfi ecclefiæ reftitui jubet.

a.854. IN NOMINE DOMINI NOSTRI JESU-CHRISTI DEI ÆTERNI : LOTHARIUS, divinâ ordinante providentiâ, imperator auguftus. Si in reftitutione rerum eclefiafticarum curam adhibemus, providentiamque non minimam gerimus, non folùm in hoc imperialem exercemus confuetudinem, fed etiam id ad emolumentum animæ noftræ pertinere non ambigimus omnimodis. Quapropter omnium fanctæ Dei eclefiæ fidelium, noftrorumque præfentium & futurorum noverit univerfitas, quia Jonas venerabilis Auguftodunenfis eclefiæ epifcopus, per Remigium, venerabilem fanctæ Lugdunenfis eclefiæ præfulem, & vafallum fuum Gifulfum nomine, ad aures noftræ pietatis perducere ftuduit, quod Al-

(*a*) Tiré du Spicil. tom. 8. p. 141.

dricus quondam comes, ex rebus eclesiæ sancti Nazarii, cui idem Jonas, Deo auctore, præsidet, in pago Scudingis, villam unam Voltnans vocabulo, antequam hanc lucem emisisset, temere invasisset, suoque vasallo, Rodfrido nomine, beneficiario munere delegasset. Quam causam prædicto viro venerabili Remigio & Agilmaro, reverendissimis archiepiscopis, diligenter inquirere & discutere jussimus, & per ipsos, sicuti superius nobis indicatum fuerat, eamdem villam ad præfatam sancti Nazarii eclesiam vere & legitime pertinere didicimus, atque per judicium nobilium virorum, comitum atque scabiniorum, memorato Gisulfo, vasallo jam dicti Jonæ episcopi, eam reddi præcepimus.

Sed ut in perpetuum memoratus Jonas episcopus, successoresque ejus ad partem præfatæ sancti Nazarii eclesiæ quiete eamdem villam obtinere valeant, hoc nostræ mansuetudinis præceptum fieri decrevimus, per quod statuentes decernimus atque jubemus, ut ab hinc in futuro, præscriptam villam in jam dicto pago Scudingis sitam, pars memoratæ sancti Nazarii eclesiæ quiete teneat & possideat, & prout utilitas ejusdem loci dictaverit, ordinet atque disponat. Et hæc nostræ confirmationis auctoritas stabilem & inconvulsam obtineat firmitatem, de annulo nostro subter jussimus sigillare.

Rodmundus notarius, ad vicem Helduini recognovi.

Data V nonas julii, anno, Christo propitio, imperii domini Lotharii pii imperatoris in Italia XXXIV, & in Francia XIV, indictione prima. Actum Theodonis villa palatio Regio, in Dei nomine, feliciter, Amen.





N°. IV.

Diplôme de l'Empereur Fréderic Barberousse, en faveur de l'abbaye de S. Claude, du 16 novemb. 1184.

Frederici primi diploma, pro abbatia sancti Eugendi.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS. FREDERICUS DIVINA FAVENTE CLEMENTIA ROMANORUM IMPERATOR AUGUSTUS. An. 1184.

Officium imperatoriæ majestatis a Deo nobis creditum postulat & hortatur, ut unicuique principum aliorumque fidelium imperii, jura sua conservemus, & imperiali protectione faciamus ea felici suo statu gaudere. Verum quoniam omne bonum de securiori conscientia procedit, cum propter Deum fit; qui cum causa facti est, confert & palmam meriti; necessarium duximus

(*a*) Tiré de l'histoire de Franche-Comté, aux preuves, tom. I. p. lxix. Et de l'histoire de Poligny, aux preuves, p. 329.

præcipue eclesiis, & eclesiasticis personis, opem & operam misericordiæ clementer impendere, ut, dum in eclesiis suis & cænobiis, pro nobis & nostra salute, Deum jugiter interpellant, ab incursibus & inquietudine exteriorum, imperatoria majestate protegantur, & quotidianæ insultantium molestiæ defensione nostra reprimantur. Ea propter, notum esse volumus, tam præsenti ætati imperii fidelium, quam successuræ posteritati, quod nos, intuitu divinæ retributionis, dilectum ac fidelem nostrum, Villelmum abbatem sancti Eugendi, & ejus successores, & omnes personas ibidem Deo famulantes, & ipsam eclesiam & abbatem, in nostram protectionem suscepimus, & omnia ipsorum bona mobilia & immobilia, omnesque ipsorum eclesias atque possessiones, quarum nomina subter notanda duximus, eis imperiali auctoritate confirmamus; videlicet locum ipsum in quo abbatia sita est, cum omnibus suis pertinentiis.

In pago Lugdunensi, eclesiam sancti Vilbasii, cum suis appenditiis, eclesiam sanctæ Columbæ, eclesiam sancti Martini de Novavilla, cum capella sancti Andreæ; eclesiam de Pontiaco, cum prioratu & capella & aliis appenditiis eorum, videlicet sancti Petri, & sancti Christophori, eclesiam de Bodago & de Syliniaco, cum capella sanctæ Mariæ de Siens, eclesiam de Cavannis, cum prioratu

& capella de Longomonte, eclesias sancti Mauritii de Rocia & prioratus Cosiaci & Sanciati, cum villis & appenditiis suis, & sancti Martini de Kundis & sancti Michaëlis de Genosco, & sancti Thirsi de Droy, eclesias sancti Remigii & sancti Mauritii de Novavilla, cum prioratu & capella de Castro; eclesiam sancti Romani; eclesiam de Clemenciaco; eclesias sancti Johannis Region, & de Berens, & de Petrosa, eclesias de Flariaco & de Juriaco, cum prioratu, de Antiniaco, & de Huex, cum prioratu, eclesiam de Villa monasterii cum prioratu, & capella sancti Germani, eclesias sancti Remigii de monte & de Soloniaco, cum prioratu & capella de Petraior; eclesiam de Cormagon, eclesiam de Martiniaco, cum prioratu & capella de Grossiaco; eclesias de Chonaco & de Juriaso & de Dordingo, & capellis de Vesiaco & de Montecusella.

In pago Viennensi, eclesias de Quintiniaco, cum prioratu, & de Rufiaco & de Aldosio, cum capella de Oriol, eclesias sancti Albani & sancti Georgii & sancti Romani, cum capella de Agio, eclesiam de Salicibus cum prioratu & omnibus decimis & appenditiis suis, & eclesias de Limonyaco de Verniaco, de Casnaco, de Altasio & de Alentiaco cum capella de Russilione; eclesiam de Kamuniaco.

In pago Gebennensi, eclesias de Aureniaco, & de Clusia, & de Bellomonte, cum

prioratu, & de Candosino & Pauliaco, cum prioratu & capellis sancti Genesii, & de Sergiaco, ecclesiam de Sessiaco cum prioratu; ecclesiam de Divona cum prioratu, ecclesiam de Genoliaco cum prioratu; ecclesiam de Nividuno cum prioratu & capellis de Prengino & de Promenors & de Collonray.

In pago Bisuntiensi, ecclesiam Cosantiæ, cum prioratu & capella sancti Leudegarii & appenditiis suis, ecclesiam de Landrecell, ecclesiam de Cervins, ecclesiam sancti Justi de Arbosio, cum prioratu & omnibus decimis aliisque appenditiis suis, cum capellis de Changino & de Pupittino, de Meynuy & de Castettana; ecclesiam de Villeta, ecclesiam sancti Cyriaci, ecclesiam de Villanova, ecclesiam de Sigurosco; locum de Mutua cum appenditiis suis; ecclesiam de Marriniaco, cum prioratu; ecclesiam sancti Saturnini; ecclesiam Blettis, & ambas ecclesias de Rochetta cum capella de Barasiaco, ecclesiam sancti Lupicini, cum prioratu & villis adjacentibus, cum capellis & suis appenditiis, ecclesiam de Moyrimo cum villis & appenditiis ejus; ecclesiam de Chachitiaco; ecclesiam de Mayfois; ecclesiam de Annoys & de Domnopetro, cum prioratu & capella sancti Georgii, ecclesiam de Vallenante, cum prioratu & capella de Bornaco, ecclesiam de Ausiniaco, cum prioratu, ecclesiam de Vincens, ecclesiam sancti Albini de Annores.

Ad augmentum quoque imperialis gratiæ, & ad ſpem ſalutis noſtræ firmiorem, ſilvam quamdam, quæ dicitur Juris, in loco qui dicitur Condatiſcenſis, de termino bracicli aquæ, & lacum de Orba cum egreſſu & regreſſu, & in ipſa contra terminat niger mons, ſicut pendet aqua, & in ipſa continentia ubi aqua in foveam intrat uſque in Alpes & uſque in viam quæ venit per mediam Ferrariam, ſicut aqua currit, quæ vocatur Serona, uſque ad Brunnum Becus, & a Brunnum Becus uſque ad Salcimanam, & a Salcimana uſque ad Becus nocivum, & a Betus nocivum tertiam partem Eſcalon, & ſicut ab ipſa jam dicta Orba, partibus occidentalibus, venitur in calmibus, Merrenſes vocabulo, uſquequo veniatur ad planiciem parochiæ Sechondiacenſis, locos, cum ſacroſancto monaſterio beati Petri, apoſtolorum principis, ubi ipſe confeſſor Chriſti Eugendus corpore quieſcit, per hoc ſcriptum donamus, ut jam dictus Villelmus abbas, ejuſque ſucceſſores, & monachi ibi Deo ſervientes, & poſteri eorum, pro ipſo jure poſſideant. Providentes quoque imperio & poteſtate eccleſiæ decernimus, ut de regalibus eccleſiæ, ſancti Eugendi præfatus abbas & ſucceſſores ejus, nulli, non tantum nobis & ſucceſſoribus noſtris reſpondere teneantur.

Si vero tales cauſæ adverſus abbatem, vel congregationem ejuſdem monaſterii, vel adverſus homines & bona eorum exortæ fuerint, quæ ſine dampnoſo diſpendio rerum

& perſonarum, in terminis eorum non potuerint definiri, ad noſtram præſentiam, vel ſucceſſorum noſtrorum, deferantur, per juris rationem atque legem definitivam, recepturæ juſtitiam.

Ad hæc, pro remedio animæ noſtræ & prædeceſſorum ac ſucceſſorum noſtrorum, ſæpedicto monaſterio concedimus atque confirmamus, ut ſi ſervi ecleſiæ beati Eugendi mulieres ſibi conjugio conſociaverint, vel forte mulieres viros in matrimonium per deſponſationem ſibi copulaverint, in Equeſtrico comitatu, & in Gebennenſi epiſcopatu, liberam & firmam poteſtatem habeant conjugia & matrimonia ſua conficiendi, ſine impedimento & reclamatione. Indulgemus etiam ex multa benignitatis noſtræ clementia, prænominato abbati ſancti Eugendi & ſucceſſoribus ſuis, poteſtatem cudendi monetam ad formam & prætium, prout ecleſiæ ſuæ magis cognoverint expedire; ſtatuentes & imperiali auctoritate ſancientes, ut nullus archiepiſcopus vel epiſcopus, nullus dux, nullus comes, nullave poteſtas, nulla denique perſona, humilis vel alta, ſecularis vel ecleſiaſtica, hanc ipſam conceſſionis & confirmationis noſtræ paginam audeat violare, nec aliquibus injuriis ſeu dampnis præſumat eam attemptare. Quod qui fecerit, majeſtatis reus, centum libras auri puri, pro pœna componat, dimidium imperiali camerae,

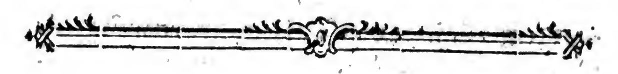
ræ, & reliquum ecleſiæ injuriam paſſæ, ſalva in his omnibus imperiali juſtitia. Hujus rei teſtes ſunt Gotefridus, patriarcha Aquilenſis, Conradus Moguntinus epiſcopus, Otto Bambergenſis epiſcopus, Bonifacius Novarienſis epiſcopus, Jonathas Concordienſis epiſcopus, Piſtor Vincentienſis epiſcopus, Conradus Lubecenſis electus; Rudulphus imperialis aulæ protonotarius, Ludeuvicus landgravius Thuringiæ, Conradus dux Spoleti, Conradus marchio Anchonitanus, Bertoldus Marchio de Andeſçh; comes Theobaldus de Lechsgemunde, comes Gerardus de Lon, Henricus mareſcalcus de Lutra, Rodulphus camerarius, Conradus caſtellanus de Norimberc, & alii quamplures: Quorum teſtimonio privilegium hoc conſcribi juſſimus, & majeſtatis noſtræ authentico ſigillo communiri.

Sigillum domini Frederici, Romanorum Imperatoris invictiſſimi.



Ego Gotefridus, imperalis aulæ cancellarius, vice Philippi Coloniensis archiepiscopi & Italiæ archicancellarii recognovi.

Acta sunt hæc anno dominicæ incarnationis M.C.LXXXVI. indict. III. Regnante domino Friderico, Romanorum imperatore gloriosissimo. Anno regni ejus XXXIII. imperii vero ejus XXX. Datum Vicentiæ XVI. kal. decemb. feliciter. Amen.



N°. V.

Diplôme (a) de l'Empereur Fréderic premier, en faveur d'Odon de Champagne. (b)

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS : FREDERICUS DIVINA FAVENTE CLEMENTIA ROMANORUM IMPERATOR AUGUSTUS. Si imperalis clementia . . . amplis dignos honoribus, & magnis ditandos beneficiis, quos fidei ſinceritas, honeſtas morum & invariabilis devotionis fervor, commendabiles reddit; Odo campanienſis digne meruit honorari, qui genere clariſſi- *An. 1166*

(*a*) Tiré de l'hiſtoire de Poligny, aux preuves, p. 323.

[*b*] M. Chevalier, loc. cit. page 325 & 326, rapporte encore deux diplômes donnés par l'Impératrice Beatrix elle-même, ſans le concours ni le conſentement de l'Empereur; l'un daté du 9 des kal. d'auguſte, de l'an 1181, ind. 14, & donné au temple auprès de Dôle, renferme une aſſociation avec les moines de Romainmoutier. Le ſecond, daté de S. Renobert, du 6 des nones d'octobre, de l'an 1183, indict. 11, contient une donation en faveur du monaſtere de Vaux, auprès de Poligny.

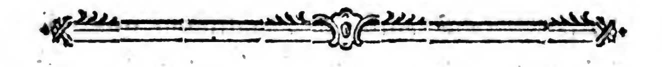
mus, noblissimæ consortis nostræ consanguineus, probitate & universa morum honestate conspicuus, tam meræ fidelitatis ac devotionis ardore nobis hactenus servivit, ut integritatem famæ suæ nulla nota pravitatis obnubilet, velut luculentam faciem virtutum alit enim honestatis nemo obfuscet. Ea propter omnium fidelium nostrorum in Burgundia tam futurorum quam præsentium noverit industria, quod nos cum dilectissima consorte nostra Beatrice, permittimus fidelissimum nostrum Odonem Campaniensem habere omni tempore vitæ suæ, Quingiacum, Lillam, Lombardum, & hæc omnia cum appenditiis suis, sicut comes Reynaldus in vita sua habere solebat. Hæc autem promissio talis est, quod nec ipse in vita sua, nec post mortem ejus, uxor ejus, nec filii legitimi, nec filiæ nomine feodi vel hæreditatis in his omnibus valeant reclamare, sed liberæ restituantur ad imperatorem & imperatricem, & liberos eorum. Prædictus vero Odo villam juxta Dolam, quæ dicitur Campus pagani, allodium suum, & quæcumque allodia acquiret in vita sua in imperio, dedit nobis & imperatrici & liberis nostris; & nomine feodi a nobis recepit, ut ipse in vita sua habeat & possideat, jure beneficiali sicut *portum* & *stanlinum*, quæ a nobis in beneficia habet; & post mortem ejus, legitimi filii ejus, & filiæ, tam allodia quam feoda no-

minata *portum* & *ſtanliie*, nomine feodi a nobis & imperatrice & filiis noſtris habeant & poſſideant. Si autem contigerit prædictum Odonem ſine legitimo filio vel filia ſuperſtite decedere, omnia allodia quæmodo habet, & ab hac hora in antea acquiſierit, imperio noſtro, & omnia feoda quæ habuerit de comitatu, ſpecialiter autem & nominatum portum & ſtanlin ad manus noſtras & imperatricis & filiorum & filiarum, libere, abſque omni reſtitutione tenenda...... Teſtes... Humbertus eccleſiæ Biſuntinæ electus, Arduicus Gebenenſis epicopus, Petrus Tullenſis epicopus, Hugo Cluniacenſis abbas, Guichardus theſaurarius Biſuntinus, Aimo capellanus; Mathæus dux Lotharingiæ, Ulricus dux Bohemiæ, Ludovicus comes de Phuretem, Ulricus de Huringem, Albericus comes de Diligem, Henricus comes de Naſſouva, comes Stephanus & frater ejus comes Gerardus, Galcherus de Salins, Ulido abbas, Gunrardus de Formunch, Petrus de Ceix, Amedeus comes montis Biligardis, Gisſebertus vice comes Veſulii, Richardus præpoſitus, Richardus & Vilelmus de Stauys, Girardus Stratimus, Germanus de Cicum, & Odolo Amalricus de Jux, Henricus de ſancto Quintino, & alii quam plures ....

Ego Henricus protonotarius vice Villelmi

Viennensis archiepiscopi, totius Burgundiæ archicancellarii recognovi.

Acta sunt hæc, anno Dominicæ incarnationis MCLXVI, indict. XIV. regnante Domino Frederico R. imp. glorioso, anno regni ejus XIV. imperii vero XII. Datum apud Dolam, super flumen Dubim, VII. Kal. augusti.



N°. VI.

Diplôme de Fréderic I, en faveur de l'église de Geneve. (a)

FREDERICUS, Dei gratia Romanorum imperator & ſemper Auguſtus, fidelibus ſuis, univerſo clero Gebennenſi & omnibus caſatis & militibus & burgenſibus atque civibus, & cæteris omnibus tam minoribus quam majoribus, ad epiſcopatum Gebennenſem pertinentibus, gratiam ſuam & omne bonum. Veniens ad noſtræ majeſtatis præſentiam dilectus noſter Ardutius, Gebennenſis epiſcopus, in generali curia noſtra, apud Pontem-laone, ubi fere omnes imperii noſtri principes convenerant, gravem quærimoniam nobis expoſuit, quod videlicet dux Bertoldus de Ceringe, & comes Gebennenſis Amedeus, epiſcopatum Gebennenſem, cui præeſſe dinoſcitur, violenter invaſerint, & regalia omnia injuſte ſibi abſtulerint. Epiſcopo igitur inſtante, & juſtitiam perpenſius a nobis poſtulante, a dilecto noſtro Henrico, An. 1162

[a] Tiré de l'hiſtoire de Geneve par Spon.

Wirzburgenſi epiſcopo, judicium quæſivimus, utrum conceſſio illa de regalibus Gebennenſis eccleſiæ, quam duci Bercholdo feceramus, ſtare poſſet vel deberet. Inde Wirzburgenſis epiſcopus, communicato cum archiepiſcopis & epiſcopis cæteriſque principibus conſilio, ſententiam cum laudamento & aſſenſu communi, in præſentia noſtra protulit, quod poſt primam inveſtituram factam in epiſcopum Gebennenſem, in aliam perſonam transfundi non liceret, & conceſſio duci facta nullatenus rata eſſe poſſet, quod juxta noſtram inquiſitionem ab omnibus approbatum eſt. Inde eſt quod ex judicio illam donationem, quam duci Bertholdo feceramus, penitus caſſavimus, & in irritum reduximus, & donationem quam epiſcopo Gebennenſi, & eccleſiæ ſuæ feceramus, imperiali auctoritate ita confirmamus, quod nullus habeat dominium in civitate Gebennenſi, niſi ſolus epiſcopus. Præterea, cum prædictus epiſcopus reſtitutionem in regalibus & in poſſeſſionibus eccleſiæ inſtantius poſtularet, dilectus conſanguineus noſter, Marchio Albertus de Saxonia, requiſitus a nobis de judicio reſtitutionis, hanc ſecundam ſententiam, aſſentientibus univerſis principibus, in medium promulgavit; quod præfatus epiſcopus, per mandatum noſtrum, in ipſis regalibus & in cæteris poſſeſſionibus eccleſiæ ſuæ in integrum deberet reſtitui, & dux Bertholdus, atque comes Gebennenſis, noſtra præ-

ceptione essent cœrcendi, quod deinceps de regalibus & de possessionibus Gebennensis ecclesiæ, nullo modo se intromitterent, & universa ablata ex integro resarcirent. Ea propter, hoc ordine judiciario rite completo, præfato duci & comiti Gebennensi, edicto imperiali præcipimus, quatenus infra terminum competentem universa ablata episcopo & ecclesiæ, cum omni integritate restituant, & de cætero episcopum vel ecclesiam inquietare atque molestare desistant. His igitur omnibus ordinabiliter ad finem perductis, dilectum & honorabilem principem nostrum Ardutium, venerabilem episcopum vestrum, ecclesiæ & universitati vestræ, cum plenitudine gratiæ nostræ & honoris sui remittimus, mandantes omnibus vobis, & sub obtentu gratiæ nostræ firmiter præcipientes, quatenus eum sicut dominum & episcopum vestrum, cum pleno honore benigne suscipiatis, dignamque reverentiam & debita servitia & de cætero impendere & exhibere studeatis. Adjicientesque jubemus, & nostra pragmatica constitutione sancimus, ne de cætero aliqua persona magna vel parva, secularis vel ecclesiastica, dilectum nostrum Ardutium, episcopum Gebennensem, in hac restitutione nostra, seu confirmatione, nec in regalibus, sive in possessionibus Gebennensis ecclesiæ inquietare, molestare, vel aliquo modo gravare præsumat. Si quis vero

contra hujus nostri præcepti paginam temere venire præsumpserit, mille libras auri pro pœna componat, medietatem fisco nostro, & medietatem præfato episcopo Gebennensi & ejus ecclesiæ, hujus autem nostræ constitutionis & confirmationis testes sunt &c.

Acta sunt hæc, anno Dominicæ incarnationis M. C. LXII, indictione X, regnante Domino Frederico, Romanorum imperatore victoriosissimo, anno regni ejus X. imperii vero VII. Datum in archiepiscopatu Bisuntino, apud Pontem-Laone, super Saonam, VI. idus septembris.





N°. VII.

Inféodation faite par l'abbé de S. Oyan à Jean, comte de Chalon, du mois de novembre 1266. (a)

NOS FRATER GUIDO, humilis abbas ſancti Eugendi, totusque ejusdem monaſterii conventus, notum facimus univerſis præſentes litteras inſpecturis, quod cum haberemus plures jures, ex conceſſione imperatorum, cum omni plenaria libertate & integritate, prout in præceptis & privilegiis ipſorum imperatorum ſuper hoc nobis conceſſis, continetur. Nos attendentes quod dictæ jures, ab imperatoribus nobis conceſſæ, melius poſſent per virum illuſtrem Dominum Joanem, comitem Burgundiæ, & Dominum Salinenſem habitari, tueri, & ad culturam redigi, quam per alium, nos ipſi comiti & hæredibus ſuis concedimus, in perpetuo feudo & caſamento, noſtras jures, infra terminos ſubſequentes, in præſenti cartula annotatos, contentas; videlicet, ſicut Orba exit a

[a] Tiré de l'hiſtoire des Sires de Salins, aux preuves, tome 1. p. 194.

lacu Quinconeys, & currit verſus lacum de Guarucis, & ſicut tenditur a dicto lacu Quinconeys, uſque ad Calmam ſiccam, & a Calma ſicca uſque ad Luſtrellos, & a Luſtrellis uſque ad Marenſes, & a Marenſibus uſque ad terminos de Muthua, & etiam noſtras jures inhabitatas, ultra jam dictos terminos, verſus Pontarlier, & verſus Jogne, pro ut continetur in præceptis & privilegiis ipſorum imperatorum ſuper hoc nobis indultis ab ipſis imperatoribus, & quidquid habebamus, vel habere debebamus, in prædictis locis jurenſibus, infra prænominatos terminos contentis, ſcilicet memoribus, pratis, terris, aquis & rebus aliis, excepto quod in terminis & infra terminos de Muthua continetur, ſunt autem termini prioratus de Muthua, a loco qui dicitur Croſey, uſque ad prioratum de Muthua, & ab ipſo prioratu uſque ad Berlans, & a Berlans in tranſverſo uſque ad montem de quo emanat fluvius qui vocatur Dubius, & etiam totam dependentiam ipſius montis, ſicut eſt in reſpectu apud prioratum de Muthua, alia vero prænominata loca jurenſia ſub tali conditione, prænominato comiti & heredibus ſuis, in perpetuo feudo & caſamento concedimus. Quod ſi per induſtriam ipſius habitata, & ad culturam reducta fuerint, nos habebimus integre in omnibus ædificiis, tam caſtris quam villis, etiam aliis ædificiis quæ inibi fient omnium proventuum medietatem, videlicet

furnis, molendinis, collectis, censis, banno, & justitia in pedagiis, si inibi instituerentur, & in omnibus aliis commodis, & proventibus quibuscumque, & dictus comes habebit aliam medietatem, excepto quod in decimis, & oblationibus, sepulturis & ecclesiarum patronibus, & in omnibus aliis quæ ad jus spirituale pertinent, prænominatus comes vel successores sui nihil habebunt; sed hæc omnia plene & integre in omnibus locis prænominati casamenti nos recipiemus & habebimus, & sciendum quod pro medietate proventuum, quam in dicto feudo & casamento habebit dictus comes, ipse tenebitur partem nostram contra omnes tueri, & in omnibus integram & illæsam servare. Adjectum est etiam, quod neque dictus comes, neque hæredes ipsius, qui dictum casamentum tenebit, illud vendere, permutare, alienare, alteri conferre, vel a manu sua deficere, seu per partes dividere potest: sciendum est etiam, quod nos majorem nostrum seu præpositum, vel castellanum in medietate nostra instituemus, qui prænominato comiti vel ejus mandato fidelitatem jurabit, & hoc faciet quilibet ipsorum, cum de novo fuerit institutus, comes quoque suum instituet in sua medietate, qui nobis vel mandato nostro fidelitatem jurabit, nec alter majorum seu præpositorum, vel castellanorum, sine reliquo poterit ponere legem, vel judicare, censam seu collectam facere, nec aliquid aliud fa-

cere, vel accipere, sed ambo simul facient & exercebunt ea quæ ad jurisdictionem pertinebunt, & etiam quæ ad utilitatem dominorum suorum, & habitatorum dicti casamenti noverint expedire. Promittit etiam nobis bona fide dictus comes, quod nec ipse, nec successores sui, homines terræ nostræ recipient, vel abergabunt in castris, villis, sive in aliis ædificiis quæ in dicto casamento fient, domino concedente, nec a terminis in præsenti carta nominatis, in ultra versus sanctum Eugendum, per se, vel per alium laborabit, vel ædificabit, vel usagium, vel jurisdictionem aliquam habebit, sicut nec habuit unquam. Item sciendum quod nos, de voluntate & expresso consensu nostro, & dicti comitis retinuimus quod homines nostri, libere & quiete, & sine omni inquietatione, possint in juribus, quæ in dicto casamento fuerint, omne usagium habere, & exercere, & omnia illa accipere & habere, quæ ad utilitatem & profectum eorum viderint expedire, exceptis campis, pratis, & pascuis. Si vero aliquis invenerit in terminis superius nominatis ancipitres, falcones, vel hujus modi grossas aves, tertia pars cedat inventori, & duæ partes comiti & abbati. Ne igitur ad hoc posset induci, sugestione malorum, ut a prædictis pactionibus, quod absit, dictus comes vel hæres suus resiliat ipsas pactiones integras & intemeratas, sæpe

dictus comes jurat fideliter attendere & servare, & ad hoc tuendum & faciendum & jurandum ipse comes, prout melius potest, se & successores suos in perpetuum obligat, & si forte (quod absit) pactiones prædictas dictus comes & successores sui in aliquo infringerent, nisi infra quadraginta dies, postquam a nobis vel mandato nostro essent requisiti, injuriam nobis factam emendarent, & ablata in integrum restituerent, archiepiscopus Bisuntinus, qui pro tempore ibi esset, sine juris solemnitate, & causæ cognitione, ad requisitionem nostram, personam dicti comitis vel hæredis ipsius, excommunicationi, & terram ipsius subjiciet interdicto. Quod quidem venerabilis pater archiepiscopus Bisuntinus, ad instantiam memorati comitis, pro se & successoribus suis nobis facere promittit. Ut igitur istud quod supra dictum est maneat inconcussum, nos prædictus abbas sancti Eugendi, & conventus ejusdem monasterii, presenti cartæ sigilla nostra duximus apponenda, in testimonium & munimen omnium præmissorum.

Actum & datum anno domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto, mense novembris.



N°. VIII.

Nouveau traité d'association passé entre Etienne de Villars, abbé de S. Oyan de Joux, & Jean de Chalon dit Arlay, du 12 auguste 1301 ; approuvé par l'archevêque de Lyon, le mercredi avant la nativité de la Ste. Vierge, de la même année. (a)

IN NOMINE DOMINI AMEN. Cum imbecillitas naturæ fragilis non permittat quod verborum prolationes per futurum memoriæ commendentur, ideoque præsentis facti seriem litterarum testimonio convenit roborari, ut prædicti facti memoria perpetuo habeatur.

Nos igitur frater Stephanus de Vilariis, humilis abbas sancti Eugendi Jurensis, Lugdunensis diocesis, totusque ejusdem loci conventus, notum facimus universis præsentes litteras inspecturis, quod cum frater Guido, bonæ memoriæ, quondam abbas monasterii supradicti; deliberatione habita,

[a] Tiré des archives de Chatelblanc,

diligenter

diligenter vocatis omnibus de conventu, circumſpectis undique utilitate & commodo monaſterii ſupradicti, dederit & conceſſerit, de ipſorum conſenſu, excellenti viro Joanni, quondam comiti Burgundiæ, & domino Salinenſi, & ſuis hæredibus, qui Joannes comes, a primævo juventutis ſuæ uſque ad claudimentum extremæ ſuæ diei, prædicti monaſterii extitit defenſor, ac etiam fulcimentum, in perpetuo feudo, ac etiam caſamento, jures infra terminos ſubſequentes, videlicet, ſicut Orba exit a lacu Quincenois & currit verſus lacum de Carmans, & a Braſcolis, ſicut pendet Niger mons, uſque ad lacum Quincenois, & ſicut tenditur a dicto lacu Quincenois, uſque ad Carmam ſiccam, & a Carma ſicca uſque ad Luſtrellos, & a Luſtrellis uſque ad Marenſes, & a Marenſibus uſque ad terminos de Mutua. Conceſſeritque prædictus abbas jures inhabitatas, ultra jam dictos terminos, ex parte ſuperiori, verſus Pontarlier & verſus Jogne; & prædicta vero conceſſa fuerunt, ſive data, ſub conditionibus quæ in littera donationis ſeu conceſſionis clarius exprimuntur. Nos attendentes, quod ſecundum illas conditiones, vir illuſtris dominus Joannes de Cabilone, dominus de Arlato, filius quondam prædicti comitis Burgundiæ, ad cujus jus & proprietatem omnia prædicta devenerunt ex ſucceſſione paterna, quas dictas jures conten-

H

tas infra terminos ſupradictos, ſine ſuo gravamine & ſumptibus maximis ad culturam redigere non valebat, & ex hoc ſequebatur monaſterii noſtri non modicum detrimentum.

Nos, iterum convocatis omnibus de conventu monaſterii prænominati, de conſenſu communiter habito, & ex propria voluntate cujuslibet, quolibet ipſorum in pleno capitulo ſingulariter requiſito, & nobis abbate ipſis ſuper hoc licentiam concedendo, prædictas pactiones ſeu conventiones, ut inferius exprimetur, volumus ſuper aliquibus articulis mitigare, commodum & utilitatem prædicti monaſterii & prædicti domini Joannis & hæredum ſuorum, hinc inde communiter attendendo, ex dicta mitigatione, ut jures jam dictæ inhabitabiles modernis temporibus, in futurum valeant redigi ad culturam, facientes de novo cum prædicto domino de Arlato & ſuis hæredibus, ut dictæ pactiones & conventiones ſancte prædicto comiti perpetuo legitime obſerventur, cum mitigatione ſeu mitigationibus inferius exprimendis. Conceſſione ſeu donatione igitur facta, per Guydonem abbatem & conventum ſuum, prædicto comiti Burgundiæ & domino Salinenſi, in ſuo robore duratura; nos de novo prædictam donationem ſeu conceſſionem prædicto domino Joanni, domino de Arlato, & ſuis hæredibus, innovamus, de

consensu omnium nostrorum monachorum, congregatorum in capitulo, ut superius est expressum, sub istis conditionibus & pactionibus hic insertis, mitigationem supradictam inferius declarando. Conditionum autem seu pactionum prima hæc est. Videlicet, quod si contingat prædictum dominum Joannem, aut hæredem suum, ad quem res prædictæ devenerunt jure hæreditario, infra prædictos terminos aliquod castrum vel castra seu dongionem ædificare vel construere suis expensis propriis, illud vel illa constructa jam vel construenda, sibi & suis proprie perpetuo remanebit, vel remanebunt, nulla nobis vel monasterio nostro parte aliqua remanente, hoc excepto, quod prædicta castra seu dongiones erunt de feudo monasterii supra dicti; burga aut villæ seu habitationes quæcumque quæ fient, & quæ jam factæ sunt, & omnes habitantes in eisdem, ac etiam in fortaliciis, qui tamen tenebuntur ad aliquod servitium persolvendum infra terminos prædictos, cum omnibus juribus, redditibus, proventibus & exitibus quibuscumque, ad nos & ad prædictum dominum Joannem & suos communiter pertinebunt, scilicet, ad nos per medietatem, & ad dictum dominum Joannem & suos, pro alia medietate, prærogativa aliqua sibi in istis eorum nemine vindicante; banna vero, placita, interdictiones, emendæ & permutationes pe-

cuniariæ aut reales, inter nos & dictum dominum Joannem & ſuos debent dividi per medium communiter, & partiri, nullo avantagio in iſtis ſimiliter faciendo, ſed æqualiter dividendo. Onus pugnæ ſanguinis, aut etiam corporalis, ad prædictum dominum Joannem & ſuos pertinebit ſolummodo, ita tamen quod ſuper omnibus his cognitio & examinatio ad præpoſitum noſtrum, ſeu præpoſitos, & ad præpoſitum ſeu præpoſitos dicti domini Joannis & ſuorum, ac etiam caſtellanum ſpectabit communiter, & ad iſta facienda unus alterum invitare teneatur, & uſque ad finem fideliter expectare, quia unus ſine reliquo ad exercendas cognitionem & examinationem, partem ſuam interponere non debebit; executio vero pœnæ corporalis cujuslibet per ipſum dominum Joannem & ſuos erit ſolummodo facienda; remanentia vero condemnati, mobilium & immobilium, æqualiter per medium dividatur; ſed ſi pœna corporalis in realem vel pecuniariam mutaretur, tunc medietas illius pœnæ mutatæ ſpectabit ad nos, & alia medietas ad dictum dominum Joannem & ſuos. Si vero aliquis fuerit captus pro ſuo forefacto, de quo ſit cognitum inter ſupradictos præpoſitos, quod ex ipſo facto debeat corporaliter condemnari, ante condemnationem ſeu poſt, unus præpoſitorum ſine reliquo partem eidem non valeat remittere, nec etiam pœnam

mutare, nisi consensus amborum præpositorum interveniat in prædictis. Licet autem decimæ quæ possent colligi & haberi infra terminos prænominatos, secundum tenorem litterarum concessarum prædicto Joanni, comiti Burgundiæ, ad nos & ad dictum monasterium integriter, sine partitione aliqua debeant pertinere. Quia tamen omnes plene solvebantur, ac etiam solventur maxime cum in domibus quibus ad voluntatem inhabitantium levarentur, & per potentiam prædicti domini Joannis & suorum solventur & plenius, quia in campis de cætero, de bladis omnibus levabuntur, ac etiam solventur decimæ annualium lanarum & rerum aliarum, ex quibus decima solvi debet secundum canon, qua instituta, prædictarum omnium decimarum, ex causis jam superius expressis, ad prædictum dominum Joannem & suos spectabit medietas & feodalis perpetuo remanebit; medietas vero altera prædictarum decimarum nobis & monasterio nostro perpetuo remanebit. Jura autem patronatus, oblationes, sepulturæ, eclesiarum præsentationes, & omnia quæcumque quæ ad jus sacerdotale pertinent, excepta medietate decimarum prædicto domino Joanni jam concessa, ad nos & ad nostrum monasterium perpetuo remanebunt. Si quis vero habitantium infra terminos supradictos & infra dicendos, picem colligere voluerit ad ven-

dendum, non nisi prædicto domino Joanni vel mandato suo & suorum vendere valeat. Quod si secus fecerit, pœna sexaginta solidorum mulctari valeat; quæ pœna inter nos & dictum Joannem & suos æqualiter dividatur. Pretium autem dictæ picis nigræ, pondus videlicet centum librarum, erit quinque solidorum, albæ vero quatuor solidorum. Quia vero locuti superius sumus de quadam mitigatione facienda, super quibusdam articulis contentis in antiqua littera, de qua superius est expressum, inspecta prædicta littera & præsenti, apparere poterit in quibus & in quo dicta mitigatio est complexa, & ad ipsam faciendam etiam causæ inductivæ. Nos igitur abbas & conventus prædicti, cognoscentes ex superius expressis, nobis & nostro monasterio in futurum utilitatem & commodum non modicum evenire per sollicitudinem, potentiam & juvamen illustris domini Joannis de Cabilone, domini de Arlato, attendentes insuper affectionem, quam prædictus dominus Joannes habet & habuit longo tempore, erga nos & monasterium supradictum, nos & dictum monasterium tuendo, juvando ac etiam defendendo, & quod oppressio aliorum magnatum circumstantium nobis & nostro monasterio, per ipsum dominum Joannem & suos, melius quam per aliquem alium poterit refrenari, volentes prædictum dominum Jo-

annem & ſuos hac de cauſa favore proſequi ampliori, ſibi & ſuis damus & concedimus in feudum & etiam caſamentum perpetuum, ſub conditionibus & conventionibus jam expreſſis ſuperius, jures noſtras, quæ infra tales terminos continentur, videlicet a fine terminorum qui termini declarant jures quæ datæ ſunt domino de Villario & ſuis hæredibus ſicut protenduntur in longum & in latum, verſus epiſcopatum Lauſannenſem, & verſus terram Allemanorum, item verſus Granvellum, a prato qui dicitur Deſyles Iliorum Deſalebbo, ſicut currit aqua quæ dicitur Leyma, deſcendendo uſque ad rivum qui dicitur Dombief, ſicut intrat dictus rivus de Dombief in dictam Leymam; item a dicto prato Desyles Iliorum Deſalebbo, ſicut protenditur in longitudine uſque ad montem qui dicitur de Morillon, & a dicto monte qui dicitur de Morillon uſque ad Lamboucieux ducente, & a dicto Amboucieux ſicut protenditur, uſque ad locum qui dicitur le Fournet, & a dicto Fournet, prout protenditur, uſque ad fontem unde oritur rivus de tranſmontanis, & a dicto fonte, ſicut rivus deſcendit, uſque ad rivum qui dicitur de Chays, ubi conjunguntur dicti rivi de Tranſmontanis & de Chays, & a dicto loco ubi conjunguntur dicti rivi, prout protenditur, uſque ad fontem ubi oritur dictus rivus de Chays. Verſus vero partes orientales, ſicut termini ſupe-

rius ſunt poſiti, dominus Joannes nec ejus hæredes non debent tranſgredi ipſos, verſus Granvellem. A prædicto vero prato Desyles iliorum deſalebbo, uſque ad ultimum terminum, videlicet uſque ad fontem de Chays, ſicut termini ibidem nominati in longitudine, & a dicto fonte de Chays protenditur latitudo dictæ donationis areſtæ montis qua dicitur mons de l'échine, deſuper Eſtivaz protendenda uſque ſuper domum converſorum de bono loco, ſicut declinatus illius montis deportat verſus terminos prædictos, & a prædicto loco deſuper domum converſorum ſicut protenditur uſque ad locum qui dicitur du Fournet, & a loco du Fournet. ſicut deſcendit aqua de Dombief, uſque ad la Layma; & licet proxime ſuperius mentionem fecerimus, quod nos ſub conditionibus jam expreſſis jures iſtas verſus Granvellem dicto domino Joanni & ſuis hæredibus dederimus, eſt tamen actum & in pactum deductum, quod in illis juribus de novo datis, verſus Granvellem non debet, nec poteſt fortaticium ſeu caſtrum conſtruere vel etiam ædificare. Termini vero contenti in prima littera patri ſuo data, & in donatione de novo facta, ſecundum quod eſt noſtræ intentionis teneri, in dictis litteris firmiter obſerventur, nec poteſt, nec debet dictus Joannes, nec aliquis hæredum ſuorum, homines noſtros juſticiarios, in aliqua parte

prædictorum locorum recipere, nec etiam retinere, nisi de nostra processerit voluntate. Si quis autem habitantium in locis omnibus superius nominatis, invenerit bondam nuceam, duobus præpositis in locis appositis debet dictam bondam exponere ad vendendum; si vero dicti præpositi pro justo prætio dictam bondam habere noluerint, tunc dictus inventor vendere ipsam poterit cuilibet, dum tamen pro minori prætio oblato a præpositis non dederit dictam bondam; si secus fecerit, pœnam sexaginta solidorum incurrat communiter dividendam. Expressis igitur omnibus conditionibus & articulis contentis in præsenti littera, volumus nos abbas & conventus, & nos Joannes de Cabilone, dominus de Arlatto, pro nobis & successoribus nostris, omnes clausulas, conditiones, sive articulos contentos in prima littera data patri nostro dicti Joannis, de quibus non fit mentio in his præsentibus, firmiter in suo robore perpetuo observari. Et quia partes omnium rerum prædictarum quæ contingent dictum dominum Joannem & hæredes suos, tam ex successione paterna quam ex donatione præsenti, sint & esse debent ex feudo nostro & monasterii supradicti. Si comes Burgundiæ prætendendo aliquam Burgundialem consuetudinem, vel aliqua alia de causa rationabili, posset & rationabiliter obtineret, quod dictus dominus Joannes,

dominus de Arlato, vel hæres ſuus, partem illam quæ continget ipſum dominum Joannem ex ſucceſſione paterna, ab ipſo comite teneret in feudum, & ſic comes Burgundiæ a nobis & monaſterio noſtro partem prædictam teneret, ex quadam conſequentia feodali; nihilominus prædictus dominus de Arlato, aut hæres ſuus, tam ex largitione ſeu donatione ſibi facta de rebus noſtris propriis, videlicet caſtrorum ſeu dongionum & jurisdictionis altæ, & medietatis omnium decimarum, quam pro præſenti & nova donatione, homo noſter & monaſterii noſtri remanebit. Et eſt actum inter nos, & expreſſe dictum, & dominum de Arlato, quod illæ partes, pro quibus idem dominus Joannes remanet & remanebit homo noſter & monaſterii prædicti, ad quemcunque hæredum ſuorum deveniant, immediate teneat, & ſemper in feudum a ſupradicto monaſterio, quia nunquam volumus quod fiat retro feudum de omnibus ſupradictis. Nos vero prædictus abbas & conventus, cognoſcentes omnia expreſſa ſuperius fore celebrata, atque facta in commodum & utilitatem noſtram, & monaſterii noſtri, ſicut jacent in præſenti littera, promittimus nos dictus abbas per noſtrum juramentum, ad ſancta Dei evangelia corporaliter præſtitum, & nos dictus conventus, bona fide & ſub voto religionis noſtræ, & nos prædictus Joannes de Cabi-

lone, dominus de Arlato, asserentes factum supradictum, videlicet donationes, concessiones seu associationes factas nobis & nostris hæredibus, in nostrum maximum commodum & honorem, promittimus per juramentum nostrum, ad sancta Dei evangelia corporaliter præstitum, pro nobis & nostris successoribus, una cum ipso domino abbate & conventu, & nos dictus abbas & conventus cum ipso domino Joanne, omnia expressa superius, generaliter dicta & singulariter nominata, manutenere, attendere & inviolabiliter perpetuo observare, neque contra prædictum statutum vel aliquid de prædicto veniemus nec consentiemus veniri ab aliquo expresse vel tacite, in judicio vel extra. Promittimus nos omnes, videlicet nos abbas & conventus, & Joannes prædictus, juramentis quibus supra, & sub obligatione omnium bonorum nostrorum, mobilium & immobilium, præsentium ac etiam futurorum. Si vero nos dictus abbas & conventus contra præmissa, vel aliquid de præmissis, veniremus vel aliquid attentaremus, volumus compelli per reverendum in Christo patrem, dominum archiepiscopum Lugdunensem, qui pro tempore fuerit, vel ejus officialem, ut in personam nostram dictum abbatem vel successorem nostrum, sententiam excommunicationis proferat & in officiarios monasterii prædicti & terram nostram totam, supponat dis-

tricto eclesiastico interdicto, usque quo de attentatis contra prædicta nos vel successores nostri venerimus totaliter ad emendationem ; & hæc volumus fieri monitione aliqua non præmissa. Nos vero prædictus Joannes, pro nobis & hæredibus nostris, volumus simili compulsione compelli, videlicet per excommunicationis sententiam in personam nostram & successorum nostrorum, & in totam terram per sententiam interdicti, per officialem curiæ Bisuntinæ, non præmissa aliqua monitione, si venerimus contra aliqua de præmissis, quo circa renunciamus in hoc facto, fide & obligatione quibus supra, nos prædictus abbas & conventus monasterii supra dicti, & nos prædictus Joannes de Cabilone, dominus de Arlatto, omni actioni & exceptioni doli mali, metus, & in statutum infeudationis ex causa non factis, juri dicenti : *bona sive res ecclesiasticæ denuo non posse, vel debere infeodari*; juri dicenti : *prælatum suæ ecclesiæ conditionem meliorem facere posse, deteriorem vero non*; omni etiam deceptioni, læsioni & circumventioni ; omnibus statutis juris & regulæ monasticæ; omni ingratitudini & inofficiosæ donationi ; juri dicenti : *donationem excedentem quingentos aureos sine insinuatione non valere*; beneficio authenticæ, omnibus litteris, gratiis, privilegiis a sede apostolica, vel quo-

cunque alio in majori vel minori forma impetratis ad præsens, vel impetrandis in futurum; juri dicenti, *nullum sine culpa debere puniri seu etiam condemnari*; juri dicenti: *super incerto vel ad futura obligantem in nullo esse obligatum*; juri dicenti: *sententiam latam parte legitime non citata, vel monita sine gravamine, debere revocari & ipsam sententiam non valere*; omnique auxilio & beneficio juris canonici & civilis competenti, ad præsens vel in futurum competituro, ad veniendum contra prædicta vel aliquid de prædictis; & juri dicenti: *generalem renunciationem non valere, nisi præcesserit specialis.* Volentes nos omnes superius nominati, quod omnia & singula contenta in præsenti instrumento, executioni pro vera sententia, si necesse fuerit, deducantur, & venire volenti seu volentibus contra, in toto vel in parte ubique audientia penitus denegetur. In cujus rei testimonium nos præfati abbas & conventus, & nos dictus Joannes de Cabilone, dominus de Arlatto, sigillorum nostrum communione præsentes litteras roboramus & per appositionem & aspectum sigillorum nostrorum, rogamus reverendum in Christo patrem Ludovicum, divina providentia electum archiepiscopum Lugdunensem, ut sigillum suum; & virum venerabilem, officialem curiæ Bisuntinæ sede vacante, per Guydonem de Rupe

clericum notarium curiæ prædictæ juratum, ut ſigillum ejusdem curiæ apponant præſentibus, in teſtimonium veritatis.

Et nos Ludovicus, electus archiepiſcopus Lugdunenſis eccleſiæ, quia nobis conſtat de facto per appoſitionem prædictorum ſigillorum, dictum factum roborantes ac etiam confirmantes, requiſiti inſuper ſpecialiter per dictum abbatem, ſigillum noſtrum, & nos officialis curiæ Biſuntinæ, ſede vacante, ad relationem prædicti Guydonis de Rupe, clerici notarii curiæ noſtræ Biſuntinæ jurati, mandato noſtro ad hoc ſpecialiter a nobis deſtinati, cui quantum ad hoc vires noſtras, commiſimus & committimus in hac parte, & fidem ſuper hoc adhibemus pleniorem, qui nobis retulit prædicta coram ipſo ita fore acta, & ab ipſis abbate & conventu ſuper hoc congregatis, in pleno capitulo vocatis, & etiam ab ipſo domino Joanne, tandem ſuper his recepiſſe, juramentis ipſorum abbatis & Domini Joannis intervenientibus, ſigillum curiæ Biſuntinæ præſentibus duximus apponendum in teſtimonium præmiſſorum. Datum & actum ſecundo idus auguſti, anno domini milleſimo trecenteſimo primo. Sic ſignatum. *G. de Rupe.*

Sequitur tenor confirmationis de verbo ad verbum. Nos Ludovicus, miſeratione divina ex proviſione ſedis apoſtolicæ, archiepiſcopus Lugdunenſis eccleſiæ electus, notum facimus univerſis præſentes litteras inſpecturis, quod facta diligenter inquiſitione ſuper omnibus & ſingulis, quæ in littera hic annexa continentur, quia nobis conſtat utilitatem monaſterii ſancti Eugendi Jurenſis fieri in omnibus & ſingulis quæ in eadem littera continentur, & quia etiam nobis conſtat quod loca contenta in ipſa littera, ſuper quibus contrahitur ſocietas, communicatio & aſſociatio inter religioſos viros abbatem & conventum ſancti Eugendi Jurenſis, ex una parte, & illuſtrem virum dominum Joannem de Cabilone ex altera, ſint & fuerint hactenus etiam inutilia monaſterio ſupra dicto, adeo ut res illas penitus inutiles reputemus, & nunquam detenta ſeu poſſeſſa dicantur fuiſſe a dicto monaſterio illa loca, & ita inquiſitione ſuper hoc facta, credimus verum eſſe, nec eſt aliqua ſpes quod poſſint aliquatenus in poſterum haberi, poſſideri ſeu detineri ab eodem monaſterio, niſi mediantibus pactionibus & conventionibus in dicta littera contentis, nec etiam aliquod commodum dicto monaſterio evenire, niſi per modum prædic.

tum, de quibus certificati fuimus, ne dum per abbatem & conventum prædictos, sed etiam per alios viros idoneos & fideles, nos, prædictis consideratis, omnia prædicta & singula in prædicta littera contenta, ratificamus & etiam confirmamus ad preces & requisitionem ipsius abbatis & conventus prædictorum; præcipue cum dictum monasterium superius remaneat in eisdem, nec in aliquo submittatur, cum de ejus feudo sint dicta loca & esse debeant in futurum. Si quæ tamen inserta sint in dictis conventionibus, contra tenorem seu mentem novæ constitutionis domini Gregorii decimi, vel alterius cujuscunque Romani pontificis, illis nullatenus consentimus.

Datum, cum appositione sigilli nostri, anno domini millesimo trecentesimo primo, die mercurii ante festum nativitatis beatæ Mariæ Virginis.

In cujus visionis testimonium nos notarii prædicti præsentes litteras dedimus signis nostris manualibus, collatione antea per nos facta, cum dictis litteris originalibus, signavimus transumptatas, ad requestam illustris & potentis principis domini Ludovici de Cabilone, principis Auraricæ, & domini de Arlatto.

Datum

Datum ſub ſigno curiæ Biſuntinæ, die quinta menſis martii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo vigeſimo octavo.

Sic ſignatum. per cop. J. BENOIT.





N°. IX.

Franchises du bourg de Chatel-blanc, accordées par le comte de Chalon, le 2. mai 1303.

NOS JOANNES DE CABILONE DOMINUS DE ARLATO, notum facimus universis præsentes litteras inspecturis, quod nos, de bonorum consilio evidenti, & considerata utilitate nostra & totius terræ nostræ, constituimus & ordonavimus libertatem, statuta & conditiones burgi de Chatel-blanc & habitantium in eodem.

In primis volumus & constituimus quod homo qui in burgo de Chatel-blanc mansionem elegerit, sine calumnia vel reclamatione alterius domini, & per tres annos ibidem manserit pacifice & quiete, si quis, post decursum prædicti temporis, veniens reclamaverit esse suum, non tenetur talis de suo corpore, aut de rebus suis mobilibus, ulterius ali-

(*a*) Tiré des archives de Chatel-blanc.

tui respondere. Item, quidquid acquiret burgensis dicti loci, aut habebit, potest donare, vendere, permutare, cui voluerit, rebus illic duntaxat immobilibus exceptis quas habebit aut acquisierit infra limites dicti burgi, de quibus immobilibus nihil potest dare, vendere, alienare nisi hominibus dicti domini de Chatel-banc, vel tali qui voluerit esse burgensem burgi superius nominati.

Item, si quis a dicto burgo recedere voluerit, & causa morandi alibi se transferre, libere potest hoc facere, dominus vero & burgenses eumdem debent conducere, si necesse fuerit, per unum diem & noctem.

Item, si moritur burgensis sine hærede vel intestatus, dominus debet deponere res ejus penes duos probos viros burgenses; & illa bona defuncti debent illic per annum & diem fideliter custodiri. Quod si hæres legitimus infra annum & diem appareat, bona defuncti debet habere, & solvere defuncti debita, & ea quæ pro remedio animæ suæ concessa fuerint vel impensa; & si hæres legitimus non venerit infra terminum præfixum, dominus debet consilio burgensium ecclesiæ suæ facere eleemosinam competentem, & ea facere quæ faceret verus hæres; si quid autem sit de residuo, illud residuum domini debet esse.

Item, de mercatore peregrino aut viatore hoc idem debet esse, & etiam statutum est

ſi in burgo deceſſerit, memorato hoc addito; quod ſi hæres talium venerit, non erit burgenſis niſi velit.

Item, forum eſt in burgo ſtatutum ſemel in hebdomade, videlicet die martis, ſecundum conſuetudinem fori Nozeroy.

Fractor fori ſexaginta ſolidos debet domino.

Si quis dictum forum fregerit aut violaverit, dominus & burgenſes debent injuriam proſequi, ad emendam tam ſibi quam burgenſibus faciendam.

Item, qui ſubticet ventas, aut retinet, aut cum ipſis recedit, ſexaginta ſolidos domino debet, & ſi eadem die ſolverit, immunis erit penitus ab emenda.

Item, qui percutit aliquem malicioſe pugno vel palma, ſi inde fiat quærimonia, tres ſolidos domino debet.

Aut cum quis extraxerit cultellum, enſem, gladium vel lanceam, cauſa percutiendi aliquem, domino ſexaginta ſolidos debet.

Item, qui lapidem contra aliquem malicioſe jactaverit, ita quod ictus appareat in terra, vel in pariete, debet ſexaginta ſolidos.

Item, qui trahit aliquem malitioſe ambabus manibus per capillos, debet decem ſolidos.

Item, qui ſanguinem alicui malitioſe fecerit, ita quod ſanguis appareat, debet ſexaginta ſolidos, excepto ſanguine foraminis vel ulceris.

Item, qui rumpit domum burgenſium, aut intrat violenter, debet ſexaginta ſolidos.

Item, in omnibus maleficiis debet fieri emenda competens paſſis injuriam, arbitrio judicantis.

Item, ſi quis injuriam fecerit de eadem facta quærimonia, niſi fuerit de groſſis maleficiis, utpote de furto & homicidio, de rapina, de proditione, vel cum ſimilibus, debet tres ſolidos.

Prædicta vero groſſa maleficia, & injuriæ provenientes ex eis, ſecundum qualitatem & quantitatem maleficii, emendæ judicantis arbitrio judicantur.

Item dominus, ſi voluerit, poteſt facere ſibi præſentari omnes menſuras tam vini quam bladi.

Item, qui ad falſam menſuram vendit, debet ſexaginta ſolidos.

Item, qui duas menſuras habet, unam magnam & aliam parvam, & probatum fuerit eum cum magna emere & vendere cum parva, in miſericordia domini remanet.

Item, qui inventus fuerit in mœcatione, braccis tractis, & probatus fuerit per duos teſtes qui non ſint de familia domini, debet domino ſexaginta ſolidos.

Item, qui debitum creditori negaverit, probato debito, tres ſolidos debet.

Item, ſi dominus chevauchiam vel exercitum habuerit, burgenſes cum domino debent ſervire per unam diem & noctem, propriis expenſis, ulterius autem expenſis domini.

Item, emtor vadii non poteſt habere ſocium in emendo, niſi vadium excedat valorem viginti librarum; emptor vero qui ſocium habuerit in emptione vadii, tres ſolidos domino debebit, & ſimiliter quilibet ſociorum.

Præterea nullus in die fori debet extra terminos dicti fori vendere vel emere res aliunde venientes, nec per totam diem dicti fori aliquis debet aliquem infra terminos dicti burgi vadiare; ſi quis contra hoc fecerit tres ſolidos debebit.

Aula fori & ejus redditus ſunt domini.

Item, dominus debet habere credentiam in dicto burgo, per dies quadraginta, etſi pignus dederit; dominus vero, facta credentia quod plus tertiæ partis valeat, per unum annum & diem debet pignus domini cuſtodiri, ita tamen quod hoſpes nihil amittat, ſi vero, poſt credentiam dictorum dierum, dominus debitum non ſolverit, poteſt creditor debitum petere, & ſi pignus pro debito tradiderit, poteſt detrahere pro libito voluntatis, & hoc tantum intelligitur pro debito facto pro propriis expenſis domini in loco exiſtentis.

Sciendum eſt autem quod burgenſes dicti loci, & omnes in dicto loco habitantes, aut infra terminos libertatis, ſunt liberi & immunes ab omni collecta, prætia, & ab omni corvea & exactione, & ab omni alia mala conſuetudine, hoc tantum excepto, quod ſi dominus contingerit filiam ſuam maritare, aut

dotare, aut pergrinationem Hierosolimos facere; vel terram prætio mille librarum emere, dicti burgenses tenentur domino subvenire, & propter hoc quilibet burgensis, de omnibus mobilibus suis, pro qualibet libra duodecim denarios pro domini subventione solvet.

Item, burgenses in dicto loco habitantes de ventis nihil solvere tenentur.

Dominus autem dicti loci debet in clausula murorum & fossatis firmatum reddere, & manutenere dictum burgum.

Tempore vero guerræ & justi terroris, burgenses debent cubiare suum burgum; dominus similiter suum castrum, ita quod pro excubatione seu custodia dicti castri burgenses nullatenus aliquid solvere tenentur.

Item, dominus debet habere bannum in dicto burgo, per mensem augusti, ita quod nullus ex burgensibus vel aliquis alius in dicto burgo vel infra terminos libertatis, vendere vinum audeat, sine domini licentia & voluntate, & qui contra hoc fecerit sexaginta solidos debet domino.

Cum vero dominus de loco declinaverit prædicto, vel ejus nuntius omnia suis & sibi necessaria debet emere, nulla coactione vel violentia burgensibus vel ibidem habitantibus irrogata.

Si quis vero de burgensibus captus fuerit, vel etiam arrestatus pro debito vel pro fac-

to domini, dominus debet burgensem petere & res ejus, & personam cum expensis propriis liberare.

Et est sciendum quod termini sive limites dicti burgi durant undique extra burgum, a dicto burgo, tantum quantum durant & excedunt se, in latitudine & longitudine, termini seu limites burgi de Nozeroy.

Nos vero supradictus Joannes de Cabilone, dominus de Arlato, promittimus & promisimus per juramentum nostrum, ad sancta Dei evangelia corporaliter præstitum, omnia & singula, ut superius sunt expressa, firmiter tenere, involabiliter observare, & nunquam contravenire, in toto vel in parte; per nos vel per alium, nec alicui contravenienti consentire, ad præsens & in futurum. In cujus rei testimonium veritatis sigillum nostrum his præsentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo trecentesimo tertio, in crastino festi beatorum Apostolorum Philippi & Jacobi, secunda die mensis martii.





N°. X.

Franchises accordées au bourg de Chatel-blanc, par l'abbé de S. Oyan, le 26 juin 1351. (a)

Nos frater Guillelmus, Dei & apostolicæ sedis gratia, abbatus humilis monasterii sancti Eugendi Jurensis, ordinis sancti Benedicti, Lugdunensis diœcesis, notum facimus universis præsentes litteras inspecturis, quod cum locus seu villa nostra Castri albi, Bisuntinæ diœcesis, sit fere destructa propter pestem mortiferam, taliter quod habitantes se ad aliena loca transferre cupientes, ob hoc & eorum inopiam, nisi eis aliqualem gratiam libertatis & franchisæ impertiremur, super quibus habito maturo & prudenti consilio, ipsis compatientes in nutu pietatis & misericordiæ, nostris & habitantibus Castri albi, ad finem quod locus seu villa non remaneat desolata, eisdem & eorum hæredibus & successoribus damus & concedimus, pro

[a] Tiré des archives de Chatel-blanc.

nobis & successoribus nostris, in perpetuam franchisam & libertatem infra scriptam, & statutam per conditiones.

Inprimis volumus & constituimus, quod homo qui in burgo nostro prædicto de Chatel-blanc mansionem suam elegerit, sine calumnia & reclamatione &c. *Tous les autres articles sont entierement conformes à la charte de Jean de Chalon jusqu'à ceux-ci.*

Sciendum est autem quod burgenses dicti loci, & omnes in dicto loco habitantes, aut infra terminos, sint liberi & immunes ab omni collecta, corvea, exactione, & ab omni alia mala consuetudine; hoc tamen excepto, quod in jocundo adventu abbatis, vel pro eundo ad dominum Papam, seu ad curiam Romanam, vel pro emendo seu redimendo terram prætio mille librarum, dicti burgenses tenentur domino subvenire, & propter hoc quilibet burgensis de omnibus mobilibus suis, pro qualibet libra, duodecim denarios pro Domini subventione solvet. *Ce qui suit est encore conforme à la dite charte jusqu'à ces termes.*

Nos vero supra dictus abbas promittimus bona fide, pro nobis & nostris successoribus, omnia universa & singula, ut superius sunt expressa, firmiter tenere & inviolabiliter observare, & nunquam contra venire, in toto vel in parte, per nos vel per alium, nec alicui contra venienti consentire in futurum, in cujus testi-

monium ſigillum noſtrum his præſentibus litteris duximus apponendum. Datum octava die menſis maii, anno Domini milleſimo trecenteſimo quinquageſimo primo.

Nos frater Guido Foreſta, humilis prior clauſtralis monaſterii S. Eugendi Jurenſis, Lugdunenſis diœceſis, totuſque ejusdem loci conventus, notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quod nos voce unanimi & conſenſu concordes, domini noſtri Guillelmi de Belloreſpectu, abbatis noſtri ſancti Eugendi prædicti, litteras viderimus, quibus annexa hæc eſt cedula, & omnia ſingula in eis contenta rata, grata, firmaque habemus, & ipſas, in quantum melius poſſumus, conſentimus. In cujus rei teſtimonium & munimentum, ſigillum noſtrum dicti conventus præſentibus litteris duximus apponendum. Datum in capitulo noſtro, ad ſonum campanæ, more ſolito congregato, die vigeſima ſexta menſis junii, anno Domini milleſimo trecenteſimo quinquageſimo primo.





No. XI.

Franchises des habitans qui composoient dans le quatorzieme siecle la châtellenie de Chatel-blanc, ancienne traduction, du 18 *mai* 1364. (a)

NOUS HUGUES DE CHALON, SIRE D'ARLAY; faisons savoir à tous par les présentes lettres, que nous regardants & considérants que par la grande mortalité, par laquelle plusieurs de nos hommes & femmes de la Chaux-neuve, de la Chaux-Choulet, & des autres lieux des appartenances du Chatel-blanc, sont été morts, lesquels lieux & habitans sont de serve condition, de la morte main, puis les lieux qui sont divers & pervers, nul ne s'y vouloit habiter, mais de jour en jour se désabitoient, pourquoi, pour ces lieux faire habiter & multiplier, par la grande délibération sur ce eue par notre grand conseil, nous, pour nous & nos hoirs,

[*a*] Tiré d'un ancien manuscrit conservé à la Chaux-Choulet.

ou ceux qui cause ont ou auront de nous, de présent pour le tems avenir, lad. morte-main avons ôté, quitté & remis perpétuellement à nos hommes & femmes demeurans & residens esd. lieux au présent, & à ceux qui pour le tems avenir y demeureront & résideront, pour eux & leurs hoirs, & voulons que celui qui esdits lieux ou en aucuns d'iceux demeuroit, succedoit & héritoit; le plus prochain du lignage de ceux ou de celui qui mourra, en tous les biens & héritages présens & avenir, en quelques lieux qu'ils soient, & qui demeureront de ceux ou de celui qui mourra de nos dits hommes ou femmes, en quelque lieu il meure, & ainsi comme en lieu non main-mortable doit succeder un hoirs à l'autre, sans que nous, nos hoirs ou ceux qui cause ont ou auront de nous, puissent demander ne questionner aucune chose esdits biens meubles, ne héritages demeurés de celui ou de ceux qui morts seroient, par cause de morte-main; & aussi voulons & octroyons que tous les dits habitans, présens & avenir esdits lieux, ou en aucuns d'iceux, puissent tester, ordonner, donner tant par lettres que seur lettres, de tous ses biens meubles & héritages à nos hommes & femmes de la condition qui est ou sera celui qui tester & ordonner voudra, ou à celui qui de la dite condition être voudra, & esdits lieux ou en aucuns d'iceux demeurer voudra, pour être

notre homme & femme, de la dite condition, & pour ce, nous avons reçu desdits habitans, qui nous ont donné pour une fois quarante florins de Florence, desquels nous nous tenons pour bien payés, promettant en bonne foi, par notre serment donné sur les S. Evangiles, pour nous, nos hoirs, & ceux qui cause ont ou auront de nous, la dite quittance, remission & toute la teneur de ces présentes, en tout & partout à nos dits hommes & habitans esdits lieux, ou en aucuns d'iceux, à leurs hoirs, & à ceux qui y viendront pour y demeurer & habiter, tenir fermement & non contrevenir en aucune maniere, par nous & nos hoirs, ne consentir aucuns contrevenir; toutes exceptions, allégations de fait, de droit écrit & non écrit, canon & civil, us, coutumes, aides, deffences, arriere-mises & renoncées, qui à nous ou nos hoirs, ou à ceux qui cause ont ou auront de nous, pourroient aider à ce fait annuller, & que l'on pouroit dire ou proposer contre ces lettres, ou contre aucune chose contenue d'iceux. En témoignage de vérité nous avons baillé ces dites nos lettres à nos dits hommes, faites & données, scellées de notre grand scel, le dix huictieme jour du mois de mai, l'an notre seigneur mil trois cent soixante & quatre. Les dites lettres sont scellées du scel de mondit seigneur, armoriées de ses armes en cire rouge & double queue pendante.

SUITE



Suite du N°. XI.

Franchises accordées aux mêmes habitans par l'abbé de S. Oyan, le 27 mai 1384.

NOUS FRERE GUILLAUME, par la grace de Dieu, humble abbé du monastere de S. Oyan de Joux, savoir faisons à tous par les présentes lettres, que nous, regardant & considérant que par la grande mortalité par laquelle plusieurs de nos hommes & femmes de la Chaux-neuve, Chaux-choulet, & des autres lieux des appartenances du Chatel-blanc sont eu morts, lesquels lieux & les habitans sont de serve condition & de main morte, & pour icelle condition de la morte-main, pour les lieux qui sont en divers & pauvre pays, nul ne s'y vouloit habiter, mais de jour en jour se deshabitait, pourquoi pour ces lieux faire habiter & multiplier, par la grande délibération sur ce eue par notre grand conseil, nous, pour nous & nos successeurs, ladite main-morte avons ôté, quitté & remis perpétuellement à nos hommes & femmes, demeurans & résidens esd.

témoignage de vérité, nous avons baillé ces présentes lettres à nosd. hommes; faites, données & scellées en notre dit monastere, le vingt-septieme jour du mois de mai, l'an de notre Seigneur courant mil trois cent quatre-vingt-quatre. Lesd. lettres originales sont scellées du scel dudit abbé, en cire verte & simple queue pendante.





N°. XII.

Charte portant remise de taille, & concession de franchises en faveur de tous les paroissiens de Lonchaumois, du mois de janvier 1301. (a)

NOS MAGISTER ANDREAS BAUDUYNI, officialis Lugdunensis, notum facimus universis præsentes litteras inspecturis &c. Coram mandato nostro, videlicet domino Petro Bocheti, curato sancti salvatoris, curiæ nostræ Lugdunensis jurato, a nobis ad hoc specialiter deputato, personaliter constitutus reverendus in Christo Stephanus de Villars, Dei gratia humilis abbas sancti Eugendi Jurensis, totusque ejusdem loci conventus, confitentur & publice recognoscunt, quod omnes & singuli talliabiles parochiæ de Longo Camelo ten erentur prædicto monasterio ad solutionem annuam quorumdam servitiorum, quæ vul-

(a) Tiré sur l'original produit au parlement de Besançon.

gariter dicuntur, Charreins, Marechafcins, & Jarbes, & Avenya, en deniers & hublis, & alteri menu-fervitii, quod debebantur annuatim in monafterio abbatis & conventus, ab hominibus fupra dictis; prætereaque dictus Myripes teneatur dicto abbati & conventui annuatim, in quinque denariis & obolo, Hugo dictus Grognier in tribus denariis & obolo, & quadam picta Genevenfibus, Perronetus Decampis in duobus denariis Genevenfibus, Romanetus de Diffet & fui fecum in quatuor denariis Genevenfibus, Humbertus Tonerii & fui fecum in quinque denariis Genevenfibus, & hæc in fervitio de quinque fterlinciis, Floreftufque cum fuis in tribus bichetis avenæ, ac Perronetus dictus de Media villa in dimidio feftario avenæ, & hæc filius Vencentii quondam de Peroufa, nomine Marechaciatum, Richertus Bochardi & fecum fui in dimidio feftario avenæ, & hoc Perreto filio quondam Joannis de Serger, occafione Marefchaciaci, ac etiam dictus Bofchoux in tribus denariis & obolo Genevenfibus, & dimidio feftario avenæ pro terra fua de Orzeres, & prædicta omnia illa fervitia levari non poterant fine magno ftudio & maximo impedimento & labore dictorum hominum, propter fui tenuitatem & minuitatem, cum ad folutionem unius denarii, unus, decem aut vigenti homines tenerentur, & quatuor aut quinque

ad ſolutionem unius omnium ; Conſiderantes dictus abbas & conventus quod in levatione talliarum ſuarum prædictorum hominum ſuorum prædictæ parochiæ, valor prædictorum ſervitiorum poterat implicare, cunctis vero concurrentibus, prædictus abbas & conventus coram prædicto noſtro jurato, prædictos homines & eorum hæredes a ſolutione omnium prædictorum ſervitiorum, tam bladorum, quam denariorum, gerbarum, fœnorum & avenarum, francos, *immunes*, *quietos*, *& liberos ex nunc faciunt*, *conſtituunt* & volunt perpetuo permanere, nihilque in illis ſervitiis directe ulterius retinendo ; & quia ex prædictis ſervitiis quædam debebantur quibuſdam officialibus dicti monaſterii, quædam perſonis aliis, dictus abbas & conventus promittunt bona fide, & ſub voto relligionis ſuæ, reddere & reſervare prædictis officialibus, & aliis quibus debebantur tantumdem de reditibus dicti abbatis, ad ſuam primam menſam ſpectantibus, quantum important ſervitia ſupradicta, & *ſciendum quod hæc libertas conceſſa fuit prædictis hominibus* & eorum hæredibus, anno domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo octavo, ſicut abbas & conventus prædicti nobis per prædictum juratum noſtrum veraciter intimarunt, & quod in cætero temporum prædicti homines *pro hujuſmodi libertate* dicto abbati & conventui trecentas libras bonorum Vien-

nensium in Exhonatricem debitorum dicti monasterii, tradiderunt, & solverunt in pecunia numerata; ex qua littera confecta super hoc, tempore supra dicto, est totaliter abolita, ideo dicti abbas & conventus dictis hominibus & eorum hæredibus, coram dicto jurato *nostro*, *præmissam libertatem*, præsentibus innovarunt, pro qua novatione prædicti homines ex sua liberalitate dederunt dicto abbati & conventui sexaginta libras bonorum Viennensum, in Exhonatricem debitorum suorum plenarie persolutas, eorum *libertatem & franchisam* sic factam prædictis hominibus & eorum hæredibus promittunt dictus abbas & conventus, bona fide, & sub voto religionis suæ, pro se & suis successoribus, manu tenere, garentire & inviolabiliter, perpetuo observare, & contra in aliquo non venient, nec aliquem venire de cætero sustinebunt, quia prædictam *libertatem & franchisam* in prædictum monasterium suum minime fieri confitentur. Volentes porro nos, & successores nostros compelli censura ecclesiastica ad observationem omnium præmissorum, asserentes prædicti abbas & conventus, coram dicto jurato nostro, se nequaquam decipi, nec lædi in præmissis, & quod plene receperunt summas pecuniarias supradictas, & quod nullo beneficio seu privilegio a sede Apostolica impetrato vel impetrando, non-

juvabunt ſe contra prædictos homines, in revocando prædictam libertatem ſeu franchiſam, in toto vel in parte, promittunt promiſſionibus quibus ſupra, renunciant memorati abbas & conventus, coram præmiſſo jurato noſtro, juri proclamanti & dicenti : *prælatum conditionem eccleſiæ ſuæ meliorem facere poſſe, deteriorem vero nequaquam* ; omnique juri canonico & civili, & potiſſime juri dicenti : *generalem renunciationem non valere niſi præceſſerit ſpecialis.* In cujus rei teſtimonium, ad preces & requiſitionem dictorum abbatis & conventus nobis oblatas pro ipſis per juratum noſtrum ſupradictum, cui ſuper hoc fidem plenariam adhibemus, ſigillo noſtro præſentes litteras ſigillamus. Et nos dicti abbas & conventus ſigilla noſtra una cum ſigillo dicti domini officialis, præſentibus duximus apponenda. Et ego dictus juratus præſentem litteram expedivi, cum hoc ſigno, monaſterio, anno domini milleſimo trecenteſimo primo, menſe januarii.





N°. XIII.

Vente du territoire faite aux habitans de Lonchaumois, par l'abbé de S. Oyan, du 27 février 1390. (*a*)

NOS FRATER GUILLELMUS DE BALMA, decretorum doctor, Dei & Apostolicæ sedis gratia humilis abbas monasterii sancti Eugendi Jurensis, ordinis sancti Benedicti, Lugdunensis diœcesis, Notum facimus universis præsentes litteras inspecturis. Et cum terræ infra scriptæ ad nos pertineant, quæ nunc sunt desertæ & ruinosæ, & tales quod de ipsis terris nullum nobis profertur prosignum, propter magnam excrescentiam nemorum in eisdem terris excrescentium. Considerantes quod bonum est & utile, ea quæ totaliter sunt ruinosa & nullius valoris ad culturam reducere, etiam pro augmentatione decimarum nostrarum. Attendentes & considerantes quod homines & habitatores villarum nostrarum de Longo-camelo & de

(*a*) Tiré sur l'original produit au parlement de Besançon.

Orceria non habent unde ſuas neceſſitates poſſint bono modo ſupportare; niſi medi-antibus exaſtagiis & ea quæ ſunt inculta explanando pro cultu terræ faciendo; & cum ipſæ infra ſcriptæ remanſerint incultæ a tempore magnæ mortis, & triginta annis citra ſalvos plurium, volentes eas ad cultum reddi ad augmentationem dictarum noſtrarum decimarum, & ad ſuſtentationem dictorum habitantium dictarum villarum, etiam quia ipſæ terræ olim fuerunt abergatæ a prædeceſſoribus eorum. Nos igitur, præmiſſis conſideratis & attentis, ex noſtra certa ſcientia & ſpontanea voluntate, habito prius maturo conſilio, cum ipſis quibus nobis fuerit expediens, eiſdem habitatoribus omnibus & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcunque, videlicet Petro præpoſito ipſarum dictarum villarum, Vuilletto Peletexii, Romano Vandalon, Guillarmo Mayet, Joanni Mayet de Longo-camelo, Romano Lugars, Joanni dicto le Balet, & habitatoribus de Orſeria, præſentibus & ſtipulantibus, ad opus omnium aliorum habitantium, & totius communitatis dictarum viliarum, prædicta exposuerunt & eiſdem concedi nobis ſupplicaverunt. Idcirco eiſdem tradimus, cedimus, & concedimus, pro nobis & noſtris ſucceſſoribus in perpetuum quibuſcunque, videlicet totam terram contentam quamcunque & deſignatam juxta metas ſequentes, quo-

cunque sit & quocunque nostris censeatur. Videlicet a sapello dicto Moillia, tendendo usque ad ripariam de Biennat, tendendo usque ad locum dictum Pissevieille, & a dicto loco Pissevieille, tendendo usque ad locum dictum Largillay de Cinquetrat, & a dicto de Largillay tendendo usque ad fogum dictum vulgalle le four manon, & a dicto fogo tendendo usque ad pratum dictum etiam vulgalle de sous Largy de Cinquetrat, & a dicto prato de sous Largy tendendo usque ad pratum Joannis dicti Prost de Cinquetrat, quondam dictum le pra de Servaignat, & a dicto prato de Servaignat, tendendo desuper juxta juriam nigram, tendendo usque ad juriam de Nonay & a dicta juria de Nonay tendendo usque ad juriam de Nonet, & a dicta juria de Nonet, tendendo usque ad prædictum pratum dictum Don Grosat, & a dicto prato Don Grosat, tendendo usque ad pratum de Bosoin, & a dicto prato de Bosoin, tendendo usque ad prata antiqua dicta dessous le bourgon, & a dictis pratis Don bourgon, tendendo usque ad dictum sapellum dictum Moyllia, *tradimus, inquam, terras suprascriptas, prout supra, ad habendum, tenendum, & possidendum per dictos habitatores villarum prædictarum, & eorum hæredes & successores quoscumque, de cætero jure hæreditario perpetuo, pacifice & quiete*; ita tamen quod ipsi habitatores de-

bent dictas res seu terras superius confinatas cuilibet ipsorum habitantium forum tenentium dictarum villarum, inter se pro æquali portione dividere, scilicet tantum pauperi quantum diviti, bene & decenter, *exceptis tamen illis rebus quæ a tempore magnæ mortis, & a triginta annis citra salvos fuerunt cultæ, & quæ licite potuerunt probari esse de illius hæredibus, qui ipsas terras habere voluerit, quas volumus quod ipsi quibus pertinent possint ipsas terras apprehendere tanquam suas, scilicet illas quas quilibet probabit per tres testes fide dignos;* & casu quo inter habitatores prædictos dictarum villarum, exierint aliquæ mulieres viduæ, forum seu ignem tenentes, quæ de dictis terris noluerint portionem seu partem suam habere de præsenti, sicut alii, quod illæ de cætero nec earum hæredes in dictis terris recurrere, nec in ipsis aliquid habere vel petere quocunque modo nec possint nec valeant, & casu quo inter dictos habitatores fuerint aliqui juvenes vel alii, nullius focum seu ignem tenentes, qui de dictis terris sicut alii habere voluerint, vel qui etiam de ipsis debeant de jure habere, *damus probis hominibus a dictis habitatoribus dictarum villarum electis vel eligendis, plenam & generalem potestatem tradendi eisdem focum nullum tenentibus suam partem seu portionem dictarum terrarum*, quibus sic partitis & divisis inter ipsos habitatores, ut superius ha-

betur, volumus & ordinamus quod nullus possit facere de portione seu parte sua dictarum terrarum sibi tradita, nisi ad & secundum ordinationem quatuor proborum hominum, qui ordinabunt in quibus terris facient prata & in quibus terris laborabunt, & terræ quæ ab ipsis probis hominibus ordinatæ fuerint ad faciendum pratum seu prata, quod in illis fiant vel fiat perpetue prata seu pratum, sicut illi placuerit cujus erunt & omnes terræ quæ ad arandum & culturandum seu laborandum ordinatæ fuerint per probos homines, volumus quod semper laborentur & colantur seu culturentur, & quod nunquam in pratum seu prata fiant, ita quod quilibet tenebitur partem suam ad arandum seu laborandum ordinatam, perpetuo arare, laborare & colere seu culturare bene & decenter, secundum ejus voluntatem & beneplacitum, prout unicuique videbitur esse expediens, & tenebit quilibet ipsorum portionem seu partem suam dictarum terrarum, ad usus etiam aliarum terrarum, & prata etiam ad usus aliorum pratorum, super quibus omnibus & singulis prædictis *sic per nos eis traditis & concessis, volumus quod decimæ fructuum, in prædictis terris excrescentium, cujus ipsæ res sint novæ, recuperentur ab illis a quibus de jure recuperari debent, quas res superius traditas & concessas bona fide promittimus & sub voto relligionis nostræ pro*

nobis & nostris successoribus quibuscunque, eisdem manutenere, garantire, deffendere & pacificare contra omnes, semper & ubique, totiens quotiens enotentur. Pro qua quidem concessione & traditione dictarum rerum, nos habuimus & recepimus a dictis habitatoribus dictarum villarum, septuaginta francos auri boni & justi ponderis, qui totaliter convertentur ad opus & utilitatem dicti nostri monasterii. Item prædicti habitatores nobis conquerendo exposuerunt, quod ex eo & per ea quod in eorum villis non sint aliqui electi nomine dictæ communitatis, & qui eorum negotia tractare & supportare possint, prout adveniunt, multa eorum negotia deprimuntur & annihilantur, quod cedit & redundat in præjudicium, damnumque non modicum ipsorum habitantium. Quare nobis humiliter supplicaverunt, quatenus eisdem concedere dignaremur, ut ipsi omnes habitatores dictarum villarum, de tribus annis in tribus annis, possint eligere duos, vel quatuor probos homines seu sindicos, qui eorum negotia tractare & supportare teneantur & valeant, prout cuilibet incumbebit, ac taillias quolibet anno modo antiquo, & cætera *subsidia pro facto communitatis jactare*, & imponere possint, prout eisdem videbitur faciendum, ad tractationem ipsorum habitantium, sine nostri & nostræ eclesiæ præjudicio. Nos igitur, attendentes & considerantes sup-

plicationem & requeftam dictorum habitantium, nobis & ecclefiæ noftræ minime in aliquo fore nofcivam, de gratia fpeciali conceffimus eis, & tenore præfentium concedimus, pro nobis & noftris fucceffotibus, quod ipfi omnes, aut faltem major pars habitantium dictarum villarum & eorum hæredes poffint eligere, de tribus annis in tribus annis, quatuor probos homines, feu findicos, qui eorum negotia tractare & fupportare poffint & valeant, ac taillias modo antiquo & etiam fubfidia jactare, prout videbitur expedire, abfque tamen diminutione dictarum tailliarum temporis moderni, nifi dumtaxat foret de confenfu noftro; & quod ipfi aut unus ipforum, poffint vadiare pro re feu pecunia cuique impofita, per dictos findicos eorum, propria autoritate & abfque offenfa committenda, & cafu quo ipfis quatuor probis hominibus ut fupra eligendis, recurreretur, vadiamus, per aliquos dictarum villarum pignorando, quod nos habeamus emendam ab illo qui recurret, tanquam fi effet recurfum juramenti. Quidquid electi vel eligendi tenebuntur jurare in manibus dictorum habitantium, feu in eorum præfentia, cito & quam primum fuerint electi, fupra fancta Dei evangelia, bene & fideliter gerere & gubernare, ac fideles effe in omnibus negotiis ipforum habitantium, & hæc abfque noftri

nostri & eclesiæ nostræ præjudicio, & casu quo cognosceretur per communitatem, quod ipsi probi viri bene & decenter non regent communitatem, vel quod non bene facient profignum communitatis; quod ipsi habitatores possint infra annum ipsos viros probos mutare, & unum vel plures usque ad quatuor eligere; item volumus quod dicti probi homines possint & valeant ejus actiones & jura sua, profignum communitatis & utilitatem tangentes, contra quascunque personas sustinere, nomine dictæ communitatis & manutenere quod ut fuerit rationis: *& casu quo ipsis contigerit eis facere vel jactare aliquas novas taillias per annum eorum, inter ipsos; sicut pro eorum eclesia aut pro aliqua donatione nova facienda domino, aut pro negotiis dictæ communitatis faciendis & relevandis, vel pro quibuscunque aliis negotiis*, factum dictæ communitatis tangentibus, sustinendis, & factum domini nullo modo tangentibus, quod prædicti probi viri habeant, faciendi, jactandi dictas taillias novas seu commune cuilibet dictorum habitantium, atque etiam imponendi & eas relevandi & recuperandi, pro & nomine atque etiam ad opus, profignum, & utilitatem prædictæ communitatis, potestatem generalem & autoritatem, & etiam de quibuscunque rebus, negotiis, vel factis, dictum factum domini

L

non tangendo, ſed ſolum dictæ communitatis, & bonum ſeu profignum commune ſeu utilitatem tangendo, ut aliis prædictis prædicti probi homines imponere poſſint pœnam duodecim denariorum omnibus perſonis dictorum habitantium, & eos percipere, ſub pœna prædicta, ad prædicta omnia facienda & obſervanda. Item quod prædicti probi homines poſſint vadiare quoſcunque dictarum villarum habitantium, de dicta pœna duodecim denariornm, ad cauſam communem eorum, nolentibus ſuper prædictis probis hominibus obedire impoſita, quam quidem pænam duodecim denariorum prædicti probi homines levare, & recuperare debeant & valeant, ad profignum dictæ communitatis; & caſu quo noluerint obedire dictis pœnis, a dictis probis hominibus eis impoſitis, quod dicti probi homines requirere poſſint & valeant præpoſitum noſtrum, qui eis imponere debeat pœnam trium ſolidorum, ad omnia ipſis per probos homines requiſita & licita facienda, quibus etiam non poſſit dictus præpoſitus noſter ad cauſam prædictorum imponere majorem trium ſolidorum pœnam, & quam pœnam ipſi debentes illam debeant ſolvere ad taxationem dictorum proborum hominum, præpoſito noſtro, & caſu quo dicti probi homines non poterunt habere, vel invenire dictum præpo-

situm nostrum, aut quod dum ipsi inveniant, non voluerit pœnam prædictam a requesta dictorum proborum hominum dictorum habitatorum, ad causam dictorum negotiorum, communitatem traditam tangentium, ut supra dictum est, imponere, quod in illis casibus, dicti probi homines possint dictam pœnam trium solidorum dictis probis hominibus obedire nolentibus imponere, tamen præpositus noster dictam pœnam trium solidorum recuperare debet post taxationem dictorum proborum hominum, quæ omnia universa & singula præmissa per habitatores villarum prædictarum, & probos homines per ipsos eligendos peragendo, & per nos eisdem superius concessa damus pro nobis & nostris successoribus quibuscunque, in perpetuum, eisdem & suis, & tenore præsentium concessimus, plenariam & generalem possessionem, & mandatum speciale ipsa faciendi & ordinandi, ut superius dictum est, & pro eisdem concessum mandato nostro & quolibet alio super his minime expectato; & casu quo aliquis voluerit ipsos seu aliquem ipsorum in causam trahere propter terras prædictas & superius confinatas, a nobis ipsis traditas, volumus, quod procurator noster quicunque, qui pro tempore erit procurator, se jungat cum dictis probis hominibus, & casu quo ipsi probi homi-

nes condemnabuntur ad aliquam emendam ac caufam litis dictarum terrarum *ipfis de dictis emendis quatenus pro nobis & noftris fucceſſoribus quittamus.* Item volumus & concedimus eis, pro nobis & noftris fucceſſoribus, quod cafu unus vel duo proborum hominum eligendorum ut fupra, reperierint animalia habitantium dictarum terrarum, quod ipfe vel ipfi, poffit vel poffint vadiare, & ea capere, prout faciet miffiliarius per dictos habitatores electus : Item poffint etiam vadiare, pofito quod non inveniet animalia in dampno, fed folum quod videant & quod fciant qui dictum dampnum fecerit, & hoc tam in præfentia quam in abfentia. Et hæc præmiffa, fic per nos ut fupra de gratia fpeciali conceffa, promittimus bona fide & fub voto religionis noftræ, pro nobis & noftris fucceſſoribus quibufcunque, tenere & attendere, ac firmiter & inviolabiliter obfervare, & ut fupra per nos vel per alium modo aliquo de cætero non venire. In cujus rei teftimonium, figillum noftrum litteris præfentibus duximus apponendum. Actum & datum in caftro noftro de Moyrenco, præfentibus difcretis viris magiftro Joanne Gerody de Moyrenco, clerico licentiato legibus, domino Henrico Hudrici, curato de Charcilliaco, Joanne Joanni de fancto Eugendo, clerico notario, & pluribus aliis teftibus ad

præmiſſa vocatis & ſpecialiter rogatis, die vigeſima ſeptima menſis februarii, anno domini *milleſimo trecenteſimo nonageſimo*. Sic ſignatum per dominum dominum abbatem conceſſum J. Gerody de Moyrenco. Ita eſt. H. Hudrici. Sigillatum cera virida, ſigillo dicti abbatis.





N°. XIV.

Vente du territoire de Belle-fontaine, aux habitans de ce lieu, par les moines de S. Oyan, du 6 mai de l'an 1556. (a)

NOUS CHARLES du Meyx, aumônier & pidancier du monaſtere de S. Oyan de Joux, ſavoir faiſons à tous, que de la part des prud'-hommes manants & habitans du village de Belle-fontaine, ſujets de meſſieurs les vénérables grand-prieur, relligieux & couvent du dit monaſtere, à cauſe de la dite pidance, nous a été remontré, que de grande ancienneté, & ſont paſſés ſept-vingt ans, feu de très-recommandable mémoire meſſire Humbert Parpillon, lors humble prieur clauſtral du dit monaſtere, & pour & au nom de tout le couvent d'icelui, leur auroit donné & concédé licence, pouvoir & autorité de pou-

(*a*) Tiré d'une expédition authentique produite au parlement de Beſançon,

voir dès lors en avant, pour eux & leurs ſucceſſeurs, habitans au dit lieu, tenir & poſſéder en droits de communs & communaux entre eux, pour le nourriſſage & pâturage de leurs beſtiaux, une place ſiſe & ſituée, tant en bois que plains, riere le territoire & dîmage du dit lieu, dès les limites & prairies des habitans de Grandvaux, tirant du côté de vers bize, ès termes & limites de la ſeigneurie de Chatel-blanc, juſqu'à la roche de Rizoz, & touchant de vers ſoleil levant icelle roche de Rizoz, les prairies des Pitros & autres de Combe-froide, de vers vent la riviere de Bienne, & de vers ſoleil couchant, les communaux & dîmerie de Morbier & prairies de Grandvaux, afin d'iceux communaux eſſarter & réduire de bois à plain, pour y faire paître, nourrir & pâturer leurs beſtiaux, ſans la nourriture deſquels ils n'euſſent pu vivre au dit lieu, ni payer les charges qu'ils ſont tenus payer annuellement à la dite pidance, & pour le prix & moyennant la ſomme de cinq francs d'or, que pour lors le feu ſieur prieur clauſtral en auroit reçus & iceux appliqués au profit de la dite pidance, comme plus amplement étoit déclaré, ès lettres de la dite permiſſion & octroys ſur ce fait, & groſſes en parchemin, en date du douzieme jour du mois de mai, l'an 1407, ſigné par l'ordonnance du

dit feu ſieur prieur clauſtral, de S. Divitis; ſcellé du ſcel du dit couvent, en cire verte, à doubler queue pendante; laquelle piece de communaux, susdits confins, iceux habitans & leurs ſucceſſeurs, ont depuis eſſarté, applani, & la plus grande grande partie reduit de bois, à plain, à grand labeur & peynories, & eux ont toujours depuis joui & uſé en droit de communal & paſturage de leur bétail, patemment, publiquement, ſans que jamais leur y ſoit ôté, mis, empêché, où deſtourbé quelconques, & pour ce qu'ils ſont en lieux étroits & en montagnes, n'ayant prairies ſuffiſantes pour nourrir & alimenter leur bétail, attendu que dès le dit tems, ils ſont accrus de gens & ménages, ils nous ont remontré que dans les dits confins ci-deſſus, le dit village du côté de Chatel-blanc eſt une place commune vulgairement appellée le Loutier, laquelle ils deſirent en tems de ſterilité d'herbes & foins, ou quand leur commodité le requerera, rendre bannale, au profit de leur dite communauté, dès le jour de S. Pierre de juin, juſques au jour de fête de S. Michel, & pendant le tems qu'ils pourront pâturer leur dit bétail en leurs prels & héritages propres, après les avoir fenés & receuillis les fruits, pour en icelle d'un commun accord faire à leur profit quelques foins ou recors, en icelle place des Loutiers,

la louer au profit de leur dite communauté, ce qu'ils ne pourroient faire ſans notre licence, & du dit convent, nous ſupplians, avec toute humilité & devoir, y vouloir conſentir; attendu même qu'il n'y a aucun intérêt de perſonne, & que ſi icelle piece à l'avenir ſe vendoit, *elle en ſeroit plus cherement vendue*, *dont les lods viendroient à la dite pidance*, & davantage leur vouloir reconfirmer leurs titres, à la forme ſuſdite, & à icelui faire conſentir leſdits couvent & chapitre; à laquelle ſupplication & requiſition comme civilement & raiſonnablement inclinans, & attendu qu'avons trouvé par information de pluſieurs ſujets de la dite pidance, leurs voiſins, les dits habitans de Bellefontaine, avoir joui & uſé par tout le tems de leur ſouvenance, des dits communaux ſuſconfinés, & pour autres bons reſpects à ce nous mouvants, de notre certaine ſcience & bonne volonté, pour nous & nos ſucceſſeurs pidanciers au dit monaſtere, en vertu de pouvoir à nous donné par meſſieurs les vénérables Grand-prieur, religieux & couvent du dit monaſtere, leſquels promettons faire ratifier quand beſoin ſera, au contenu des préſentes, avons loué, ratifié, approuvé, & émologué, & par les préſentes louons, ratifions, approuvons & émologuons le dit premier traité à la

forme avant dite, & selon les confins dessus déclarés, au profit des dits habitans du dit Belle-fontaine, combien que la plus part d'iceux soient absens, Jean Girod, fils de feu Claude Girod, & Jean Jobel, prud'hommes & échevins du dit lieu, Claude Girod, dit Fevraut, & Pierre Girod, son fils, tous dudit lieu, présents, stipulans & acceptans avec le notaire souscrit, pour & au profit de tous les dits habitans & de leurs successeurs au dit lieu, & davantage leur avons donné & octroyé, donnons & octroyons par cette, plein pouvoir, licence, & autorité, pour nous & nos successeurs, ayant droit de la dite pidance, de tous les ans, ou quand bon leur semblera, metre en ban, au profit de la dite communauté, la dite place dite au Loutier, du long & large, selon qu'elle s'étend & comporte, ou portion d'icelle, comme ils trouveront bon être pour leur commodité, pourvu que ce soit du consentement & accord de tous les dits habitans du dit village, ou de la plus grande partie d'iceux, à peine de soixante sous que les mésusans seront émandables envers nous & nos successeurs en la dite pidance, pour chaque fois qu'ils y seront pris, & demandé à iceux habitans le dommage qu'ils y auront fait. Pour laquelle permission, ratification, & autres choses dessus déclarées, iceux habitans nous ont donné la somme

de cinquante cinq écus d'or au ſoleil, en valeur de vingt-huit gros piece, leſquels nous confeſſons avoir eu & reçu, & deſquels nous les quittons, pour nous & nos dits ſucceſſeurs, & tous autres, qui acquittés en ſont, & leſquels cinquante-cinq écus nous avons convertis & appliqués à l'utilité & profit de la dite pidance, & promettons, pour nous & nos dits ſucceſſeurs pidanciers au dit monaſtere, ſous le vœu de notre religion, en mettant la main dextre au pecte, en maniere de religieux, & ſous l'obligation de nos biens & de ceux de la dite pidance, les préſents traités, ratification, donnons & octroyons, avec tout le contenu des dites préſentes, avoir & tenir perpétuellement pour agréable, ſans aller ne venir au contraire, ne ſouffrir qu'autre y aille ou vienne, & ains les maintenir, appaiſer & défendre aux dits habitans, envers & contre tous.

En témoignage & verité des choſes ſuſd. nous avons fait ſceller ces préſentes du ſcel dud. couvent, duquel on uſe en la dite pidance en tel cas, & fait ſigner par le notaire ſouſcrit : Faites & paſſées au dit monaſtere, en notre maiſon d'aulmônerie d'icelle, le ſeizieme jour du mois de mai, quinze cent cinquante-ſix, préſent Claude Caire, notre Jean Roz de

Laval, bourgeois du dit S. Oyan; Pierre Reverchon, prévot de la Moille, & Pierre Ruffet du dit lieu, témoins à ce requis,

Signé, BIARD.





N°. XV.

Copie d'une cession faite par l'abbé de S. Oyan aux habitans de S. Lupicin, l'an 1412. (a)

NOS GUILLELMUS DE BALMA, decretorum doctor, Dei & apostolicæ sedis gratia, humilis abbas monasterii sancti Eugendi Jurensis, notum tenore præsentium fieri volumus universis, quod nos, pensata utilitate nostra & dicti nostri monasterii, damus & tenore præsentium concedimus per præsentes & nostris successoribus perpetuo, secundum usum & consuetudinem terræ nostræ sancti Eugendi prædictæ, habitatoribus villæ nostræ sancti Lupicini, pro se & suis hæredibus, videlicet omnes terras silvestres quas habemus habereque possumus & debemus in dimeria sancti Lupicini, videlicet in monte Dannet, scilicet a loco dicto *le Saut*, tendendo contra præriam Dannet, per juxta le Chalamon de domo Johannet, & tiran-

(*a*) Tiré sur l'original déposé chez M. G..

do per magnum crocetum, & de hic tirando a Laberour de Vau-croix, & de hic etiam tendendo ad magnum fontem de la Junchiere, recte tendendo ad pratum Delata, & a dicto prato Delata tirando ad rupem albam, cum fondis, & pertinenciis, & de his hæreditatibus possidendis bladum & pratum faciendis, videlicet illud de eisdem quod melius sibi videbitur faciendum, & inter se dividendum ac tenendum, jure hæreditario, perpetuo, pacifice & quiete, jure nostro & quolibet alieno semper salvo.

Annullando quamdam litteram qua concessimus pacto nostro de Crosetis commoratis in cultura la Preta, de quadam platea sita infra dictos limites, in loco dicto es pras Cirry, quam noluimus sigillare, ex eo quod quando eamdem sibi concessimus, quod nos diximus eidem quod Girardus propositus noster de Preto tradiderat certas res dictis habitatoribus sancti Lupicini, nomine nostro, & quod non sigillaremus eam donec esseremus informati de veritate. Verum tamen accepimus ex relatione dicti Girardi, quod dicta platea per nos tradita dictis, est infra limites prædictos, & quod eamdem plateam concessatam nomine nostro dictis habitatoribus, & propterea hanc eamdem litteram dicti Preti nolimus sigillare. Promittentes bona

fide, &sub voto relligionis nostræ, pro nobis & nostris successoribus, prædicta omnia & singula tenere, attendere, ac firmiter & inviolabiliter observare, & non contra facere, clam vel palam, tacite vel expresse. Pro quibus præmissis nos habuimus a dictis habitatoribus octo francos regis, auri boni & justi ponderis, quos exposuimus ad utilitatem nostram, & dicti nostri monasterii, & familiares nostri quatuor francos. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum his præsentibus litteris duximus apponendum. Datum in Castro nostro de Moyrenco, die lunæ ante festum Pentecostes, anno domini *millesimo quatercentesimo duodecimo*, præsentibus ibidem dicto Girardo de Preto, & Guillelmo Girody de Moyrenco, clerico nostro, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. Signé, Guodimois Bey.



Ratification de l'acte ci-dessus.

Nos frater Humbertus Propillionis, humilis procurator claustralis monasterii sancti Eugendi Jurensis, habentes pro nunc regimen & administrationem totius terræ sancti

Eugendi, vice & nomine nostro & totius conventus dicti monasterii, notum facimus universis, quòd nos tanquam regentes ut supra, viceque & nomine nostro & dicti conventus, omnes & singulas terras silvestres, per bonæ memoriæ reverendum in Christo patrem & dominum Guillelmum de Balma, quondam abbatem dicti monasterii, concessas nuper, & secundum formam & tenorem litterarum suarum, his nostris præsentibus litteris annexandarum, laudamus, ratificamus, approbamus & tenore præsentium in quantum possumus confirmamus, pro nobis & nostris successoribus in perpetuum quibuscunque, ipsasque litteras his nostris præsentibus annexatas, sigilli ipsius quondam abbatis, qui morte præventus est, & sigilli nostri munimine, duximus roborandas. Datum in dicto monasterio sub sigillo nostro his præsentibus apposito, prima die mensis Julii, anno domini millesimo quatercentesimo duodecimo.

N°. XVI.



N°. XVI.

Arrêt du parlement de Besançon, contre les moines de S. Oyan, du 20 décembre 1679. (a)

EN la cause pendante en la cour souveraine de Parlement à Besançon, entre les révérends grand-prieur & relligieux, officiers du royal chapitre de St. Claude, supplians, d'une part, demoiselle Helene de Boisset, femme & de l'autorité de Jean-Baptiste Billon, demoiselle Humberte de Boisset, femme autorisée d'Ambroise Demillet, & demoiselle Prospere de Boisset, aussi femme, autorisée d'Etienne de Joux, toutes rentrées en cause au lieu de feue dame Claudine, vivante veuve de noble Louis de Boisset, & en cette qualité défenderesses, d'autre part.

Vuës les pieces des parties fournies par inventaire, la cour par arrêt déclare les suppliants non recevables tant à la main-morte qu'à l'échute par eux prétendue de la Combe-

(*a*) Tiré des registres du parlement de Besançon.

ſamin dont eſt queſtion ; meix, maiſon & héritages qui en dépendent, touchant matin, les communaux de Septmoncel, par le deſſus de l'Arrobier, ſoir, les héritages de Bébochet, vent, la demoiſelle de Reynan, & bize, les communaux de Lonchaumois, les condamnant à ce, dépens compenſés. Mandant au premier huiſſier ou ſergent requis, faire tous exploits néceſſaires, & en certifier. Donné audit Beſançon, le 20 décembre 1679.

Signé MEURGEY.





XVII.

Requête & procès-verbaux concernans le corps de S. Claude, du mois d'août 1754. (a)

A MONSEIGNEUR L'ILLUSTRISSIME ET RÉVÉRENDISSIME ÉVÊQUE DE S. CLAUDE.

Supplient humblement les dignitaires, chanoines & chapitre de l'église cathédrale de S. Claude, disant:

Que la ci-devant abbaye de S. Claude, dont a été formé leur chapitre, a eu le bonheur, dès sa naissance, d'être enrichie des plus précieuses reliques, entr'autres du chef & de tous les ossemens de S. Oyan, son quatrieme abbé, qui vivoit sur la fin du cinquieme siecle, & du corps de S. Claude, premiérement archevêque de Besançon, & ensuite douzieme abbé de cette même abbaye,

(*a*) Tiré des archives de l'hôtel de ville de S. Claude

mort ſur la fin du ſixieme ſiecle, lequel par un miracle continuel & ſans aucun recours à l'art, a été ſeul dans cet endroit, quoique expoſé à l'air, préſervé juſqu'à ce jour de la corruption à laquelle tous les corps des hommes ſont inévitablement aſſujettis. Ce ne ſont pas là les ſeules reliques qui ayent été conſervées dans les égliſes de cette célebre abbaye, on y voit encore le chef & les oſſemens de S. Romain, ſon fondateur & ſon premier abbé, qui vivoit dans le commencement du cinquieme ſiecle, & les reliques de pluſieurs ſaints abbés, ſes ſucceſſeurs, même celles de quelques martyrs.

Le grand nombre de miracles obtenus par l'interceſſion de ces ſaints, leur a attiré la plus grande vénération, même de la part des empereurs, des rois & des autres ſouverains, & a porté les fidels à accourir de toutes parts pour révérer leurs reliques & implorer leur interceſſion.

Les dévanciers des ſuppliants, qui ſe ſont toujours diſtingués par une dévotion particuliere à ces grands ſaints, leurs fondateurs & protecteurs, ont été occupés dans tous les tems du deſir de leur procurer une égliſe, qui par ſa magnificence répondit à une partie de ce qu'ils leur devoient. C'eſt dans cette vue qu'ils entreprirent, il y a environ quatre cens ans, de bâtir la magnifique

église qu'on voit aujourd'hui au milieu de l'enceinte du chapitre, ſous le vocable de S. Pierre; mais les malheurs des tems ne leur ayant permis d'exécuter ce deſſein qu'en partie, ils ſe virent obligés de s'en tenir à ce commencement d'égliſe, dans laquelle on a chanté depuis comme auparavant tous les offices de nuit, & à celle dédiée à S. Claude dans laquelle on a chanté de tout tems les offices de jour, acquitté pluſieurs fondations, & conſervé toutes les reliques dont on vient de rendre compte.

Tel a été l'état de l'abbaye de S. Claude par raport à ſes deux égliſes juſques en 1726, que les ſupplians animés des mêmes ſentimens que leurs dévanciers, & conſidérans que l'égliſe de S. Claude, dans laquelle toutes les reliques dont on vient de parler, ont toujours été conſervées, étoit réduite à un état de vétuſté qui faiſoit regarder toutes réparations qu'on y pourroit faire comme des dépenſes en pure perte, penſerent que le meilleur parti qu'ils puſſent prendre, étoit de ſe fixer à une ſeule égliſe, & d'employer à finir celle de S. Pierre, aujourd'hui érigée en cathédrale, tout ce qu'ils auroient été obligés de dépenſer pour reconſtruire celle de S. Claude.

Ce projet approuvé de tout le monde a été exécuté, l'égliſe de S. Pierre eſt pour ainſi

dire portée à sa perfection, & on peut la comparer aux plus belles églises du royaume, de sorte que les précieuses reliques, dont la décoration a toujours fait le principal objet des supplians, peuvent y être placées d'une maniere à ne pas le céder à tout ce qui a été fait, pour les reliques auxquelles les fideles ont le plus de dévotion.

Les supplians n'ont donc plus rien à desirer à cet égard, que de voir leur évêque concourir à leur dessein, ils ont d'autant plus lieu d'espérer de lui cette grace, qu'il ne peut pas être révoqué en doute que ces reliques seront dans l'église de S. Pierre d'une maniere plus convenable que dans celle de S. Claude, & que d'ailleurs l'église de S. Pierre ayant été érigée en cathédrale, & tous les offices tant de jour que de nuit devant y être chantés, ces reliques ne peuvent être placées qu'avec beaucoup plus de décence, dès qu'elles seront dans la principale église, la plus fréquentée & la mieux desservie.

Ce considéré, monseigneur, il vous plaira, après avoir reconnu par vous même, en la forme de droit, l'état des deux églises de S. Pierre & de S. Claude, & pour les motifs allégués dans la présente requête, signée des supplians, ordonner que visite & reconnoissance par vous préalablement faite, en présence du chapitre suppliant, & dans la forme usitée en pareil cas, de toutes les reliques

étant dans l'église de S. Claude, elles seront du moment de la dite reconnoissance faite, transférées sous les yeux, & sans les perdre de vue, de l'église de S. Claude dans celle de S. Pierre, pour y être déposées dans les endroits qui par vous seront indiqués, le tout à tel jour & telle heure qu'il vous plaira fixer, & de la maniere que vous jugerez à propos de prescrire (le chapitre sur ce entendu) ; ordonner pareillement que tous les offices, services & fondations quelles qu'elles soient, qui devoient être acquittées dans l'église de S. Claude, seront aussi transférées dans l'église de S. Pierre, pour y être acquitées de la même maniere qu'elles devoient l'être dans celle de S. Claude, sans aucun changement à cet égard, à moins que ce ne soit de votre autorité, les suppliants consentans, quant à l'église de S. Claude ainsi dépouillée de ses officiers, services & fondations, qu'il soit par vous disposé de son état avenir, de la maniere que vous trouverez convenir, relativement néanmoins aux conventions par eux faites avec vous sur cet objet, le dix-neuf juillet de la présente année, bien entendu qu'il leur sera permis d'obliger les officiers municipaux & bourgeois de la ville de S. Claude, de remplir & acquiter, à leur égard, dans l'église de S. Pierre, & avec les mêmes cérémonies, sans y rien changer, tous les devoirs, prestations ou redevances dont ils étoient tenus

envers eux dans l'église de S. Claude, & fera justice. Signés à l'original, de Champagne, de Raincourt, de Raincourt de Fallons, de Chargere, d'Epinchal, d'Abay, de Gourcy, de Maillat, de Volonzac : & plus bas, par ordonnance, signé, Lance, secretaire.

Teneur d'appointement.

Vu la présente requête, avant faire droit, soit communiquée à notre promoteur, pour donner sur icelle ses conclusions. A S. Claude, le dix-neuf auguste, mil sept cent cinquante-quatre. Signé, X. Joseph, évêque de S. Claude.

Le promoteur qui a pris connoissance de la présente requête, en conséquence de l'ordonnance de monseigneur l'évêque de S. Claude, en date du présent jour, estime qu'avant faire droit, il convient faire la reconnoissance tant des bâtimens, qu'état & décorations des églises de S. Pierre & de S. Claude. A S. Claude le dix-neuf auguste mil sept cent cinquante quatre. Signé, Panisset, promoteur.

Vu les conclusions de notre promoteur, en date du présent jour, déclarons que nous nous transporterons aujourd'hui à deux heures de relevée, pour proceder, en présence de notre chapitre à la reconnoissance de la décoration des églises de S. Pierre & de S. Claude, & pour celle des bâtimens des dites deux égli-

ſes, nommons pour experts Pierre Philippe Jacquin, dit S. Maurice, maitre maçon, & Pierre Bernard, maitre charpentier, pour, ſur notre procès verbal & leur rapport, être procédé aux concluſions ultérieures de la préſente requête, & ordonner ce qu'il appartiendra. A S. Claude le dix-neuf auguſte, mil ſept cent cinquante quatre. Signé, X. Joſeph évêque de S. Claude.

L'an mil ſept cent cinquante quatre, le jourd'hui vingt auguſte, à deux heures de relevée, Nous Joſeph de Meallet de Fargues, premier évêque de S. Claude, comte de Lyon, conſeiller du roi en tous ſes conſeils &c. Savoir faiſons que conformément à notre ordonnance en date du préſent jour, portant indication de notre viſite des reliques du corps de S. Claude, qui dépoſe dans l'égliſe qui porte ſon nom, & autres y renfermées, & aux concluſions de notre promoteur du dit jour, nous nous ſerions tranſportés dans la dite égliſe de S. Claude, accompagné de notre chapitre & de &c. &c. &c. &c. Dans laquelle égliſe étant tous arrivés, après avoir fait notre priere, on nous auroit ouvert la chaſſe où repoſe le corps de S. Claude, placée derriere la maître-autel, dans laquelle chaſſe nous aurions trouvé un corps qui nous a paru extrêmement ancien, en entier, à l'exception d'une partie du petit doigt de la main droite, qui nous a paru avoir été arrachée d'icelle main droite, ſavoir la troiſieme

phalange de ce doigt, que la partie cartilagineuſe du nez nous a paru endommagée, & la partie gauche de la levre ſupérieure un peu plus retirée que la partie oppoſée, avec une élaſticité dans toute la partie du bas ventre, depuis les côtés de la poitrime juſques au dit bas ventre, tout y eſt palpable & élaſtique, que la langue a paru vermeille, ce qui a été vu, reconnu, atteſté & ſigné par meſſieurs déſignés ci-deſſus, qui nous ont ont accompagnés dans notre viſite, meſdits ſieurs les médecins & chirurgiens jurés royaux s'étant réſervés de faire leurs rapports en particulier, ſur ce qu'ils ont vu & remarqué du corps de S. Claude, leſquels rapports ſeront inſérés à la fin de notre procès-verbal, ainſi fait, lu & paſſé, les jour, mois & an que deſſus, & à l'inſtant la chaſſe a été fermée, ſcellée du ſceau de nos armes, & de celui de meſſieurs du chapitre, leſquels ſceaux ne ſeront levés que le vingt-ſix du courant, lors de la translation des dites reliques, (ſi les cas écheoit) en notre préſence, celle de mes dits ſieurs du chapitre, & des témoins ci-devant nommés. Signés, &c. &c.

S'enſuivent les rapports de meſſieurs les médecins & chirurgiens jurés royaux, qui nous ont accompagné dans notre viſite avec les ci-devant dénommés.

Nous ſouſſignés Claude-François Vuillerme du Chatillonnais, Claude-François Conſtant

Reymondet, Jean-Claude Vuillerme, Jean-Baptiſte David, Benoit Voiſin d'Annecy, docteurs en médecine, Jean-François Foreſtier, lieutenant de M. le premier chirurgien du roi, Joſeph-Alexis David ancien chirurgien-major du régiment de Fouquet, cavalerie, Claude-Philippe Bonguiod, & modeſte Bavoux chirurgiens, à la priere & invitation d'illuſtriſſime & révérendiſſime monſeigneur l'évêque de S. Claude, nous ſommes tranſportés dans l'égliſe de S. Claude, où nous avons vu & examiné en préſence de tous meſſieurs les témoins ci-deſſus, avec attention, le corps de S. Claude renfermé dans une chaſſe de bois garnie de lames d'argent, en figures anciennes, placé derriere le maître-autel, que nous avons reconnu être d'une grandeur ordinaire humaine, chaque partie ayant gardé ſes connexions & ſituations naturelles, avec une palpabilité & élaſticité dans les parties membraneuſes, muſculeuſes & tendineuſes, telles que ſont l'abdomen, les jambes & les cuiſſes, enfin en entier dans ſon tout, à la réſerve de la partie cartilagineuſe ou inférieure du nez, & de preſque les trois phalanges qui formoient le petit doigt de la main droite, qui paroît avoir été arraché de force.

Les tégumens paroiſſent un peu brunis, ſurtout les pieds & les bras, probablement par le ſouffle du concours d'un peuple dévot qui

ſe préſente au moins deux fois par jour pour baiſer ſes pieds à nud, à l'ouverture de la chaſſe.

Nous avons de plus remarqué, que n'y ayant eu ni ouverture ni ſuture faite ſur ſon corps, n'exhalant aucune odeur aromatique ou balſamique, nous ne pouvons nous diſpenſer de juger qu'il n'a jamais été embaumé, & que ſon incorruptibilité pendant un laps de tems auſſi conſidérable que celui de près de douze ſiécles, que la tradition nous apprend qu'il y a dès ſa mort, étant au deſſus de la conception & des lumieres de notre art, nous ne pouvons la contempler qu'avec admiration, comme ſurnaturelle & miraculeuſe; ce que nous certifions vrai. En foi de quoi nous avons ſigné à S. Claude le vingtieme jour du mois d'aug. de l'an mil ſept cent cinquante quatre. Signé à l'original, Vuillerme, doyen, Reymondet med. Vuillerme med. David med. Benoit Voiſin, docteur & profeſſeur de la chirurgie d'Annecy en Savoye, Foreſtier, lieutenant de M. le premier chirurgien du roi, David, ancien chirurgien major, Bonguiod & Bavoux.

Le vingt-deux des mêmes mois & an, Nous évêque de S. Claude, nous ſerions tranſportés de nouveau dans l'égliſe de S. Claude, pour continuer la viſite des reliques qui s'y trouvent, & aurions remarqué qu'à côté de la chaſſe où eſt le corps de S. Claude, derriere

le maître-autel, eſt une autre chaſſe à peu près d'égale grandeur, en bois, couverte de lames d'argent, avec des ſtatues en relief, autour de laquelle ſont des inſcriptions extrêmement anciennes, preſque uſées, où l'on remarque les mots de S. Oyan & du pape Innocent IV, laquelle contient les reliques & oſſemens de S. Oyan, quatrieme abbé de Condat, ville que l'on a dans la ſuite appellé S. Oyan, & à préſent S. Claude.

Nous aurions auſſi trouvé deux grandes chaſſes en bois, & pluſieurs autres reliquaires remplis de reliques, ſur leſquels nous avons fait appoſer le ſceau de nos armes.

Meſſieurs du chapitre nous auroient préſenté pluſieurs actes, pour conſtater la vérité & l'ancienneté des ſuſdites reliques.

Premiérement, une bulle de Guillaume, archevêque de Lyon, de l'an treize cent trente-huit, laquelle porte en ſubſtance, que dans l'égliſe ſous le vocable de St. Oyan de Joux ſont conſervés les corps dudit St. Oyan & de St. Claude. Par cette bulle publiée dans le ſynode de Lyon, il fixe la fête de St. Claude au ſix Juin, & permet l'office le même jour, accorde même les indulgences de quarante jours, à ceux & celles qui viſiteront cette égliſe les jours de fête qu'il déſigne à cet effet.

Secondement, un décret de Raymond, archevêque de Lyon, de l'an treize cent cinquante

ſix, rendu ſur la plainte à lui portée par l'abbé & religieux de St. Claude, de ce qu'à Bourg on a expoſé à la vénération des fideles, des reliques que l'on diſoit être de S. Claude, quoiqu'il fut notaire que le corps de S. Claude étoit conſervé en entier derriere le maître-autel de l'égliſe de S. Oyan, & qu'il eut été vu & reconnu par l'archevèque de Lyon ſon prédéceſſeur, ledit décret portant défenſes d'expoſer à Bourg les reliques qu'on diſoit ètre de S. Claude, & de les aller honorer ailleurs que dans l'égliſe de St. Oyan, & c'eſt ſous peine d'excommunication.

Troiſiémement, fondation de Louis XI, portant qu'il eſt venu à l'égliſe où repoſe le précieux corps de S. Claude, qu'il y eſt venu en pélerinage, pour accomplir un vœu pour le rétabliſſement de ſa ſanté. Cette fondation eſt de 1482.

Quatriémement, donation du roi Charles le gros à Hyppolite, abbé de Condat, qui paroît ètre de 885, dans laquelle il eſt dit que le corps de S. Claude y repoſe.

Cinquiémement, privilege de l'empereur Lothaire, de l'an 852, dans lequel il eſt dit que le corps de S. Oyan repoſe dans l'égliſe de Condat.

Sixiémement, donation faite à l'abbaye de S. Claude, l'an 1232, par Etienne, duc de Bourgogne, & Jean, comte de Chalon, ſon

fils, par laquelle il dit qu'il donne à S. Oyan & à S. Claude, reposants dans l'église de la dite abbaye, &c.

Septiémement, acte pris de notaire, par devant témoins, par le grand prieur, de translation de reliques d'une chasse de bois usée dans une autre chasse neuve de bois, & placée sur l'autel ; cet acte est de l'an 1568.

Huitiémement, autre acte de translation de reliques de S. Lupicin, & autres saints, aussi d'une chasse de bois usé dans une autre chasse de bois neuf, du 20 mars 1629.

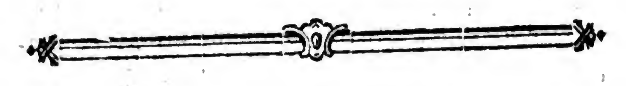
Ces translations & changemens de chasses étant faits avec permission de monseigneur l'archevêque de Lyon, & avec cérémonies, comme processions en présence du peuple.

Les églises de S. Pierre & de S. Claude, aussi bien que la ville de S. Claude, ayant été incendiées deux fois, comme on nous en a fait conster par actes, on a perdu dans les incendies beaucoup de plus anciens monumens.

Nous aurions aussi remarqué plusieurs tableaux portant des vœux faits par des villes, d'autres tableaux avec des inscriptions, où sont enoncées les guérisons, résurrections & délivrances miraculeuses.

Derriere le maître-autel, du côté de la chasse de S. Claude, sont des chaines de fer que des captifs chez les infideles y ont placées, après avoir été délivrés de la captivité

par la protection de S. Claude. De tout quoi nous aurions dressé le présent procès verbal lu & signé par nous. Signé &c. &c. &c. &c. &c. &c.



N°: XVIII.

Donation de l'église de Sessy & de ses dépendances, faite à l'abbaye de S. Oyan par Guidon évêque de Geneve tirée de la bibliot. Sébus. de Guichenon, cent. 2. ch. 1. p. 229.

1091. IN nomine summæ & individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti: Ego Vido Dei gratia Genevensis ecclesiæ præsul, ob remedium animarum antecessorum meorum & antistitum, nec non ob animæ meæ quietem post hanc vitam, nostræ ecclesiæ clero cuncto præsente idque approbante; imo Aymone Genevensium comite rogante, trado atque concedo cænobio sancti Eugendi, quod *Condatiscense* vocatur, nec non ejusdem loci abbati Hunaldo, pariterque fratribus ibidem Deo famulantibus, tam præsentibus quam fu-

turis, ſanctæ Mariæ eccleſiam in villa Senſſiacenſi ſitam, cum terris & decimis & oblationibus ſibi accidentibus, quæque ſupra dicti fratres acquirere juſte poterunt futuris temporibus. Retinemus autem in eadem eccleſia ex noſtro jure parocham & ſinodum banni quoque noſtri, & miniſtrorum noſtrorum obſervationem, & tam nobis quam archipræsbytero noſtro debita ſervitia impendenda. Interdicimus itaque ex Dei omnipotentis parte, & beatæ Dei genitricis Mariæ & beati Petri apoſtoli, & omnium ſanctorum Dei, pariterque noſtræ, quatenus nullus hoc largitionis munus præſumat inquietare, vel calumniari ſupra dictis fratribus, ſed ſemper permaneat ratum, & omni roboramine fultum. Ut autem perpetua conſtet memoria, placuit nobis hoc ſcripturæ teſtamento confirmare, noſtroque ſigillo ſubarrare, & diverſorum teſtium nominibus aſſignare. S. domini Pontii Bellicenſis epiſcopi. S. Boſonis præpoſiti. S. Victoris decani. S. Alberti decani. S. Armonis cantoris. S. Sibodi Viennenſis decani. S. Aymonis comitis. S. Petri. S. Bicardi. S. Aymonis. S. Armani. Datum eſt anno ab incarnatione domini MXCI. indict. XIII. regnante Henrico IIII. rege, anno XXXIII.





N°. XIX.

Donation des terres de Viry & de Rognat faite à l'abbaye de S. Oyan par Etienne & Bernard de la maison de Thoire-Villars, tirée de la bibliot. Sébus, de Guichenon, cent. 2. ch. 20. p. 267.

A. 1225. EGO STEPHANUS DOMINUS DE VILLARS, & ego Bernardus de Thoiria frater ejus, omnibus præsentibus & futuris, præsenti pagina notificamus, quod nos communi voto parique consensu donavimus Deo & ecclesiæ sancti Eugendi, & fratribus ibidem Deo servientibus, pro remedio animarum patris nostri Humberti de Thoiria & Humberti filii ipsius, fratris nostri, & aliorum antecessorum nostrorum, in eleemosynam perpetuam, prout melius potuimus, quidquid juris, quidquid dominii vel feodi, vel consuetudinis, vel alio quolibet modo habebamus vel habere poteramus in parochia de *Viry* & de *Ronnia*, tam in hominibus quam in terris, pratis, aquis, nemoribus ad dictam parochiam pertinentibus, nil prorsus in eisdem nobis vel posteris nostris in aliquo retinen-

tes. Juravimus etiam ſuper capſam apoſtolorum Petri & Pauli atque Andreæ, quod nunquam de cætero, per nos vel per aliquam perſonam, contra hanc donationem veniremus, ſed ipſam juravimus ſemper eidem eccleſiæ contra omnes manu tenere & defendere, & propter hoc a dicta eccleſia quingentas marchas argenti habuimus. Ut autem hæc donatio & eleemoſyna quieta & pacifica eccleſiæ ſancti Eugendi perpetuo permaneat, præſentem cartam ſigillorum noſtrorum munimine roboratam eidem eccleſiæ indulſimus, in hujus rei teſtimonium & munimen, ad majorem quoque hujus res firmitatem, & ne aliquis unquam poſterorum noſtrorum contra hanc donationem venire præſumat, rogavimus dominum archiepiſcopum Lugdunenſem, ut ſi (quod abſit) quandoque contingeret, quod nos vel aliquis noſtrorum contra ipſam donationem in aliquo venire attentaremus, dominus archiepiſcopus nos & terram noſtram tandiu ſub diſtricto teneret interdicto, donec illud quod in ipſa donatione eſſet male præſumptum, plenarie emendaretur, & de cætero in pace teneretur, & ut hoc firmiter perpetuis temporibus obſervaretur, rogavimus ipſum dominum archiepiſcopum ut ſuper hoc eidem eccleſiæ litteras ſuas indulgeat. Actum eſt hoc in capitulo ſancti Eugendi, anno ab in-

carnatione domini MCCXXV. VII. kalend. novembris.

NB. Cette donation eſt tout au moins ſuſpecte. Bernard de Thoire-Villars co-donateur était en 1225 abbé de S. Oyan (*a*); ainſi il eſt dans le même acte donateur & donataire. La formule de cet acte rédigé dans le cloitre de nos moines eſt contraire à toutes celles de ce tems-là.

(*a*) Hiſt. de l'abbaye de S. Claude par Dunod, p. 117.

